

# HUMANITERRE<sup>©</sup>

Le Magazine de l'Humanitaire et du Développement Durable

" Nous n'héritons pas de la terre de nos ancêtres, nous l'empruntons à nos enfants " - Sagesse populaire

[www.humaniterre.net](http://www.humaniterre.net) - [facebook.com/HUMANITERRE](https://facebook.com/HUMANITERRE)

N°02 - Septembre 2011

**PNUD**



DE L'ACTION HUMANITAIRE AU  
DEVELOPPEMENT DURABLE !

**GÉNÉRER  
DES RESSOURCES  
ET DES ACTIONS**

**ONUSIDA**

**30** ANNÉES  
DE LUTTE

**Centre Suisse**  
De Recherche Scientifique



**OBJECTIF SÉCURITÉ  
ALIMENTAIRE**

**COORDINATION  
HUMANITAIRE**

**PUBLI REPORTAGE  
OUEST (HCT)**

04 AVRIL 2010 - 29 JUILLET 2011

" Redonnons à la vie, sa valeur! " ©





**ONUSIDA**  
PROGRAMME COMMUN DES NATIONS UNIES SUR LE VIH/SIDA

HCR  
UNICEF  
FAM  
PNUD  
UNFPA  
UNODC  
OIT  
UNESCO  
OMS  
BANQUE MONDIALE

# PÉRENNISER LA RIPOSTE AU SIDA EN CÔTE D'IVOIRE

Objectif zéro :

**ZÉRO BÉBÉ INFECTÉ  
PAR LE VIH D'ICI À 2015**



Nous pouvons empêcher les mères de mourir et les bébés d'être infectés par le VIH.

C'est la raison pour laquelle, j'en appelle à une élimination virtuelle de la transmission mère-enfant du VIH d'ici à 2015.

**Michel Sidibé,**

*Directeur exécutif de l'ONUSIDA (21 mai 2009)*

En Côte d'Ivoire, l'ONUSIDA vise à renforcer les efforts du pays dans la mise en œuvre du plan national du passage à l'échelle de la prévention de la transmission mère-enfant et l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement dont le pays a souscrit, à l'instar des autres nations du monde, à la prévention de la transmission mère-enfant contribue directement à quatre des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), dont la réalisation est actuellement ralentie par le VIH à savoir :

**OMD 3** : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

**OMD 4** : Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans

**OMD 5** : Améliorer la santé maternelle

**OMD 6** : Combattre le VIH, le paludisme et d'autres maladies.

C'est dans ce contexte que l'équipe pays du système des Nations Unies en Côte d'Ivoire à travers l'ONUSIDA, s'est engagé à appuyer, dans une démarche plus cohérente et harmonisée, l'effort du gouvernement ivoirien dans sa réponse à la lutte contre le VIH et le Sida, à travers, le « Programme d'Appui Conjoint du Système des Nations Unies à la lutte contre le VIH/Sida en Côte d'Ivoire 2010-2013 ». Aligné sur l'UNDAF, le Programme d'Appui Conjoint représente une étape importante dans le développement d'une approche plus intégrée des Agences des Nations Unies dans leurs appuis à la réponse nationale à l'épidémie. L'équipe pays du système des Nations Unies en Côte d'Ivoire conjugue ses efforts afin d'assurer l'accès universel aux services de prévention, de soins de traitement et de soutien, spécialement pour les groupes vulnérables.

II-Plateaux, 7ème tranche ; Lot 3046, Ilot 252  
Angle rues L40-L41 ; 01 BP 1747 Abidjan 01  
Côte d'Ivoire  
Tel. + (225) 22 52 86 44 ; Fax: + (225) 22 52 86 45  
[www.unaids.org](http://www.unaids.org)

**Unir le monde, contre le SIDA !**



Par Ange Koné

## LE BOND... EN AVANT (1)

“ Parlons alors et laissons parler la douleur pour que puisse bourgeonner la guérison et enfin éclore une paix durable. La résilience du peuple ivoirien est possible au même titre que celle du Rwanda, il faudrait que nous soyons prêts à consentir aux efforts que cela exige et que l'on puisse se réunir et mettre en œuvre des projets qui appellent à vivre, qui consolident un pont entre l'humanitaire de crise et le développement...durable.”

Les habitants de la Côte d'Ivoire, ivoiriens comme étrangers, souffrent terriblement depuis au moins 10 ans, nous sommes tous entraînés bon gré mal gré dans des configurations qui nous détournent sans cesse de l'accomplissement de nos destins particuliers et du destin d'une Côte d'Ivoire unie et forte. Une Côte d'Ivoire écartelée par la souffrance. Ce Nord turbulent, perclus de pauvreté et de malnutrition mais si lointain...qu'on en oublierait parfois qu'il est ivoirien, ce Sud nombriliste et bouillonnant, ce Centre, exsangue

de ses populations et encore abasourdi par le déferlement de 2002, Cet Est qui se tient tranquille et essaie de se faire oublier... et cet Ouest, si beau, si atypique, avec son paysage de forêts parsemé de sommets. Autrefois, terre d'asile de nombreux réfugiés libériens fuyant une guerre immonde. Cet Ouest, muet de terreur, devenu nomade à force de violence, avec ses populations désemparées, qui par centaines de milliers traversent depuis 10 ans la frontière dans un sens comme dans l'autre au moindre soubresaut. Nous voilà, sur les sentiers de l'effroi et de la peur ! Ces hommes qui ne savent à quels Saints se vouer et surtout ces femmes et ces fillettes aux regards fous de terreur, et de désespoir, premières victimes des violences sexuelles. Les organismes humanitaires (UNFPA, UNIFEM, ONUSIDA, CROIX ROUGE INTERNATIONALE...etc.) les appellent « survivantes ». Oui « SURVIVANTES », parce qu'il en faut de la force et du courage pour survivre à ce crime. Le viol est comme une mort dans le cœur et le corps d'une femme, c'est la mort de ta féminité et de ton âme ensuite, c'est la mort de notre genre. C'est le génocide du féminin ! Comment vivre en étant femme, alors que ton « erreur » est d'être femme ? Comment (re) devenir femme alors qu'être née femme à causer ta ruine ? Comment vivre et rire quand la salissure est en toi et qu'elle ne te quitte jamais ? Qu'elle rampe et que maîtresse de tes nuits, elle te réveille dans l'obscurité, en nage, suffocante, avec encore dans ta bouche l'odeur fétide, de cette bête immonde qui un jour osa poser ses mains sur toi ? Oui, « survivantes », enfermées dans le silence par honte d'avoir été salie et aussi par peur d'être rejetée par les autres. Les ivoiriens, toute tendance confondue, ont souffert, et souffre encore. Il est toujours temps pour les Droits de l'Homme. On doit pouvoir dire à toutes les victimes : « Ceci est atroce, ceci est ignoble ! Ils n'avaient pas le droit de te faire subir cela ! ». Il ne faut pas nous que nous enfoncions dans les méandres de cet obscur déni qui depuis plus d'une décennie, nous ronge et nous fait toujours trébucher à nouveau ! Que tous ceux qui sont encore réfugiés dans les camps du Libéria, du Ghana, du Togo, du Mali, rentrent à la maison et n'aient pas le temps de ressasser et de cristalliser leurs colères dans une oisiveté désespérante, au milieu d'un désarroi sans horizon ! Surtout que cette frustration ne soit pas exacerbée par le sentiment qu'on réalise un bond en avant...au dessus de leurs têtes !

Si seulement, la véhémence dont nous avons su faire preuve durant cette crise, ce déferlement d'énergie pour la défense de nos points de vue respectifs, tous ses neurones grillés par des raisonnements et des arguments d'une « logique imparable », ces calculs mathématiques savants, ces joutes juridiques constitutionnalistes... bref ; toute cette frénésie exaspérante pouvait être canalisée et se muer en une dynamique positive, créatrice de valeurs. Alors, nous serions sûrs de nous en sortir. Nous nous battons pour nous débarrasser sur les épaules des hommes politiques de notre responsabilité individuelle à construire et développer notre pays ! Pendant que nous nous en retournons à nos tourments quotidiens en nous demandant pourquoi est ce que notre situation ne change pas en un coup de baguette magique ! Nous avons un devoir de solidarité et d'entraide les uns envers les autres et en premier lieu envers ceux d'entre nous qui ont été très fragilisés par 10 ans de crise, où eux qui n'avaient déjà pas grand chose, ont tout perdu, ces populations démunies, face à la faim, à la maladie et à des violences inouïes. Il est heureux que subsiste encore dans ces moments critiques ; la détermination de ceux dont le travail consiste à soulager la détresse et la misère. Quand le bateau tangue et menace de chavirer à tout instant, les agences du Système des Nations Unies (HCR, UNICEF, OIM, ONUSIDA, OMS, FAO, ...) et les ONG's (CROIX ROUGE INTERNATIONALE, OXFAM, MSF...) qui font partie de la coordination humanitaire se mobilisent et se déploient...systématiquement telles des bouées de sauvetage et voguent inlassablement. Ces organismes humanitaires spécialisés, mais tous complémentaires continuent de porter secours à ceux qui en ont besoin selon l'inaltérable principe d'Impératif Humanitaire ; en dépit de la volonté féroce d'un camp ou de l'autre d'anéantir définitivement l'adversaire, en dépit de populations, quelquefois remontées à bloc. Quand, vous fuyez la peur au ventre vers l'inconnu, où personne ne vous connaît et ne vous attends, il est réconfortant de saisir cette main inconnue qui vous tend un gobelet d'eau, donne du lait à votre bébé, désinfecte puis panse votre plaie, vous sourit, prends votre main tremblante de peur, vous laisse dire votre souffrance, vous donne une couverture et vous dis que vous pouvez dormir là sous un abri en sécurité et qu'au fond, comme vous êtes en détresse, vous étiez attendus ! Quand nos cœurs et nos yeux

Directeur de Publication & des Rédactions:  
Ange Koné

Tel. fixe : 00 225 22 47 32 17  
00 225 22 47 33 25  
Mobile : 00 225 41 41 30 98  
00 225 01 94 42 94  
00 225 55 90 79 82

e-mail : humaniterre@gmail.com  
actisco@gmail.com



facebook.com/HUMANITERRE



twitter.com/HUMANITERREWEB

Site internet : www.humaniterre.net  
Webmaster: JL Houedanou

Rédaction : Ossène Ouattara, Kindo Ousseney,  
Aly Ouattara, Zéphirin Nango,  
Cassandra Konan, Edoukou Adou

Conception : Actis.Co

Infographistes : Diéké Schadtrack, Attoungbré  
Désiré, Kouamé Ange Michel,  
Edoua Fabrice, Abokan Fabrice

Crédits Photo : Mathis, Frédéric Goré Bi,  
Basile Zoma (ONU CI), Corbis,  
Flickr, Racines, Actis.co.

Impression : Côte d'Ivoire

Tirage : 5000 exemplaires

Distribution : Edipresse - Régie - Actis.Co.

N° Agrément : ER-270/CSP

SARL au Capital de 5. 000.000 FCFA

Dépôt légal : N° 8891 du 22 Juin 2009

Périodicité : bimestriel

Tous droits réservés.

Enregistré au Bureau Ivoirien du Droit  
d'Auteur (BURIDA) sous le N° 3118 du  
11/07/2008 & Organisation Africaine de  
la Propriété Intellectuelle (OAPI) :  
CI 132009003

Propriété de K.A.A.A



"Redonnons à la vie, sa valeur !" ©





fiévreux de haine, nos mains lestes ont hâte d'en découdre et que nos bouches appellent au lynchage, il est heureux de constater qu'il reste encore des îlots d'humanité. Ils donnent ainsi à ceux qui commençaient à désespérer de l'humanité, l'espoir que tout n'est pas perdu ! Nous avons des combats prioritaires à mener, des combats pour la vie, ils sont clairement identifiés depuis longtemps dans le Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP), dans le Plan cadre des Nations Unies pour le développement (UNDAF) et dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Refermons donc, ces parenthèses sanglantes pour sortir de nos misères matérielles et morales ! Il y a tant et tant de causes qui nécessitent que l'on se batte, comme la lutte contre la pauvreté, l'accès au soins de santé pour tous, l'éducation, les Violences Basées sur le Genre (VBG)...Etc. Et si, pour ces combats, il est plus difficile de recruter des « soldats », il ne faut pas désespérer. Si nous sommes capables de ne pas oblitérer les exactions qui ont été commises en Côte d'Ivoire durant cette période si tragique et si intense en violation des Droits de l'homme et en crime contre l'Humanité, alors, nous aurons l'énergie pour surmonter nos malheurs et dès lors la résilience nous concernera. La résilience est un terme emprunté à la physique et qui désigne la résistance aux chocs d'un métal, son retour à l'état initial. Le concept de « Résilience » a été popularisé en France par le neuropsychiatre Boris Cyrulnik ; auteur notamment de La Résilience où Comment renaître de sa souffrance, Il s'agit, en psychologie, de la capacité d'un individu à surmonter les malheurs, à surmonter les traumatismes (incestes, viol, guerre civile, catastrophe naturelle...) pour rebondir... plus haut. Pour se faire, « l'alchimie » de la résilience nécessite certains ingrédients... le premier et sans doute le plus essentiel est l'ancrage que donne l'amour reçu avant le traumatisme. Le chanteur Corneille qui a vu les membres de sa famille massacrés devant ses yeux à l'âge de 16 ans, durant le génocide au Rwanda ; le confirme dans une interview au magazine Psychologies de décembre 2009 : « Boris Cyrulnik a raison : si l'on a été vraiment aimé, on peut survivre au pire. C'est à cela que me sert mon héritage, et c'est sans doute grâce à cet amour que j'ai choisi de m'enfuir de Kigali plutôt que d'y prendre les armes et de me laisser engouffrer par la violence et la barbarie [ ... ]. En parlant, en cherchant, en empoignant les choses, même si c'est insupportable, je me suis redonné vie, et j'ai découvert la liberté. J'ai fait la paix. Je crois que c'est cela, la résilience : être suffisamment fort, et vivant, pour demander de l'aide, et affronter son passé, aussi ignoble soit-il, sans qu'il vous empêche de vivre au présent et d'aller vers l'avenir. Le second ingrédient est l'appropriation de son traumatisme c'est-à-dire pouvoir intégrer sa souffrance à son parcours de vie. La parole est l'instrument-clé qui permet de prendre cette « distance » par rapport à sa douleur, de l'exorciser et d'investir son énergie dans une action constructive. Si, rebondir après un traumatisme est possible pour un homme, il en est de même pour une communauté entière. La résilience du peuple ivoirien est possible au même titre que celle du Rwanda. Il nous faut créer un espace d'expression pour donner la parole aux victimes de nos guerres. Cet exercice leur permettra de se relever et peut-être de pardonner mais ça pourra au moins les apaiser. Ils pourront à nouveau se sentir membre, à part entière, de la société ivoirienne et participer eux aussi à la reconstruction de notre pays. Nous devons construire, même face à nos douleurs assourdissantes, et tous ensemble parce que nous avons un puzzle à rassembler : La Côte d'Ivoire ! ». Que de difficultés n'avons-nous pas rencontré pour la rubrique REQUIEM ! Nous voulions publier le nombre de victimes de nos guerres successives en Côte d'Ivoire depuis décembre 1999. Les chiffres étaient rares et difficiles à recouper... Un exemple ? Pour la crise que nous venons de traverser, on compte entre 900 et 3000 morts, il y a 2100 incertitudes... en trop ou en moins ?? Il nous semble important de dénombrer le nombre de morts et de disparus, le plus précisément possible, pour le devoir de mémoire. Ce serait rendre hommage à ceux que nous avons perdu, se souvenir qu'ils ont existé. C'est un pas vers la guérison pour leurs familles, leurs amis et proches. C'est un jalon vers la Réconciliation. C'est dire aussi l'ampleur de la perte qu'a subi la Côte d'Ivoire et marteler que chaque vie compte ! Les ivoiriens doivent se souvenir que nous avons franchi les portes de l'horreur à plusieurs reprises depuis 1999 et que cela ne saurait se reproduire. Que peut-il advenir d'un peuple qui n'a pas de mémoire ? Il faudrait clouer au pilori cette habi-



tude que nous avons de nous entretenir. Honte à nous ! Une seule voix suffit pour donner un mot d'ordre et des milliers de mains s'arment pour tuer... Ces mains ensanglantées, ce sont les nôtres ! Surtout qu'au sentiment d'impunité (?) ne s'ajoute pas l'oubli des nôtres fauchés. Rien n'est pire que de subir la violence, de souffrir dans le silence le plus total sans que cela ne provoque ni stupeurs, ni tremblements ! Rien n'est pire que le silence imposé à la douleur, Rien n'est pire que l'oubli décrété. Une douleur sous une chape de plomb ! Une douleur muette, à force d'indifférence, une douleur intensifiée par l'indifférence, la violence banalisée et adoucie ! Parlons alors et laissons parler la douleur pour que puisse bourgeonner la guérison et enfin éclore une paix durable. Il faudrait que nous soyons prêts à consentir aux efforts que cela exige et que l'on puisse se réunir et mettre en œuvre des projets qui appellent à vivre, qui consolident un pont entre l'humanitaire de crise et le développement...durable. Nous sommes dans l'urgence de nous « relever précocement ». Nous pouvons démontrer notre capacité de résilience et retrouver la paix et surtout le dialogue par des projets communautaires valorisants et innovants, ouvrir des nouvelles pistes pour gérer durablement nos richesses culturelles, nos ressources naturelles limitées et développer une alternative à leur exploitation abusive. La guerre ruine, certes, mais, c'est une raison supplémentaire pour explorer les pistes de l'économie verte, bâtir le socle d'un mode de développement plus participatif, moins invasif et plus respectueux du bien-être des hommes et de la protection de toute forme de vie ; végétale comme animale.

Si le nerf de la guerre est l'argent, le nerf de la paix est bien l'amour. L'amour de soi-même puis l'amour des autres qui amène inexorablement à la compassion et interdit naturellement de commettre l'irréparable. Nous pourrions travailler ensemble, pleurer ensemble, danser

ensemble, rire ensemble, et pourquoi pas aussi avoir une discussion politique « éclairée » mais que dans l'éclat de nos yeux, demeure toujours le sentiment de fraternité, d'amitié, de respect et de compassion et que jamais, même dans la contradiction voire même dans la contrariété, ne fuse l'insulte et surtout pas la balle ! La Belgique n'a pas de gouvernement depuis le 13 juin 2010 soit depuis près de 1 an et 4 mois. Bilan de cette crise : 0 mort ! Les belges essaient, encore à ce jour, de trouver une solution à leur problème par le dialogue et leurs solides institutions continuent de tourner rond ! Vous n'entendrez pas

parler aux actualités de belges qui se pourchassent dans les rues avec des haches, des fourches ou encore avec un bidon d'essence et une boîte d'allumettes... Le 17 février 2011, le record du monde, détenu jusque là par l'Irak a été battu par la Belgique avec 249 jours sans gouvernement. Cet événement a été « célébré » ironiquement par la Belgique : ce fut la « Révolution des frites ». Certes, « Comparaison n'est pas raison ! ». Mais, tout de même ! En Côte d'Ivoire, la crise a débuté le 2 novembre 2010 pour s'achever le 4 mai 2011 soit près de 6 mois plus tard. Bilan : entre 900 et 3000 morts\*. Ce macabre score ne comprend même pas les cas de disparition, de viols, les blessés, les bastonnades...

Osons rêver de ce jour, où nous aussi, nous aurons au lieu de ses révolutions « Rouge Sang » ; une « Révolution de l'alloco\*\* ». Espérons que c'est la fin d'une décennie sombre, tragique, meurtrière, période des exceptions ivoiriennes néfastes, la fin des « ivoirismes ». Espérons que nous pourrions enfin redonner de la valeur à la vie, dans une nation forte, unifiée, riche de ses ressources naturelles, riche de sa diversité culturelle, mais peut-être un peu moins riche de ses mythes et légendes qui nous éloignent sans cesse des rives de l'Union, de la Discipline et du Travail. Nous savons cultiver le café et le cacao mais certainement pas la fraternité et surtout l'idée que nous sommes tous la Côte d'Ivoire et que la Côte d'Ivoire est nous tous ! Cette « Vraie fraternité » que notre hymne national, nous exhorte à forger, « unis dans la foi nouvelle », et que nous avons oubliée ! Si la démocratie a un prix, les ivoiriens le connaissent et l'ont payé rubis sur l'ongle. Nous sommes UN maintenant et plus que jamais, « Sang pour sang ivoirien » et nous n'y échapperons pas !

\*Sources Wikipedia

\*\* Banane plantain frite



# SOMMAIRE

Septembre 2011

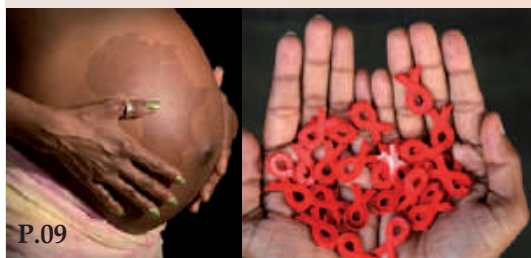
Décembre 2011

N°1

HUMANITERRE

N°2

HUMANITERRE



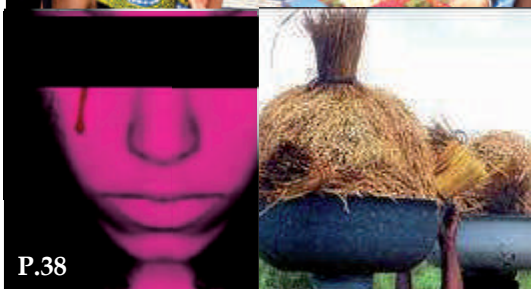
P.09



P.18



P.24



P.38



P.72

## HUMANITAIRE

- P.08 - **ETAT DES LIEUX**: ONUSIDA, 30 ans de lutte contre le SIDA.  
- Tribune pour un humanitaire : La lutte se tourne vers l'avenir par Michel SIDIBE.  
- Sauver les femmes et leurs bébés du VIH. Page 09  
- L'engagement de Mme Dominique OUATTARA contre le VIH/SIDA.
- P.18 - **GROS PLAN** : Coordination Humanitaire Pays (HCT)  
- Père Cyprien AHOURE, Responsable de la Mission Catholique de Duékoué.  
- Publi-Retro Ouest de la Côte d'Ivoire : du 04 avril 2010 au 29 juillet 2011. Page 24  
- Mécanisme de Coordination Humanitaire Pays (HCT)
- P.28 - **INTERVIEW AVEC** : M. Mohamed TOURE Représentant HCR de la Guinée.
- P.30 - **LIGNE BUDGETAIRE** : Allocation d'ECHO pour la crise ivoirienne 60 millions d'euro
- P.32 - **JOURNEE MONDIALE** : 23 juin - Journée internationale des veuves
- P.36 - **COMBAT** : Violence Basée sur le Genre (VBG) : Briser le silence des survivantes, par Noemi DALMONTE (UNFPA)
- P.43 - **UNE JOURNEE AVEC...**: ONG MISSION D'AMOUR
- P.46 - **ECONOMIE DURABLE** : PNUD : De l'urgence humanitaire au développement durable.
- P.50 - **AVIS DE DISPARITION**

## DÉVELOPPEMENT DURABLE

- P.53 - **ECONOMIE DURABLE** : PNUD : De l'urgence humanitaire au développement durable.  
- Le PNUD donne un nouveau visage au village de DARAKOKAHA. Page 54
- P.57 - **SECURITE ALIMENTAIRE** : Engagement du Centre Suisse de Recherche Scientifique (CSRS), par le Dr Lucien DIBY du CSRS.
- P.61 - **POLITIQUE DEV DUR** : Modèle de développement durable de la francophonie par Mme AONON Madeleine (A.I.C.F).
- P.63 - **SOS POUR** : Korhogo, les concasseuses de roches.
- P.65 - **AGRICULTURE** : Agroforesterie, une réalité en Afrique ? Par EDOUKOU Adou
- P.67 - **BIODIVERSITE - FLORE** : Réhabilitation des mangroves, par le Prof. Wadja EGNANKOU  
- Parcs Nationaux & Forêts Classées des Montagnes et du Moyen Cavally en péril. Page 70
- P.72 - **BIODIVERSITE - FAUNE**: Wild Chimpanzee Foundation par WCF.
- P.77 - **ENERGIE RENOUVELABLE** : « Ventre affamé n'a point d'oreilles ! » Par Christophe GBOSSOU.
- P.82 - **LIGNE BUDGETAIRE** : La société CARGILL WEST AFRICA distribue des primes de certification aux planteurs Ivoiriens.

## DIVERS

- P.84 - **ANNONCES CLASSEES** : Agenda, etc.
- P.86 - **ACTU CULTURE** : Livres, films
- P.87 - **REQUIEM** : Yves LAMBELIN, Elizabeth TAYLOR...
- P.91 - **CARNET DE ROUTE** : Détresse en Pays High-life.



# HUMANITERRE<sup>©</sup>

Le Magazine de l'Humanitaire et du Développement Durable

ONG'S NATIONALES  
ET INTERNATIONALES

ENTREPRISES  
CITOYENNES  
( RSE )

AGENCES DES  
NATIONS UNIES

AUTORITES  
PUBLIQUES

CENTRES DE  
RECHERCHES

BAILLEURS DE FONDS

## CONSTRUIRE UNE CÔTE D'IVOIRE DURABLE !

CONTACTS : (225) 22 47 33 25 - 22 47 32 17 - Cel : 07 44 56 92 - 01 94 42 94 - E-mail : [humaniterre@gmail.com](mailto:humaniterre@gmail.com) / [actisco@gmail.com](mailto:actisco@gmail.com)  
Site web : [www.humaniterre.net](http://www.humaniterre.net) - [facebook.com/humaniterre](https://www.facebook.com/humaniterre)

*" Redonnons à la vie, sa valeur ! " ©*





# HUMANITAIRE



Crédits photo: Basile Zoma (ONU-PIO-Unité-Photo)

**« Qui vise au bien, à l'amélioration de la condition de l'Homme. »**

L'adjectif "humanitaire" qualifie les organisations oeuvrant pour le bien-être et le bonheur de l'Humanité, l'amélioration de la condition des hommes ou le respect de l'être humain. L'humanitaire est ce qui aide les plus défavorisés au nom de la solidarité humaine.

L'adjectif "humanitaire" s'applique aussi aux actions que conduisent ces organisations, aux opinions ou doctrines qui visent au bien universel de l'humanité, ainsi qu'à ceux qui les professent.

**HUMANITERRE**<sup>®</sup>  
Le Magazine de l'Humanitaire et du Développement Durable

*" Redonnons à la vie, sa valeur ! " <sup>©</sup>*



# LE SIDA 30 ANS APRÈS :

La lutte se tourne vers l'avenir

par Michel SIDIBÉ

Directeur exécutif du Programme commun  
des Nations Unies sur le VIH/Sida (ONUSIDA)  
et Secrétaire Général Adjoint des Nations Unies

**L**es trente années qui viennent de s'écouler ne peuvent que nous inspirer pour imaginer ce que sera la lutte contre le Sida de demain.

Depuis la notification du premier cas d'infection par le virus de l'immuno-déficience humaine (VIH), on a compté quelques 65 millions de nouvelles infections et près de 30 millions de décès.

La communauté internationale a d'abord tardé à réagir. Puis en 2001, les dirigeants de la planète ont signé la Déclaration d'engagement sur le VIH/Sida à l'Organisation des Nations Unies (ONU). Les années suivantes, des buts ont été fixés, des percées annoncées, des progrès accomplis.

En 2006, les pays se sont engagés à atteindre des objectifs pour mettre en place un accès universel aux services de prévention, de traitement, de soins et d'appui liés au VIH. Aujourd'hui, plus de 6,5 millions de personnes sont en vie parce qu'elles ont justement accès au traitement antirétroviral. Depuis 2001, les investissements dans la lutte contre le Sida ont connu une augmentation de plus de 900 %. Le taux des nouvelles infections a, quant à lui, chuté de 25 %; ce qui traduit l'efficacité de la prévention.

Les évolutions sont de plus en plus encourageantes. De nouvelles techniques de prévention ont vu le jour, faisant naître l'espoir chez les personnes désireuses de se prémunir et de protéger leurs proches contre le virus. Citons notamment le traitement à des fins préventives, le gel microbicide – dont l'utilisation incombe aux femmes – issu du Centre sud-africain du Programme de recherche sur le Sida (CAPRISA), et la prophylaxie pré-exposition iPrEx. En de nombreux endroits du monde, les positions fermement ancrées ont fait place à la compassion. On a ouvert la porte au dialogue. Les dirigeants politiques utilisent des données probantes pour fonder leurs décisions. Il n'est plus rare que des militants, des groupes touchés par le VIH et des décideurs se réunissent pour établir des projets, concilier leurs différences, explorant de nouveaux horizons. La solidarité qui s'est mise en place au niveau mondial dans le cadre de la lutte

contre le Sida a montré de quoi l'humanité est capable quand elle se rassemble. Et pourtant, il faut en faire plus. Beaucoup plus.

Aujourd'hui, la riposte au Sida est un défi aux aspects multiples. La demande de services de prévention et de traitement est de plus en plus forte. Nombreuses sont les possibilités qui s'offrent, et pour les exploiter, il nous faut mener des actions sur cinq fronts.

Tout d'abord, il convient de tirer profit du traitement à des fins préventives. Pour la première fois, les personnes vivant avec le VIH sont en mesure de choisir une méthode efficace à 96 %, qu'elles peuvent adopter et utiliser dans le respect et la confiance. Ce traitement doit être accessible à toutes les personnes vivant avec le VIH, mais pas aux dépens des neuf millions de gens en attente d'un traitement pour leur survie immédiate. Il faut multiplier les possibilités dans ce domaine.

Deuxième point, les femmes enceintes vivant avec le VIH doivent pouvoir avoir accès au meilleur traitement possible pour se prémunir et protéger leurs enfants. Quelques 31 pays proposent toujours des traitements dont la qualité laisse à désirer pour prévenir la transmission du VIH de la mère à l'enfant. Dans les pays à revenu élevé, rares sont les enfants qui naissent séropositifs, alors pourquoi n'en serait-il pas de même partout dans le monde ? La vie des mères et des enfants est précieuse, en tout lieu de la planète. Nous pouvons éradiquer les nouvelles infections à VIH parmi les enfants d'ici à 2015.

Troisièmement, il faut entreprendre un dialogue communautaire et des transformations sociales. La violence à l'égard des femmes et des filles, les relations sexuelles entre personnes de générations différentes, l'homophobie, les inégalités entre les sexes, et la criminalisation de la séropositivité, de la consommation de drogues injectables et du commerce du sexe sont autant de facteurs auxquels il convient de mettre un terme. Sans ces bouleversements, l'efficacité des mesures de prévention du VIH ne sera que partielle. À cette fin, il faudra que les diri-

geants, au sein des villages, des collectivités urbaines et des capitales, brisent le silence entourant ces questions et prennent des mesures audacieuses, avec conviction.

Quatrièmement, les investissements en faveur de la lutte contre le Sida doivent être intégralement réalisés. Il s'agit donc d'adopter une approche fondée sur le partage des responsabilités dans le cadre de laquelle chaque pays, riche ou pauvre, apporte sa juste contribution, sans exception. Un investissement reporté aujourd'hui aura un effet multiplicateur sur les besoins en investissements de demain – un risque auquel aucun ministre des Finances ne souhaiterait faire face. Parallèlement, la communauté de la santé doit accélérer la mise en place de nouvelles techniques de diagnostic et de traitement, réduire les coûts unitaires, améliorer les performances et investir dans des programmes efficaces afin d'améliorer les rapports coûts-résultats.

Cinquième et dernier point, il faut intégrer la lutte contre le Sida à des programmes plus généraux dans les domaines de la santé et du développement. La riposte au Sida doit sortir de son isolement et se convertir en catalyseur permettant d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement liés à la santé, en particulier les objectifs consistant à réduire les mortalités infantile et maternelle ainsi que la tuberculose. La prestation des services de santé ne peut rester aussi cloisonnée.

En se réunissant au Siège des Nations Unies pour réfléchir ensemble à la riposte au Sida de demain, les dirigeants de la planète doivent saisir l'occasion qui leur est donnée de prendre des mesures pour agir sur ces cinq fronts, de fixer des objectifs clairs et de définir des étapes pour les cinq prochaines années. Les 34 millions de personnes vivant avec le VIH et leurs familles ne méritent rien de moins. ■

Source photo : [www.unspecial.org](http://www.unspecial.org)





VIH / SIDA :

Quand la crise politique amplifie le mal.

# Sauver les femmes et leurs bébés du VIH/Sida



*Plus de risques dans la crise! Au plus fort de la crise postélectorale ivoirienne telle était la grande crainte des acteurs de la lutte contre la pandémie du Sida. Manque d'accès aux soins, déplacements massifs de populations qui favorisent la promiscuité, les comportements à risques et les viols ... Selon les statistiques de l'ONUSIDA, la Côte d'Ivoire avait en 2010, la plus haute prévalence du VIH en Afrique de l'Ouest. Et ce, avant même de situer l'impact de cette grave crise sur l'évolution de la maladie parmi les populations...*

**A**u cœur du dossier Sida, se trouvent la femme et ... fatalement l'enfant. Le niveau actuel (2010) de prévalence VIH est estimé à 3,4% de la population, soit un total de 480 000 adultes et enfants vivant avec la maladie. Parmi ceux-ci, 190 000 ont besoin d'un traitement antirétroviral. Les données actuelles par groupes sociaux, indiquent que les taux les plus élevés, 15% sont constatés parmi les femmes de 30-34 ans. Il atteint 8,4% chez les femmes entre 25 et 39 ans. Chez les hommes, le pic de séro-prévalence se situe entre 40 et 44 ans. Depuis 1990, le Sida est la deuxième cause de mortalité des femmes en Côte d'Ivoire et selon l'UNICEF, 6% des décès

des enfants de moins de 5 ans lui sont attribués. Il est en outre désormais établi que la mortalité maternelle est près de 40% plus élevée chez les femmes séropositives que chez les autres. Pour donner une riposte appropriée à cette tragédie, des prévisions audacieuses ont été faites pour 2010 : augmenter de 10 % à 70%, les structures de consultation prénatale offrant des services de Prévention de la Transmission Mère-Enfant (PTME) ; relever le taux de dépistage des femmes enceintes de 21% à 50% ; réduire le taux de transmission du VIH de la mère à l'enfant de 13 % à 5% chez les femmes suivies.

**AGIR VITE ET BIEN !**

En effet, le triste tableau de la transmission mère-enfant est combattu au pas de course et les résultats plutôt encourageants étaient perceptibles avant la crise postélectorale. Dans ce cadre, il faut noter que 41% des femmes en-

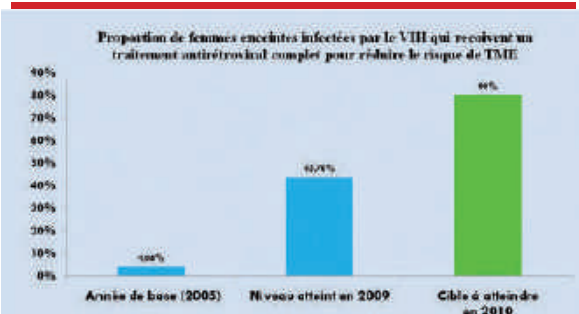
ceintes infectées par le VIH ont reçu en 2009 un traitement antirétroviral complet pour réduire le risque de transmission à leurs bébés. L'objectif attendu était de 80% pour 2010. (voir graphique ci-dessous).

Dans le même temps, le nombre de sites de prévention de la transmission de la mère à l'enfant est passé de 316 (en 2008) à 554 (en 2009), dépassant la prévision 2010 qui était de 537. Ce programme porte sur la réalisation de 720 Centres de santé spécialisés. Le taux de réalisation est donc de 103%. Cependant, on a constaté que sur la même période, seulement 64,91% des femmes enceintes vues en Consultation Prénatale (CPN) ont été dépistées pour le VIH en Côte d'Ivoire.

Les femmes enceintes qui acceptent de se faire dépister sont de plus en plus nombreuses à retirer leur résultat, ce qui est assez encourageant ! Le taux de prévalence est passé de 6,6% en 2007 à 4% en 2010, soit une baisse de 2,6%. Par contre, on note une baisse progressive du nombre de femmes enceintes séropositives qui reçoivent une dose ARV pour elles-mêmes. La proportion de femmes enceintes séropositives au VIH recevant une dose ARV pour leur enfant est, quant à lui globalement en hausse sur la période 2007-2010.

Certains résultats ont dépassé les prévisions au niveau des femmes enceintes testées. Un progrès considérable a été noté car elles étaient 323.608 en 2010 alors que l'objectif prévoyait d'atteindre 201.000 « femmes enceintes dépistées et ayant reçu leur résultat ». En 2007, elles ne représentaient que 107.

Ces résultats traduisent un progrès notable de



Graphique 1 : Proportion de femmes enceintes infectées qui reçoivent les ARV

Dr. CLAIRE MULANGA - TSHIDIBI  
Coordonnatrice ONUSIDA-Côte d'Ivoire



**M**me Claire Mulanga a été nommée coordonnatrice Pays de ONUSIDA (UCC) en Côte d'Ivoire depuis octobre 2009, après avoir servi au même poste au Tchad pendant trois ans.

En tant que Coordonnatrice pays de ONUSIDA, Mme Mulanga appuie et facilite une réponse conjointe des Nations Unies pour le VIH/Sida au niveau des pays et coordonne la collaboration entre le Système des Nations Unies (SNU), le gouvernement, la société civile et les personnes vivant avec le VIH/Sida ainsi que d'autres partenaires de développement.

Avant de rejoindre ONUSIDA, Mme Mulanga a travaillé comme conseiller technique principal et gestionnaire de ressources avec le programme global de l'OIT sur le VIH / Sida et le monde du travail à Genève, pendant six ans.

Avec l'Organisation internationale du travail (OIT), Mme Mulanga a contribué à la mobilisation et au renforcement des capacités des pays pour élaborer et mettre en œuvre la politique et le programme national sur le VIH/Sida en milieu de travail, y compris le renforcement des capacités nationales en santé publique et l'intégration sociale.

Pendant les deux dernières décennies, Mme Mulanga a fourni des services consultatifs et techniques aux pays africains dans la planification et la programmation des projets de santé publique et l'insertion efficace et la contribution des femmes dans le développement, avec une attention particulière sur l'élaboration des politiques et de programmes de prévention et de lutte contre le VIH/Sida et les IST.

Elle a également entrepris un certain nombre de recherches et d'études sur la politique de santé publique en mettant l'accent sur la prévention du VIH et la lutte contre le Sida et le développement des femmes. Elle a publié plusieurs articles dans des revues scientifiques internationales.

Mme Claire Mulanga est une ressortissante de la République Démocratique du Congo. Elle possède un doctorat en santé publique et pays en développement de l'Université Pierre et Marie Curie (Paris VI), une maîtrise en toxicologie de l'Université de St John, à New York (USA) et un diplôme en pharmacie de l'Université de Kinshasa - RDC.



www.unaids.org  
Unir le monde contre le SIDA



l'entrée des femmes enceintes dans la prévention de la transmission mère-enfant, de même que la disponibilité des services de prise en charge dans les centres PTME. Les capacités techniques de ces services ont d'ailleurs été renforcées entre 2007 et 2008 où respectivement 646 et 606 personnels de santé ont été formés pour offrir des services dans les centres PTME selon les normes nationales et internationales. (source, Rapport national 2007-2008 de lutte contre l'infection par le VIH en Côte d'Ivoire).

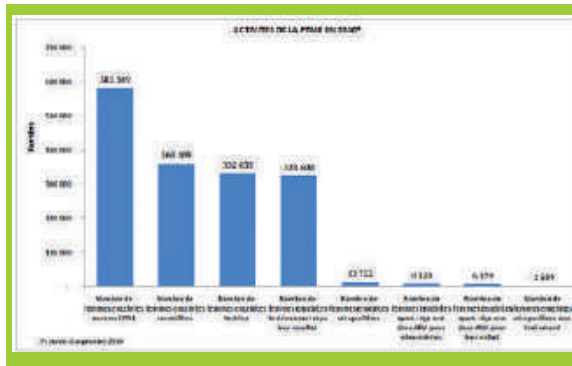
En revanche, en 2010, malgré le nombre croissant des structures offrant des services de PTME, seulement 32,2% des 1,06 million de femmes enceintes attendues ont effectué le test de dépistage, ce qui reste faible par rapport à l'objectif pour 2010 qui était de 50%.

LES HOMMES PAS TRÈS COOPÉRATIFS...

Les conjoints montrent peu d'engouement à se faire dépister et conseiller. Pour 29 742 femmes enceintes qui ont été sensibilisées, seulement 6733 conjoints l'ont été. On en déduit que pour plus de quatre femmes enceintes sensibilisées, un seul conjoint a été reçu. Cette disparité est plus nette chez les 15-24 ans où on retrouve un seul conjoint sensibilisé pour cinq femmes enceintes. Ce sont les femmes et les hommes de 25 ans et plus qui adoptent ce bon comportement. Cette tranche d'âge comprend 69% des femmes enceintes et plus de trois quart (76,70%) des conjoints sensibilisés.

ENCORE DES FREINS

Les constats d'insuffisances s'expliquent par



Graphique 2: Résultats des activités de PTME en 2010
Source : PNPEC, 2010

une panoplie de causes :

- Absence de synergie dans la coordination spécifique des programmes et directions ayant pour cible les femmes en âge de procréer,
• Insuffisances de l'approvisionnement des laboratoires en produits,
• Mobilité du personnel médical,
• Peur des femmes d'être victimes de stigmatisation et de discrimination liées au VIH,
• Inefficacité de la politique du dépistage du conjoint,
• Insuffisance de dépistage chez les enfants au niveau des portes d'entrée des structures sanitaires,
• Absence de mécanismes formels de collecte et d'acheminement des échantillons au laboratoire de référence et de rendu des résultats des sites de prélèvements vers les Districts Sanitaires
• Inégale répartition des laboratoires réalisant la PCR qui sont tous situés dans le sud du pays, précisément à Abidjan.
Une autre faiblesse de taille est la faible

fréquentation des services par les femmes. D'après le recensement général en 1998, le nombre de femmes enceintes en Côte d'Ivoire est de 5% de la population totale, ce qui permet d'estimer le nombre de grossesses attendues à 1 million par an. Notons aussi que si on applique le taux de séroprévalence à l'ensemble des grossesses attendues en 2008, ce sont 57 390 femmes enceintes séropositives qui sont attendues chaque année en Côte d'Ivoire. Selon l'enquête EIS de 2005, 87% des femmes sont allées en CPN une fois, 45% à trois fois CPN et seulement 56% des accouchements sont assistés par du personnel qualifié. Ce qui signifie que près de la moitié des accouchements se font en dehors de personnel qualifié. De même, là où les centres PTME existent, ce n'est pas à toutes les femmes que les ARV sont proposés. Pourtant, au niveau de l'intégration CDV/PTME dans les structures de santé, un arrêté sur les examens du bilan prénatal intégrant le dépistage du VIH a été pris par le Ministère de la Santé. Si l'on applique au nombre de grossesses séropositives attendues, le taux de transmission mère enfant sans traitement qui est de 25%, ce sont 14 347 enfants séropositifs qui sont attendus chaque année, et seuls 4743 (33% des enfants séropositifs attendus) auront bénéficié d'un traitement préventif (prophylaxie). Cet écart aura pour conséquence hélas irréparable, 674 et 856 infections d'enfants qui auraient pu être évitées. Il est donc plus que temps de renforcer le dispositif de lutte contre la transmission mère-enfant en Côte d'Ivoire.

Sources: Rapport PTME

FAIBLESSES ET OBSTACLES

Malgré les nombreuses sources de financement et les compétences qui existent dans le pays. Ces faibles performances s'expliquent par de nombreux facteurs :

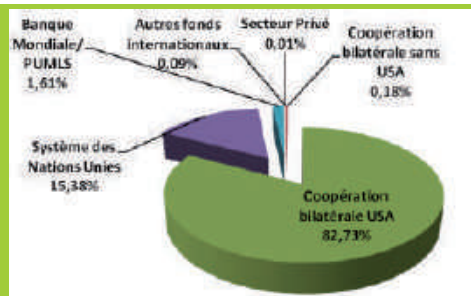
- L'insuffisance de couverture en sites PTME au niveau national.
• La concentration des 4 laboratoires réalisant la PCR à Abidjan (RETROCI, CEDRES, CIRBA, Institut Pasteur).
• L'insuffisance dans le suivi et la PEC des mères séropositives et des nouveaux-nés de mères séropositives.
• L'approvisionnement irrégulier des structures en produits contraceptifs, ARV, intrants et autres consommables et outils de collecte de données.
• L'insuffisante intégration des services SR/PF et VIH
• Inadaptation de certains outils de collecte

- de données à l'offre des services intégrés .
• La politique du dépistage du conjoint n'est pas développée .
• L'allaitement exclusif à 6 mois est difficile à réaliser.
• Faible application du CDIP à toutes les portes d'entrée d'enfants ;
• Lenteur dans la finalisation du processus de révision du carnet de santé intégrant les informations VIH ;
• Insuffisance du système de référence et contre référence PTME/PECP;
• L'inexistence d'un système fonctionnel de suivi post natal des mères et de leurs enfants de la naissance jusqu'à 24 mois,
• L'insuffisance de vulgarisation des recommandations nationales sur l'alimentation du nourrisson et le VIH,
• L'arrêt de l'initiative «Hôpitaux Amis des bébés»

LES 4 PILIERS

- L'approche globale de la PTME repose sur 4 piliers essentiels (les 4P)
• La Prévention primaire de l'infection chez les femmes en âge de procréer avec priorité sur les adolescents et les jeunes, spécialement les plus à risque
• La Prévention des grossesses non désirées chez les femmes enceintes VIH+ : pour cela, il est nécessaire d'agir vers
- l'intégration VIH dans les services de Planning Familial,
- l'intégration du Planning Familial dans les services de santé maternelle et infantile/PTME et la prise en charge (traitement)
• La Prévention de la transmission d'une mère infectée à son enfant
• La Prise en charge globale (les traitements, soins et soutien aux femmes VH+, leurs enfants et leur famille)

PARTENAIRES FINANCIERS



La coopération bilatérale américaine (PEPFAR) avec près de 3,95 milliards de FCFA (82,73%) est le principal partenaire financier pour ce DAP. Elle est suivie respectivement par les agences du Système des Nations Unies (SNU/ UNICEF) avec 734 millions de FCFA (15,38%), la Banque Mondiale/PUMLS avec 77 millions de FCFA (1,61%), la coopération bilatérale sans les USA avec 8,5 millions de FCFA (0,18%), les autres fonds internationaux avec 4,07 millions de FCFA (0,09%) et le secteur Privé avec 0,47 millions de F.CFA (0,01%).

Sources : Rapport REDES CDI - 2009





## Duékoué, Danané, Guiglo et Man

# L'ONUSIDA et le HCR évaluent la situation du VIH/SIDA chez les Personnes Déplacées Internes (PDI) et leurs communautés hôtes.

*La crise post-électorale que la Côte d'Ivoire a connue récemment a fortement déstabilisé le système de prise en charge des personnes vivant avec le VIH/SIDA. La violence armée, avec son cortège de tueries et de viols, a fait fuir les populations vers le Liberia voisin, Man et Danané. Le départ de l'essentiel du personnel soignant de la région du Moyen-Cavally, la fermeture, le pillage et le saccage des centres de santé ont ainsi accru une situation de vulnérabilité dans la région.*



Dr. Mulanga en séance de présentation

C'est pour faire un état des lieux qu'une mission conjointe d'évaluation sur le VIH/SIDA au sein des personnes déplacées internes (PDI) et leurs communautés hôtes a été initiée par le HCR, ONUSIDA et leurs partenaires du 26 au 31 mai 2011. « Cette mission a pour objectif de d'avoir une meilleure connaissance des besoins liés à la réponse au VIH/SIDA en situation d'urgence dans les localités de Guiglo, Duékoué, Man et Danané abritant des populations déplacées internes. Et définir les actions appropriées pour répondre aux besoins spécifiques des populations les plus vulnérables », a indiqué le Dr. YIWEZA Dieudonné, responsable Programme Santé et VIH pour l'Afrique de l'Ouest.

**Les facteurs de vulnérabilité par rapport au vih : (...) l'insécurité, les déplacements des populations, la séparation des familles, la promiscuité, la pauvreté, l'insécurité, l'insécurité nutritionnelle et l'insuffisance d'activités de sensibilisation sur le Sida.**

Il s'agit pour la mission de faire un état des lieux des ressources, d'assurer une coordination de la réponse dans une approche multisectorielle et multi partenariale inclusive ; déterminer les facteurs de risque et de vulnérabilité au VIH/SIDA des groupes cibles de ces zones ; déterminer les facteurs de risque de vulnérabilité face aux violences basées sur le genre (VBG) des groupes cibles ; recueillir des informations sur la situation de la réponse en terme de coordination, de protection, de prévention, de traitement, de soin et soutien, de surveillance et de suivi évaluation ; proposer des stratégies et formuler des recommandations pour la réduction de la vulnérabilité et les risques associés au VIH/SIDA et répondre aux besoins de ceux infectés en renforçant l'accès à l'information et aux moyens de prévention et de prise en charge du VIH/SIDA et

des IST avec un calendrier intégrant la mise en place d'un dispositif minimum d'urgence (DMU). Pour y parvenir, le HCR et ses agences sœurs du Système des Nations Unies (SNU) ont organisé, le jeudi 26 mai, une formation des enquêteurs dans l'optique



30 ans de Sida: l'Onusida demande plus de moyens financiers - © AFP

de faire les évaluations du VIH/SIDA au sein des PDI et les populations hôtes au centre Béthanie de Man. Formation effectuée par les Docteurs DIALLO Bilguissa et YIWEZA Dieudonné du HCR. Les participants au nombre d'une trentaine





taine ont été instruits sur la méthodologie à adopter. A savoir, le recueil d'information de base ; les entretiens semi-structurés avec des personnes appartenant aux populations directement affectées ; les entretiens semi-structurés avec les infor-

naires dans le même centre où a eu lieu la formation. Les enquêteurs ont déterminé les facteurs de vulnérabilité par rapport au VIH que sont l'insécurité, les déplacements des populations, la séparation des familles, la promiscuité, la pauvreté, l'insécurité, l'insécurité nutritionnelle et l'insuffisance d'activités de sensibilisation sur le SIDA. Ils ont aussi relevé les facteurs de risque par rapport au VIH à savoir, le manque d'information sur le VIH, les IST, et la santé reproductive ; le manque d'accès ou l'accès irrégulier aux préservatifs, les violences sexuelles ; la consommation

miné la situation de réponse en termes de protection, prévention, traitement, soin, soutien, suivi et évaluation, et de coordination dans les localités de Duékoué, Guiglo, Danané, et Man. Aussi, ont-ils fait des recommandations à l'endroit du gouvernement et de ses partenaires pour une lutte efficace contre le VIH dans les régions des Montagnes et du Moyen-Caval.

Lors de la cérémonie de clôture, le Docteur Yiwéza Dieudonné a assuré que sa structure entend « partager les résultats de cette étude, mobiliser les ressources nécessaires pour couvrir tous les besoins, faire des plaidoyers auprès de ceux qui pourront donner les ressources pour couvrir les besoins ». Pour lui, les autres agences du Système des Nations Unies apporteront chacun à son niveau sa contribution dans le cadre de la prise en compte des recommandations. Le Sous-préfet central de Man, M. Kroko Boni, représentant le Préfet de région, préfet du département à la cérémonie de clôture a souhaité un appui des structures du Système des Nations Unies aux organisations nationales pour une meilleure prise en charge des personnes affectées par le VIH/SIDA.



Une banderole contre le Sida, à Bouaké, le 25 août 2006. Cinq ans plus tard, elle est plus que jamais d'actualité...

mateurs clés ; les discussions de groupe et la visite des sites des déplacés et des structures de prise en charge existant.

Du vendredi 27 au lundi 31 mai 2011, les équipes issues de différentes structures de prise en charge des personnes vivant avec le VIH par groupe de sept (7) ont investi les villes de Duékoué, Guiglo, Man et Danané pour les enquêtes. Ces investigations ont abouti à une cérémonie de restitution des résultats prélimi-

d'alcool et de drogues, les faiblesses dans le fonctionnement des ONG de soutien aux personnes vivant avec le VIH ; et le manque de services (IST, conseil et dépistage, soins et traitement).

L'UNHCR, l'OMS, l'UNFPA, l'ONUSIDA, le PAM, l'IRC, Save The Children et les structures nationales telles que le Ministère de la Santé, le PNLIT, le COSCI, AWECO, le PNOEV, IDE Afrique, le RIP, ODAFEM, ASAPSU et autres ont déter-

Kindo Ousseny  
(Man)



Réunion autour du Dr. MULANGA, une partie de l'équipe ONUSIDA.





## En marge du Sommet du G8

# L'engagement de Mme Dominique Ouattara contre le VIH/Sida



*La clôture du 37<sup>ème</sup> Sommet du G8 (26 au 27 mai 2011) à Deauville (dans le nord-ouest de la France), a été marquée par un important déjeuner de travail organisé par la Première Dame de France, Mme Carla Bruni Sarkozy*

nouvelle avec la conviction que la stabilité et la démocratie vont lui permettre de réaliser des progrès significatifs, surtout dans le domaine de la santé.

Mesdames et Messieurs,

Quelle est la situation des femmes et des enfants face au VIH/SIDA en Côte d'Ivoire ?

Dans notre pays, le taux de préva-

*Je voudrais prendre l'engagement d'œuvrer personnellement à soutenir toutes les initiatives et programmes de lutte contre le VIH/SIDA particulièrement chez la mère et l'enfant.*

lence nationale selon la dernière enquête effectuée par le Ministère de la Santé est de 4,7 %.

Par ailleurs, sur un million (1.000.000) de femmes enceintes chaque année en Côte d'Ivoire, cinquante mille femmes (50.000) sont séropositives.

Pour y remédier, la Côte d'Ivoire

veut faire sienne la vision d'une « nouvelle génération sans SIDA » et tout mettre en œuvre pour :

- renforcer le système de santé par une nette amélioration de l'accès aux soins ;
- multiplier les centres de dépistage précoce dès la naissance de l'enfant ;
- conseiller et promouvoir le dépistage systématique chez les femmes enceintes,
- et enfin augmenter les ressources financières allouées à la protection maternelle.

Mesdames et Messieurs,

Pour conclure, je voudrais prendre l'engagement d'œuvrer personnellement à soutenir toutes les initiatives et programmes de lutte contre le VIH/SIDA particulièrement chez la mère et l'enfant.

Et pour terminer mon propos, je souhaiterais réitérer mes encouragements à l'endroit de l'ONUSIDA pour son engagement quotidien et mon admiration envers toutes les Premières Dames qui œuvrent déjà dans ce sens.

Je vous remercie. »

Reproduit avec l'aimable autorisation de  
M. COULIBALY BRAHIMA.  
Conseiller en Communication du Cabinet de  
Mme la Première Dame.

Voici les propos liminaires de la Première Dame de Côte d'Ivoire :

« Excellences Mesdames les Premières Dames,  
Monsieur , le Directeur exécutif du Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme,  
Monsieur le Directeur Général de l'ONUSIDA,  
Distingués invités,

Tout d'abord, je voudrais remercier particulièrement la Première Dame de France, Madame Carla Sarkozy, de m'avoir associée à ce déjeuner de travail à l'occasion du G8. Cette initiative fait l'honneur et la fierté à la Côte d'Ivoire.

Après plusieurs années de crise, la Côte d'Ivoire entame une phase



La Première Dame de France, Mme Carla Bruni Sarkozy, Mme Dominique Ouattara, accompagnée de Mme Nadine Sangaré, Directrice Côte d'Ivoire de la Fondation Children Of Africa, Laureen Anne Teskey Harper (Première Dame du Canada), Mme Alpha Condé (Guinée Conakry), Mme Issoufou Mahamadou (Niger), Svetlana Medvedeva (Russie), Mme Abdoulaye Wade (Sénégal), et Mme Ban Ki Moon (l'épouse du SG de l'Onu) et des experts, Michel Kazatchkine, Directeur exécutif du Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme, et enfin M. Michel Sidibé, Directeur exécutif de l'ONU SIDA).

**30 ans**

de lutte  
contre le VIH



Cette insertion est offerte par le magazine  
HUMANITERRE en soutien à la lutte contre  
la transmission mère-enfant.

**HUMANITERRE**  
Le Magazine de l'Humanitaire et du Développement Durable

25 BP 126 Abidjan 25- SIEGE RIVIERA III

Tél. : + 225 22 47 32 17 / 22 47 33 25

Mobile: 07 44 56 92 / 01 94 42 94

E-mail: [humaniterre@ymail.com](mailto:humaniterre@ymail.com) / [actisco@gmail.com](mailto:actisco@gmail.com)




**JOURNAL OFFICIEL DES ASSOCIATIONS / ONG'S / AGREES PAR LA DGAT**
**PERIODE AVRIL - JUILLET 2010**
**Sélection\* magazine HUMANITERRE**
**Aide aux Enfants et aux Personnes  
Handicapées (AIDEPH)**
**ABOISSO Quartier Eboakro**
**BP 992 Aboisso**
**Tél: 44 78 61 66 - 07 30 19 9**

- Créer et favoriser un cadre social économique, intellectuel et culturel permettant aux membres de se mettre au service de la communauté.

- Participer à la lutte contre toutes formes de handicaps en milieu urbain et rural.

- Regrouper les jeunes en difficulté autour de micro-projets.

Président: M. Lassina DIANE

Secrétaire Général : M. Lancina

OUATTARA

693 du 29 Juillet 2010

**AWOH**
**ABIDJAN - II Plateaux Village Lot  
1182**
**01 BP10252 Abidjan 01**
**Tél: 05 82 43 42 - 22 43 13 12**

- Favoriser l'aide au développement alimentaire à caractère humanitaire.

 Président : Mlle Youémin Grâce  
WILLIAMS

 Secrétaire Général : Mlle Dégnand  
KOULEON

344 du 15 Avril 2010

**DEIMBA INTERNATIONAL**
**ABIDJAN Riviera Palm.Rue Gomon  
Diagou**
**04BP 2344 Abidjan04**
**Tél: 22 47 19 82 - 09 10 44 95**
**22 45 23 01- 05 00 99 08**

- Favoriser le développement communautaire rural.

- Promouvoir les droits des enfants en zone rurale.

- Lutter contre les fléaux et pandémies (VIH/SIDA, Paludisme) en zone rurale.

Président : Mme COVAN épse

ASSANDE Anne M.

SG : M. KOFFI Kouakou Jean-Baptiste

578 du 07 Juin 2010

**DLI**

Decent Life International

**ABIDJAN Cocody Angré Star 5 Lot 38**
**10 BP 2563 Abidjan 10**
**Tél: 66 90 60 12 - 06 28 47 04**

- Améliorer les conditions et la qualité de vie des communautés sociales.

- Lutte contre illettrisme, pauvreté analphabétisme, fléaux sociaux.

- Lutte contre insalubrité.

- Sensibilisation sur allaitement maternel.

- Promotion de la paix, la solidarité, le développement...

Président : M. CASSY Adom René

SG : M. N. Amidou OUATTARA

759 du 29 Juillet 2010

**Enfants Orphelins en  
Détréresse et Personnes Agées.**
**ABIDJAN Port-Bouët Jean-Folly**
**18 BP 715 Abj 18**
**Tél: 21 58 79 25 - 07 78 44 77**
**47 03 74 90**

- Aider ou porter assistance aux orphelins, enfants en détresse et personnes âgées.

 Président : Mlle BOAZO Aleba Sophie  
Paule

SG : M. ASSY Guy

749 du 29 Juillet 2010

**Fondation BADOUEL**
**II Plateaux carrefour les "Oscars".**
**01 BP 2154 Abidjan 01**
**Tél: 04 10 91 66 - 22 42 40 99**

- Prendre en charge les femmes victimes du VIH/SIDA et leurs enfants porteurs du VIH.

- Soutenir les femmes les plus démunies.

- Aider les femmes agricultrices, productrices de vivriers et les jeunes descolarisées sans ressources.

- Combattre la violence faite aux femmes.

- Promouvoir le développement durable.

Président : Mme BAH Michelle

SG : M. BAH Didier Alfred

651 du 01 Juillet 2010

**Global Challenger  
International**
**ABIDJAN Macory GFCI Lot 1609**
**30 BP 199 Abj 30**
**Tél: 01 53 68 53 - 02 65 61 43**

- Lutter contre le chômage.

- Encadrer les jeunes afin de favoriser leur insertion dans le tissu socio-économique.

- Lutter pour de meilleures conditions de santé des populations.

- Protection de l'environnement en Côte d'Ivoire.

 Président : M. KOUADIO Anougré  
Yves

SG : M. KOUADIO Kouakou Samuel

798 du 12 Août 2010

**GLI  
ONG Golden Life**
**ABIDJAN Cocody Val Doyen 05 568 503**
**04 BP 694 Abidjan 04**
**Tél: 22 48 88 13 - 01 95 38 98**

- Promouvoir l'humanisme par l'exercice de la solidarité manifestée.

- Lutter contre la pauvreté par la formation, l'éducation, la création d'activités génératrices de revenus au profit des couches démunies.

Président : Mme LIHIRI Dakér Jeanne

SG : M. MIDIE Gnagne Henri

429 du 06 Juin 2010

**Organisation Ivoirienne  
d'Action Humanitaire. (OIAH)**
**ABIDJAN Plateau à l'im.KM au 1er étage**
**01 BP 3694 Abidjan 01**
**Tél: 20 32 80 01 - 05 30 88 40- 03 33 73 32**
**66 04 47 29 - 07 70 07 21**

- Améliorer les conditions économiques, sociales et sanitaires des personnes handicapées et des personnes en situation difficile.

- Lutter pour la protection de l'environnement, la sauvegarde de la biodiversité et le réchauffement climatique.

- Lutter contre la pauvreté.

- Entreprendre des actions humanitaires au profit des personnes sinistrées.

Président : M. KOFFI Kouadio David

SG : M. LOUKOU Kouadio Denis

723 du 29 Juillet 2010

Rubrique en partenariat avec la Direction Générale de l'Administration Territoriale (DGAT)

Située à Cocody Danga dans les anciens locaux de l'ONU

Tél. : (00 225) 20 21 03 20 - (00 225) 22 48 24 00 - fax : (00 225) 22 44 25 76



Le président de la Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation (CDVR) de Côte d'Ivoire Charles Konan Banny a sollicité la star de football Didier Drogba pour contribuer à mener la réconciliation

DIDIER DROGBA LA STAR DE FOOTBALL SOLLICITÉE POUR MENER LA RÉCONCILIATION ENTRE LES IVOIRIENS

entre les Ivoiriens. Selon M. Banny qui a échangé avec le Président ivoirien Alassane Ouattara sur les propositions de noms de personnalités devant constituer la CDVR, le footballeur international ivoirien pourra jouer sa partition dans le rapprochement de ses concitoyens.

« L'icône Didier Drogba a été retenu pour faire partie des 11 membres de la Commission. Il représente les Ivoiriens de la diaspora », a déclaré Charles Konan Banny.

« Nous aurons par ailleurs au sein de

la Commission un ressortissant du nord, un autre du sud, un de l'Est et un de l'Ouest en plus des vice-présidents qui sont des religieux musulman et chrétien », a-t-il précisé, estimant que la CDVR se veut représentative.

Le célèbre joueur Didier Drogba évoluant au sein du club de Chelsea en Angleterre jouit d'une grande notoriété et de l'admiration de toute la population ivoirienne et plus particulièrement auprès des jeunes.

S. Débailly



Le rappeur Français Booba sera de retour en Côte d'Ivoire pour un concert à caractère humanitaire avec le groupe Logobi GT.

LE RAPPEUR BOOBA BIENTÔT À ABIDJAN POUR UN CONCERT HUMANITAIRE

Organisé par les structure Boss Playa et L'association VIVRE ENSEMBLE ( association Ivoirio-Française, qui a vu le jour après la crise post-électorale de 2010 née de la volonté des jeunes expatriés et nationaux désireux d'apporter leur contribution à l'amélioration de la vie des personnes défavorisées en Côte d'Ivoire) le concert de BOOBA qui verra en première partie le groupe LOGOBI GT aura lieu le mardi 4 Octobre 2011 au palais de la culture de Treichville .Concert mis sous le signe de l'humanitaire car, une partie des recettes du

concert servira à la réhabilitation de l'Orphelinat d'Abobo, dévasté pendant la crise que la Côte d'Ivoire a traversée.



TIKEN JAH FAKOLY AIDE A LA REHABILITATION DU CENTRE DE SANTE FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY D'ABOBO

du chanteur pour la cause des plus démunis depuis quelques années. A l'occasion de cette manifestation, plusieurs lots de dons ont été remis à l'hôpital Félix Houphouët-Boigny de la commune d'Abobo. Ce sont quinze (15) matelas, des moustiquaires imprégnés et la somme de un million deux cent mille francs (1 200 000) francs CFA, destinée à la réhabilitation de l'enseigne lumineuse, que Tiken Jah a octroyé à cet établissement. Le sponsor a, quant à lui, attribué une enveloppe d'un million six cent mille francs CFA (1 600 000) pour l'extension du service d'urgence.

M. Kouadio Jean Baptiste, le directeur

de l'hôpital, s'est réjoui de l'action menée par ses hôtes et n'a pas manqué de souligner l'importance de son centre pour le bien-être des populations de la commune d'Abobo. Cette action aidera grandement à remettre en état, le plus grand centre de santé d'Abidjan – après les Centres hospitaliers et universitaires (CHU) – situé dans l'une des communes les plus pauvres et les plus peuplées de la capitale. Il a exhorté d'autres bonnes volontés à imiter le geste des donateurs du jour, tant les besoins restent énormes.

Ossène Ouattara

HUMANITAIRE

« Nous avons intérêt à retrouver la stabilité parce que rien ne se fait sans la stabilité », c'est le message que le chanteur TIKEN JAH a délivré, le mardi 21 juin 2011 lors d'un concert . Organisé en collaboration avec une compagnie de téléphonie mobile, cet événement s'inscrit, après l'initiative « Un concert= Une école », dans la droite ligne de l'engagement





## DE LADY GAGA À JOHN LENNON, PLUS DE 30 STARS POUR LE JAPON

C'est sur son site internet que la chanteuse Lady Gaga a annoncé la mise en vente d'un bracelet afin d'aider le Japon à sa reconstruction. D'un coût de 5\$ minimum, on peut lire dessus « Nous prions pour le Japon. » Si, certaines vedettes, à l'image de Gwen Stefani ou Sandra Bullock font des dons d'argent en leur nom propre, d'autres inventent des initiatives dédiées (comme Lady Gaga

et son bracelet qui a déjà rapporté plus de 250 000 dollars à la Croix-Rouge nipponne) ou encore se rassemblent en collectifs. Un moyen efficace et économe en efforts de lever des fonds : la compilation.

C'est la voie choisie par la compil' sobrement intitulée Songs for Japan, qui réunit pas moins de 38 tubes incontournables très éclectiques, disponible depuis le 4 avril dans les bacs pour 9,99 euros, et dont les bénéfices seront intégralement reversés au profit de la Croix-Rouge japonaise. Du défunt pacificateur John Lennon à la reine Lady Gaga et son dernier

single, en passant par les divas Rihanna, Beyoncé, Madonna ou Shakira, mais aussi Justin Bieber, Nicki Minaj, les Red Hot, les Black Eyed Peas, Bon Jovi et tant d'autres, issus de tous labels, Songs for Japan offre, avec des chansons choisies en écho à la situation, une playlist actuelle et indémodable. Pour la bonne cause. Accablé par un puissant séisme, puis par un tsunami dévastateur et une catastrophe nucléaire le 11 mars 2011, le Japon est devenu une cause mondiale, et les people ont joué leur rôle de leaders et de bienfaiteurs.

[www.purepeople.com](http://www.purepeople.com)

25 mars 2011



## MADONNA - MALAWI : UN PROJET D'ÉCOLE A ÉTÉ ABANDONNÉ À CAUSE D'UNE MAUVAISE GESTION DES SOMMES RÉCOLTÉES.

Madonna fait l'actualité avec son association pour le Malawi, "Raising Malawi" puisque son projet d'école pour quelque 500 élèves a été abandonné en raison d'une très mauvaise gestion des sommes récoltées.

La star américaine avait réussi à réunir 18 millions de dollars pour financer ce projet (dont 11 millions viennent de sa poche) mais les responsables de l'association, dont Tracy Anderson, compagnon du coach de la star, ont réalisé d'étranges dépenses comme des salaires astronomiques pour les architectes, des voitures de fonction avec chauffeur ou encore des logements trop onéreux... Les chargés de projet ont été écartés et Madonna en personne siège désormais au conseil d'administration.

La somme restante devrait être réaffectée à des ONG locales qui financent divers programmes sur l'éducation.

Coup dur pour la Madone, mère de quatre enfants (Lourdes, Rocco, mais aussi Mercy et David tous deux adoptés au Malawi).

Ce malheureux épisode est symptomatique des comportements qui enrayent quelque fois les bonnes intentions...

[www.purepeople.com](http://www.purepeople.com)



## ANGELINA JOLIE ET LE CHEF DU HCR AUPRÈS DES BOAT PEOPLE À LAMPEDUSA

Le 19 juin 2011, à la veille de la Journée mondiale des réfugiés, l'actrice américaine et Ambassadrice de bonne volonté du Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Angelina Jolie, et le chef du HCR, António Guterres, ont rencontré dimanche des boat people, dont des mineurs non accompagnés, sur l'île italienne de Lampedusa. Plus de 40.000 personnes ont risqué

leur vie depuis le début de cette année pour traverser la Méditerranée à bord de bateaux bondés pour rejoindre Lampedusa. Quelque 1.500 personnes ont perdu la vie durant cette traversée.

Angelina Jolie a fait part de son émotion de se retrouver à la Porta d'Europa. « C'était très émouvant d'être là avec le maire, le prêtre et des habitants de Lampedusa à cet endroit, pour une minute de silence alors qu'une couronne de fleurs a été déposée sur l'épave d'un bateau à bord duquel trois migrants avaient perdu la vie.

« Lorsque je pense à ces personnes, à leur famille, je tente d'imaginer leur passé – par exemple une mère avec ses enfants – et ce qui les a poussées à entreprendre ce voyage. Quelle vie a-t-elle eue, qu'a-t-elle enduré pour devoir à tout prix s'embarquer à bord d'un bateau bondé et impropre à la navigation ? » a dit Angelina Jolie.

Depuis sa nomination début 2001 en tant qu'Ambassadrice de bonne volonté pour le HCR, Angelina Jolie s'est rendue dans plus de 20 pays à travers le monde.

Source : Centre d'actualité de l'ONU  
[www.un.org](http://www.un.org)



## Père Cyprien AHOURÉ

Responsable de la Mission Catholique de Duékoué

*« J'ai été très triste parce que nous avons tous vu les Ivoiriens aller voter... et j'étais fier pour mon pays. J'ai pensé que notre pays irait de l'avant. Mais, ce que j'ai vécu, la violence qui a suivi après ces élections... et surtout la mort de l'enfant, cela a été une épreuve très dure ! »*



Cédric photos: Basile Zama (ONU CI)

Le père Cyprien et M. Ndolamb NGOKWEY, lors d'une visite aux déplacés de la Mission Catholique de Duékoué.

Vous auriez dû lire, ici, une interview de M. NDOLAMB NGOKWEY, le Coordonnateur aux Affaires Humanitaires des Nations Unies en Côte d'Ivoire. Pourtant, M. NGOKWEY, nous a suggéré de faire une interview du Père Cyprien Ahouré, responsable de la Mission Catholique de Duékoué, en lieu et place de la sienne. En effet, aux heures les plus tragiques de la crise, cette mission a joué un rôle capital à l'Ouest, une région où la violence atteint toujours des proportions inimaginables... La Mission est le refuge qui a accueilli le plus grand nombre de déplacés durant la crise. Ce fût l'endroit où les populations se sont réfugiées pour fuir un danger imminent de mort. C'est ce réflexe de survie qui a sauvé plus de 30 000 personnes ! A ce jour, la mission continue d'abriter plus de 10 000 déplacés dont certains n'ont plus de domiciles. Il s'agissait pour M. NGOKWEY de rendre hommage au travail humanitaire formidable accompli par les membres de la Mission. Rencontre donc avec un « prêtre ordinaire » qui de par son courage et son abnégation, est devenu (bien malgré lui !) un héros de l'humanitaire !

C.K

### Qui est le père Cyprien ?

Je suis un Salésien de Don Bosco\* (voir page Portrait). Nous sommes présents à Duékoué depuis plus de trente ans. Je suis à la mission depuis près de huit (8) mois. Auparavant, j'ai travaillé 4 ans au Cameroun puis 4 autres années au Burkina Faso. Nous sommes deux prêtres à la mission : le père Bixente qui est espagnol et deux sœurs salésiennes qui sont originaires du Togo et du Bénin. Notre communauté est internationale et nous travaillons en parfaite collaboration, en parfaite cohésion. Nous sommes la seule mission catholique présente dans le département de Duékoué (environ 90 villages) dans tout le département, en plus de la paroisse mère. Nous assumons un rôle d'évangélisation, c'est-à-dire emmener la population à majorité animiste à la religion catholique. La population chrétienne est composée majoritairement de Guéré, de personnes venues du Burkina Faso, de Yacouba et de Baoulé. Nous avons aussi un Centre Professionnel d'Apprentissage Rural (CEPAR). Nous y formons les jeunes aux métiers de menuiserie, mécanique générale, à l'électricité, la couture et la pâtisserie avec les sœurs salésiennes. C'est mon premier poste d'affectation

en Côte d'Ivoire. Je me retrouve plongé au cœur de cette crise post électorale qui a fini par trouver son dénouement avec la reconnaissance de Monsieur Ouattara comme Président de la République de Côte d'Ivoire.

### Quelle est la mission principale des salésiens et salésiennes ?

Notre mission principale comme le dit notre fondateur Saint Jean Bosco, c'est de « faire de la jeunesse d'honnêtes citoyens et de bons chrétiens ». La jeunesse qui est très sensible et influençable est bien souvent livrée à elle-même. Un jeune qui ne reçoit pas d'éducation, constitue un danger pour la société. Il est donc essentiel de le récupérer, de lui donner une formation intellectuelle et professionnelle afin qu'il devienne un citoyen honnête dans une société honnête. De plus, en leur apprenant la parole de Dieu, ils acquièrent de solides valeurs qu'ils appliquent dans leur vie professionnelle et aussi dans leur vie familiale plus tard. C'est ainsi que nous avons développé plusieurs écoles confessionnelles dans la région pour assurer l'éducation de la jeunesse. Nos prédécesseurs, les premiers missionnaires ont accompli un travail remarquable à travers les écoles de la mission ca-

tholique, ils ont formé beaucoup de cadres de la région. Néanmoins, la situation a été si terrible à Duékoué qu'il semblerait que rien n'a été fait ! Cela nous interpelle au plus haut niveau, nous nous sommes rendu compte que beaucoup ont joué sur la fibre politique et ethnique pour désorienter une frange de la population et saboter le travail que nous étions en train de faire.

### Pendant cette crise, combien de personnes avez-vous accueilli au sein de la mission ?

Nous avons accueilli près de 15 000 personnes du 03 au 08 Janvier. Au plus fort de la crise, après le 29 mars, nous avons à peu près 30.000 personnes et à ce jour, nous hébergeons encore autour de 11 000 personnes. La mission catholique de Duékoué s'étend sur une superficie totale de 33 hectares. La mission catholique est bâtie en elle-même sur trois hectares

### D'où venaient ces populations ?

Ces personnes venaient en grande majorité de la ville de Duékoué, des villages de Duékoué, et de la ville de Bangolo mais en particulier de l'axe Bagohouo. Désespérés, les gens se réfugiaient à la mission catholique. Ici, les populations réfugiées sont en





majorité des guérés, mais c'est toute la population de Duékoué qui a souffert. Ce sont aussi des malinkés, et des populations originaires de toute la CEDEAO mais ce sont les guérés qui sont arrivés les premiers, ils sont plus nombreux, effectivement. Je tiens à dire que les populations guérés aspirent à la paix et à la stabilité. Ils veulent aussi aller travailler tranquillement dans leurs champs, vivre dans leurs villages, dans leurs quartiers et bénéficier aussi de la tranquillité. Cette crise a beaucoup bouleversé les relations sociales, les relations inter populations ou interethniques. Aujourd'hui, nous essayons de rassurer et d'instaurer le dialogue et la confiance. Nous les encourageons à rétablir le dialogue, pour dissuader les uns et les autres d'utiliser la violence. Il y a encore des « brebis galeuses » qui pensent que les gens ne peuvent pas vivre ensemble, mais nous y travaillons et il y a de l'espoir.

**Combien de personnes ont quitté la mission et sont retournées chez elle depuis le début de normalisation de la vie ?**

En plus des 800 personnes qui sont relocalisées sur le nouveau site de Nahibly, environ 11 000 personnes sont retournées dans leurs villages, campement et des quartiers de Duékoué. Il reste encore environ 10 000 pensionnaires sur notre site. Actuellement, des villages commencent à se repeupler. Quand les déplacés apprennent que l'action humanitaire se fait sur place, ils vont chez eux. Il est vrai que peu de personnes prennent l'initiative de partir, mais ils seront de plus en plus nombreux à rentrer chez eux petit à petit. Il suffit de les rassurer, de leur faire comprendre qu'aujourd'hui, on est en train de reconstruire autant le département de Duékoué que toute la Côte d'Ivoire sinistrée. C'est un travail de longue haleine. Ils évoquent principalement un problème de sécurité. Il y a eu plusieurs campagnes de sensibilisations en vue de rassurer ces populations et de les convaincre de rentrer chez elles. Les forces républicaines et les forces impartiales sont aussi en train de sécuriser la ville. Nous sommes

confiants. Mais, il y a aussi un facteur très important : la nourriture ! Nombreux sont ceux qui sont ici depuis le mois de décembre 2010. Ils ne sont pas allés au champ depuis tout ce temps, ils n'ont pas pu cultiver. Celui qui ne sème pas, ne récolte pas ! Ils ont peur d'être affamés. Nous avons donné à manger à ces déplacés depuis qu'ils sont à la mission catholique. Il leur est difficile de partir sans avoir la garantie qu'en dehors de la mission, ils pourront bénéficier d'une assistance. Beaucoup d'humanitaires et certaines entreprises focalisent leurs actions sur les villages. Ils seront assistés dans les villages, on leur donnera des vivres et des semences pour aller au champ et semer... Cependant le problème de logement est sans doute le

immense. Il y avait trop de morts ! La promiscuité a aussi été une réelle difficulté. Il y avait des problèmes d'hygiène, les gens déféquaient partout dans la cour de la mission. La situation était très préoccupante. C'était dur, mais Dieu merci, tout cela relève du passé. Mais, je tiens à dire que c'est la première fois qu'en tant que prêtre, je me vois confronter à une telle catastrophe humanitaire. Nous avons donc dû faire face très rapidement avec les moyens du bord. Quand, les gens affluent en masse, brusquement, il faut réagir vite. C'est ce que nous avons fait. Puis, les « professionnels » de l'humanitaire sont venus à notre secours. Sur le terrain en les voyant agir, j'ai aussi acquis de l'expérience dans ce domaine.



Une équipe de M.S.F portant assistance aux déplacés sous un abri HCR

**Comment avez-vous fait pour trouver de la nourriture et aménager de la place pour ces populations déplacées ?**

Depuis quelques années, notre pays traverse des crises, nous accueillons régulièrement les populations qui viennent trouver refuge dans les mis-

sions catholiques, mais cette fois, c'était pire ! Des gens en détresse arrivaient par milliers alors que nous étions ; nous-mêmes désespérés ! Comment faire pour les nourrir ? La seule chose que nous avions, c'est l'eau parce que nous avons un château d'eau sur place. Pour la nourriture, c'était une autre affaire ! Certains déplacés avaient emporté un peu de nourriture en fuyant. De notre côté, nous leur avons donné ce que nous avions soit un peu riz et quelques boîtes de conserve et des condiments... C'était difficile de voir des femmes et des enfants, affamés, surgir de la brousse. La situation devenait de plus en plus compliquée et nous avons donc lancé des appels à l'aide. Les gens nous ont entendu et sont venus à notre secours. Nous nous réjouissons de ce que l'urgence humanitaire s'est mise en place très tôt. Ce sont les Agences du Système des Nations

**Qu'est ce qui a été le plus difficile à gérer durant cette période ?**

Pendant les combats, nous avons vécu des moments particulièrement pénibles. Je me demandais, mais où allons-nous ? La Côte d'Ivoire est notre pays à nous tous ! J'ai eu peur parce que nous avons beaucoup de femmes et d'enfants. Des innocents qui n'ont rien à voir avec tout ce qui se passe. On a beaucoup prié. J'ai souhaité et j'aspire encore plus à la paix maintenant. Nous avons lancé des appels pour que les gens arrêtent les combats. La détresse morale était

plus difficile à résoudre, beaucoup n'ont plus de maisons où retourner ! Des villages ont été décimés, des quartiers ont été détruits Il faut reconstruire les maisons. Les humanitaires sont en train de réfléchir à une solution pour ces cas extrêmes. Il faut que les acteurs politiques y pensent aussi !



Unies (SNU), le PAM, l'Unicef, le HCR, UNFPA, OIM notamment,



Les femmes s'affairent à la cuisine...

des ONG's internationales locales comme Médecins Sans Frontières (MSF), la CROIX ROUGE, OXFAM, ainsi que des organisations nationales, il faut reconnaître qu'il y a eu une très bonne réponse humanitaire. Les humanitaires sont venus, des particuliers sont venus et il y a eu une très bonne réponse dès le départ. Ils ont tous été formidables. D'ailleurs, je voudrais en profiter pour exprimer ma profonde reconnaissance au Coordonnateur, M. NDOLAMB NGOKWEY qui nous a beaucoup soutenus. Grâce aux humanitaires et aux personnes de bonne volonté, nous avons pu mettre en place un programme de distribution de nourriture et Dieu merci tout s'est bien passé.

#### Quel est l'événement qui vous a le plus frappé durant cette crise ?

C'est le jour où un enfant qui était dans la cours de la mission catholique a reçu une balle perdue à la tête. Il n'a pas reçu de véritable soin parce que nous n'avions que de l'alcool pour mettre sur la plaie et du paracétamol pour calmer la douleur. Il a agonisé ainsi pendant 2 jours et a fini par succomber à sa blessure. Je me suis dis que ce n'est pas normal. J'ai été très triste parce que nous avons tous vu les Ivoiriens aller voter... et j'étais fier pour mon pays. J'ai pensé que notre pays irait de l'avant. Mais, ce que j'ai vécu, la violence qui a suivi après ces élections...et surtout la mort de l'enfant, cela a été une épreuve très dure !

#### Comment décririez-vous la situation actuelle ?

Aujourd'hui, nous sommes sortis de la guerre. Il est bon maintenant de se pencher sur des projets immédiats. C'est-à-dire la réinsertion. Il s'agit de prendre en compte tous ceux qui

sont affectés par ce conflit de part et d'autre. Il est aussi question de travailler pour la reconstitution et la consolidation de la cohésion sociale. Il est urgent de monter des projets pour les couches vulnérables surtout les personnes à risque que sont les jeunes. Le plus tôt sera le mieux parce que plus on tarde, plus les vieux démons risquent de se réveiller et provoquer une autre escalade de la violence. Nous aidons ces personnes à regagner leurs maisons et leurs villages. Nous sensibilisons les uns et les autres sur la nécessité de vivre ensemble dans la paix. Nous espérons que la grande majorité de ces populations pourra retourner chez elles. Nous sommes en train de faire un travail global. A la mission catholique, nous disons que le plus tôt sera le mieux ! Nos locaux sont occupés. Nos fideles ont besoin de nous. C'est vrai que nous faisons aujourd'hui est aussi une affaire de Dieu, et nous menons ces actions de très bon cœur mais nous souhaitons vivement que les choses rentrent dans l'ordre pour que chacun puisse vaquer à ses occupations.



...tandis qu'entre les tentes du HCR, des enfants jouent

#### Avez-vous des nouvelles des déplacés qui sont rentrés chez eux depuis le début de normalisation ?

Certains commencent à se remettre petit à petit. Je pense que la vie normale va reprendre peu à peu. Dans certains villages, les populations reviennent, des gens ont commencé à nettoyer leurs maisons dans des quartiers pour y retourner. Des actions sont en cours pour que ceux qui ont tout perdu puisse aller redonner vie à leur village et recommencer une vie nouvelle. Par contre, des personnes passent les voir pour semer la zizanie en véhiculant des rumeurs selon lesquels, ils pour-

raient être attaqués. Nous allons demander à nos amis dozos (Ndlr : chasseurs traditionnels du Nord de la côte d'Ivoire) de calmer un peu ce qu'ils font. Il faut sensibiliser tout le monde sur la nécessité de se mettre au travail en toute tranquillité sans déranger son prochain. Aujourd'hui, le gouvernement en place jouit d'une reconnaissance totale du monde entier et de l'ensemble des ivoiriens. Malgré tout ce qui s'est passé, il faut remarquer que les ivoiriens ne sont pas un peuple de "bagarreurs". Ce n'est pas un peuple guerrier. La mission du gouvernement est de réconcilier tous les fils et filles de ce pays. Il faut rétablir la sécurité pour tous sur tout le territoire. Il faut permettre à ces populations de revivre ensemble et c'est possible. Je pense que la réconciliation est possible. Nous continuons nos campagnes de sensibilisation pour les rassurer sur la sécurité et sur l'aide qui leur sera apportée.

#### Quels enseignements avez-vous tiré de cette douloureuse expérience ?

Nous ne souhaitons plus revivre ce que nous avons vécu. Moi, je suis missionnaire, je suis ivoirien. Avant de venir ici en Côte d'Ivoire dans mon pays, dans la région de Duékoué, j'ai travaillé au Burkina Faso et au Cameroun. J'ai vu des peuples vivre ensemble. J'ai vu la paix. J'ai vu des gens travailler ensemble en harmonie. Je n'ai pas connu la méchanceté en étant à l'étranger. La Côte d'Ivoire véhiculait l'image d'un pays de paix. Un pays qui a accueilli beaucoup des populations en détresse venus de partout. Ce pays était une référence dans le monde

lorsque nous voyagions, même en tant que prêtres missionnaires ; les gens nous accordaient du crédit. Ils nous accueillait bien et nous respectaient. Je reviens pour une expérience dans mon pays et voici ce que je vis ! La Côte d'Ivoire, un si beau pays où chacun peut trouver sa place sans gêner l'autre. Chacun peut trouver à manger. Chacun peut avoir un travail. On lutte pour le pouvoir, pour un poste, on déclenche une guerre et on ne tient pas compte des vies humaines et des personnes innocentes. Nous ne souhaitons rien d'autre que la paix pour la Côte d'Ivoire, c'est l'avenir de tant d'enfants, de tant de généra-





tions qui est en train d'être sacrifié. Depuis les années 2000 jusqu'à ce jour, avec toute ces violences que nous avons vécues qu'est-ce que les enfants vont retenir dans leur cœur ? Quand, ils sont en classe, ils n'y a pas de différence entre eux, ils vivent ensemble paisiblement. Ils vivent sans distinction et sans discrimination. Ils sont pour nous des



Un casque bleu assure la sécurité des déplacés à la mission

modèles, des anges. Pourquoi nous les adultes ne sommes pas capables de faire comme eux ? Prions pour que la paix soit définitive !

#### Comment les salésiens peuvent-ils contribuer à la réconciliation en Côte d'Ivoire ?

Notre formation, même de guide religieux, nous prépare à cela d'une certaine manière. Les Salésiens de Don Bosco ont une reconnaissance mondiale. Au Soudan, nous avons fait nos preuves, tout comme en Ré-

d'ateliers, de bureaux et d'infrastructures pour les activités sportives et d'une plantation... Qu'on nous donne les moyens pour travailler dans villages, nous avons la possibilité de toucher une grande masse, surtout par nos fideles qui se recrutent dans toutes les communautés de la région. Il suffit qu'on nous subventionne, avec notre expérience et nos équipements, nous pourrions donner à ces jeunes, une éducation et une formation, nous pouvons contribuer efficacement à la réinsertion des jeunes pour en faire des citoyens modèles pour la société ivoirienne. Nous savons que plus tard, ils peuvent jouer un grand rôle dans la société. C'est urgent parce que les jeunes sont la frange de la population la plus vulnérable et la plus facile à manipuler.

#### Pensez-vous que cette guerre fratricide pouvait être évitée ?

Effectivement, on aurait pu éviter cette guerre. Je pense que quand on fait la politique, il faut éviter de la personnaliser. On s'engage en politique pour améliorer le bien-être des populations et de la société. On ne

n'est pas question de détruire. Nous sommes tous de passage sur terre. Il est important de laisser un héritage à ceux qui viennent après nous, à savoir nos enfants et petits enfants. Il nous faut donc mettre en place une politique de rassemblement et de construction d'une Nation. Nous devons travailler pour une Côte d'Ivoire ouverte à tout le monde. Nous croyons aussi qu'il est possible de trouver des solutions aux problèmes que ce soit pour le foncier rural ou la réinsertion des jeunes. La résolution de tous ces problèmes va participer à la réconciliation et à la cohésion sociale. Nous disons aussi à tous ceux qui aiment la Côte d'Ivoire, les humanitaires, d'aider le pays à retrouver son lustre d'avant. A savoir faire de la Côte d'Ivoire, le lieu où toutes les populations du monde entier peuvent se retrouver pour fumer le calumet de la paix et surtout vivre ensemble dans l'harmonie. Cette paix, je vous assure qu'elle est possible. Et Dieu nous aidera. Nous y croyons fermement, mais il y a du travail, il y a du chemin à faire et ce chemin se fera dans la justice et la réconciliation.

Je voudrais pour terminer, adresser mes vifs remerciements et mes bénédictions à la revue HUMANTERRE, dire merci à tout son personnel, souhaiter longue vie à cette revue qui j'espère pourra sensibiliser davantage sur l'humanitaire. Je voudrais aussi apporter ma bénédiction à nos gouvernants et toutes les populations du monde qui ont besoin d'aide. Je voudrais également dire merci à toute la communauté humanitaire et spécialement à M. NDOLAMB NGOKWEY, tous ceux qui aujourd'hui travaillent dans le domaine de l'humanitaire, qui aident à mettre l'homme debout, qui œuvrent pour la dignité, la liberté et le bien-être des populations et ajouter que nous sommes toutes des créatures de Dieu.



Scène d'une vie de déplacé.

publique Démocratique du Congo (RDC). Nous sommes disposés à travailler avec tout le monde pour ramener la paix. Nous avons des structures de formation pour les jeunes. Le centre de formation professionnel (CEPAR) occupe quatre hectares, composés de salles d'apprentissage, de salles de machines,

fait pas la politique pour son village, pour soi-même, ou pour faire une fixation sur des personnes, on ne doit pas faire de la politique d'exclusion. Il faut rassembler tout le monde. La Côte d'Ivoire n'appartient à personne. Ce pays est un don de Dieu. Nous avons tous intérêt à préserver le bien que Dieu nous a confié. Il

Entretien réalisé par Kindo Ousseney

Mission Catholique - Duékoué :

Père Cyprien Houré

BP 08 - DUEKOUE

Tél. : 00 225 33 70 34 52

Mob. : 00 225 47 73 43 35

E-mail : ahouses@yahoo.fr

Crédits photos : M. Basile Zoma

(ONU-PIO)



## Crise du logement à l'Ouest

## Un problème crucial pour les populations du Moyen Cavally



Ruines d'un village de Duékoué (Niambly)

La crise poste électorale a fait des ravages. La majorité des maisons aussi bien dans des villes que dans les villages ont été incendiées, saccagées ou pillées. Dans les localités des départements de Duékoué, Guiglo, Bloléquin et Toulepleu, le constat est désolant. Les  $\frac{3}{4}$  des habitations à Niambly et Diahouin dans la sous-préfecture de Duékoué sont détruites. Tout est en ruine. Il en est de même pour la plupart des villages des départements de Toulepleu, Bloléquin et Guiglo.

A Duékoué, le 03 Janvier 2011, lors du conflit interethnique qui a opposé les populations, des quartiers Toguéi, quartier Guéré et une partie du quartier Kôkôma sont partis en fumée. Plus de 200 logements ont été détruits. Les mêmes faits se sont produits dans

d'autres villages du département faisant environ 20.000 sans abris, retranchés actuellement pour la plupart à la mission catholique. Ils y bénéficient d'une prise en charge des organisations humanitaires du Système des Nations Unies (SNU) et d'autres organisations caritatives telles que la Caritas, Save the Children, le CICR, Médecins Sans Frontières et certaines ONG nationales.

« Des villages sont susceptibles d'être rayés de la carte de Côte d'Ivoire », nous fait remarquer Mamé Grégoire, opérateur économique exerçant dans la région. « Tout est brûlé ! » ajoute-il avant d'emprunter le terme du coordinateur humanitaire du système des Nations Unies qui propose un plan spécial pour la reconstruction de cette région dévastée par la crise poste électorale.

Une esquisse de solution semble être trouvée. Le Haut Commissariat pour les Réfugiés en collaboration avec d'autres partenaires a aménagé un site dit « Site de Nahibly » pour désengorger la mission catholique de Duékoué. Cependant, ce site aménagé sur un espace d'environ une trentaine d'hectares ne pourra à terme qu'abriter que 8000

personnes. Par ailleurs, l'emplacement même du site semble ne pas faire l'unanimité aussi bien du côté des populations déplacées que de celui des autorités locales. Le préfet du département de Duékoué, Benjamin Effoly a fait savoir lors de la tournée des humanitaires et des diplomates, le 1er juin 2011, que « ce site est à proximité du corridor Ouest des Forces Républicaines (FRCI) et de la résidence d'un ministre du gouvernement actuel ». Cette préoccupation du préfet est partagée par le commandant des Forces Républicaines, l'adjudant Koné Daouda : « Je pense qu'il sera plus intéressant d'aider les populations à réhabiliter leurs maisons au quartier Carrefour, ou aménager un site dans ce quartier où ces populations de notre avis, seront plus à l'aise » propose-t-il.

Dans une déclaration publiée sur télé côte d'Ivoire (TCI), le samedi 11 juin 2011, dans l'édition de 20 heures du journal, les chefs traditionnels déplacés ont protesté contre cette relocalisation et exprimé leur volonté de retourner dans leurs villages d'origine. En effet, les populations sont encore sous le choc des traumatismes causés par les hommes en arme. Et cette cohabitation au quotidien serait de nature à raviver les mauvais souvenirs.

Toutefois, il sera difficile de désengorger les sites qui accueillent les déplacés tant qu'on n'aura pas reconstruit les habitations détruites.

Kindo Ousseny  
(Man)



L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés

60

ANS



1 seul réfugié privé d'espoir  
c'est déjà trop.





## L'OMS DÉCONSEILLE L'USAGE DE LA QUININE DANS LE TRAITEMENT DU PALUDISME CHEZ LES ENFANTS



L'OMS a communiqué de nouvelles recommandations de traitement pour les enfants atteints de paludisme. L'artesunate injectable doit de préférence remplacer la quinine habituellement injectée.

Si la quinine a prouvé son efficacité contre le paludisme, ce n'est plus le médicament recommandé par les autorités sanitaires pour traiter la maladie.

Aujourd'hui, l'Organisation mondiale pour la santé (OMS) a en effet indiqué que chez les enfants atteints de paludisme sévère, la quinine injectable devait désormais être de préférence remplacée par de l'artesunate injectable, molécule apparemment plus efficace. Une recommandation déjà valable pour les adultes depuis 2006, mais qui n'avait pas encore été prononcée pour les enfants.

Auparavant, « nous n'avions aucune preuve pour établir une préférence entre l'artesunate et la quinine pour les enfants », a expliqué le Dr Peter Olumese cité par l'AFP, avant d'ajouter :

« Nous avons cette preuve depuis novembre 2010 grâce à des études réalisées dans huit pays africains ». Impliquant 5.425 enfants de moins de quinze ans, ces tests ont ainsi montré que l'artesunate conduisait à une mortalité 22,5% inférieure à celle des enfants traités avec le quinine.

Par ailleurs, l'OMS a également souligné que si la quinine est efficace, elle requiert « une infrastructure qui n'existe pas forcément au niveau des communautés ». Des difficultés confirmées par le Dr Awa Marie Coll-Seck, directeur de Faire reculer le paludisme, qui a indiqué que la quinine nécessite plusieurs administrations par jour, via des perfusions intraveineuses lentes de quatre heures chacune.

Moins de décès depuis 2000

De son côté, l'organisation Médecins sans frontières (MSF) incite les « gouvernements africains à mettre en oeuvre les recommandations de l'OMS (...) et abandonner les traitements moins efficaces à base de quinine ». D'après l'AFP, elle demande également à l'OMS et aux bailleurs de fonds de soutenir les pays concernés dans les changements à venir. Un soutien d'autant plus important que si l'OMS a enregistré une baisse du nombre de décès de plus de 200.000 entre 2000 et 2009, on est encore loin du « zéro mort du paludisme » souhaité pour 2015 par l'ONU.

Source: MaxiSciences

## DE NOUVEAUX MOUSTIQUES INOCULERAIENT LE PALUDISME



Moustique responsable de la transmission du paludisme

Des chercheurs français ont découvert une nouvelle variété de moustique, vecteur du paludisme. Il pourrait compliquer la lutte contre cette maladie dévastatrice, surtout chez les jeunes enfants africains.

Les infectologues ont découvert ce nouveau moustique à proximité de villages, au Burkina Faso. Ils ont déterminé que ce sous-type d'anophèle différait de tous les autres connus jusqu'à présent.

Les scientifiques pensent que la vaste majorité des transmissions de la maladie est le fait de la variété des anophèles vivant à l'intérieur des habitations en Afrique.

Michèle Riehle et ses collègues ont élevé des générations de ce sous type d'anophèle en laboratoire et découvert qu'il était beaucoup plus susceptible au Plasmodium falciparum que jamais observé chez les espèces vivant à l'intérieur des maisons.

Ce moustique est génétiquement distinct des autres sous-groupes de l'anophèle.

La femelle de ce dernier transmet le plasmodium, parasite responsable du paludisme, explique Michelle Riehle de l'Institut Pasteur à Paris, principal auteur de cette découverte.

Ce nouveau type d'anophèle pourrait affecter la transmission et le contrôle du paludisme, car il est très sensible au parasite, craignent ces chercheurs, dont la communication est parue dans la revue scientifique américaine Science, du 4 février 2011.

1e 04/02/2011 par l'AFP

## UNE PLANTE CONTRE L'EXPLOSION DÉMOGRAPHIQUE



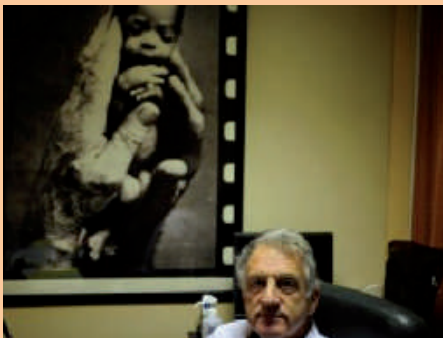
Un chercheur indonésien vient peut-être de breveter une solution pour freiner l'explosion démographique dans certaines parties du globe. Il a mis au point une pilule pour hommes à base de gendarussa, une plante connue de la pharmacopée traditionnelle papoue (Papouasie Nouvelle-Guinée).

Le jus des feuilles de la gendarussa est réputé contre l'asthme et la toux. La plante est aussi utilisée contre les douleurs ou les rhumatismes, mais aussi pour la contraception.

On ne connaît pas encore la date de la mise sur le marché de cette pilule à la gendarussa.

Source: MaxiSciences

## PREMIÈRE NAISSANCE D'UN "BÉBÉ MÉDICAMENT" EN FRANCE



Le professeur René Frydman dans son bureau à l'hôpital Bécclère

Pour la première fois en France, un bébé dit "médicament" est né. Ce bébé a été conçu par fécondation in vitro afin d'éviter que ses parents lui transmettent une maladie rare dont ils sont porteurs : la bêta-thalassémie. Le choix de l'embryon a permis aussi de pouvoir soigner l'un de ses frères aînés, qui lui est atteint de cette pathologie. En effet, le sang du cordon de ce bébé va être utilisé pour soigner l'aîné de la famille, d'où le terme de "bébé médicament".

Umut-Talha (Espoir en turc) est né

le 26 janvier 2011 à l'hôpital Antoine Bécclère à Clamart, grâce aux équipes médicales de cet hôpital, en collaboration avec l'hôpital Necker.

Cette pratique qui est autorisée en France depuis 2004, mais c'est seulement en Janvier dernier que les professeurs René Frydman et Arnold Munnich ont vu leurs efforts couronnés de succès, à l'hôpital Antoine-Bécclère à Clamart (Hauts-de-Seine)

1e 08/02/2011

Source : AFP





Dans l'optique de sensibiliser à la grave situation humanitaire à l'Ouest de la Côte d'Ivoire, région pour laquelle, il a préconisé la mise en place de l'équivalent d'un "Plan Marshall", M. Ndolamb NGOKWEY, Coordonnateur aux Affaires Humanitaires (HCT) a organisé des visites pour les membres des Nations Unies, les Partenaires Techniques et Financiers (PTF), et les membres du gouvernement, afin de mobiliser les fonds nécessaires pour aider les populations sinistrées.

**Du 04 au 05 Avril 2011**

**Visite de DAME Valerie AMOS - Secrétaire Générale Adjointe de l'ONU aux Affaires Humanitaires.**



Après un exposé de la situation des réfugiés à la mission



par M. N'Dolamb Ngokwey (Coordonnateur humanitaire



pays.) Mme Amos s'entretient avec les réfugiés; enfants...



...comme femmes.

**Le 22 Mai 2011**

**Visite de M. Ban Ki Moon - Secrétaire Général de l'ONU**



M. Ki Moon expérimente notre AKWABA national avant



de commencer une visite auprès des populations fragiles



qui ont tant souffert de la guerre. Cette visite s'achèvera



par une séance de travail avec le staff humanitaire.





Du 31 Mai au 01 Juin 2011

Visite du Corps Diplomatique à l'Ouest (Bloléquin, Toulepleu, Guiglo, Duékoué...etc.)



Visite de la préfecture de Bloléquin par les participants



M. NGokwey devant les autorités locales de Guiglo.



Les diplomates visitent le site en construction de Nahibly



Photo de famille à l'issue de cette importante visite

Du 28 Juillet au 29 Juillet 2011

Visite du M. GILBERT KAFANA - Ministre d'Etat, de la Solidarité, de l'Emploi et des Affaires Sociales.



M. Kafana, accompagné de son directeur de cabinet



a apporté son soutien aux autorités locales et aux chefs



coutumiers, lors de sa visite. Avant d'être raccompagné par



le Père Jean-Louis de la Mission Catholique de Zouan Hounien.

Les Partenaires Techniques et Financiers (P.T.F.), membres à part entière de la communauté humanitaire et du mécanisme de coordination, jouent un important rôle de support technique et financier dans la réponse aux besoins des populations les plus affectées par la crise. Le Gouvernement de Côte d'Ivoire, quant à lui, tout en contribuant pour sa part à la réponse, est un partenaire qui en assure également la coordination générale et facilite la réponse en créant les conditions requises de sécurité, d'accessibilité, de protection aux populations bénéficiaires et aux humanitaires.

(Voir insertion page suivante) ►►



COORDONNATEUR

### EQUIPE HUMANITAIRE

#### Agences humanitaires du Système

OCHA / PNUD / PAM / UNICEF / UNHCR  
UNFPA / ONUSIDA / OHCHR / OIT



### ONG INTERNATIONALES

### Partenaires Techniques et Financiers (PTF)

(Gouvernements, Organismes financiers de développement, Bailleurs de fonds internationaux)



REUNION DE COORDINATION HUMAINE  
(INTER CLUSTER COORDINATION)

### SANTÉ



(Responsable groupe sectoriel)

Ministère de la Santé, UNFPA, UNICEF, ONUSIDA, SC, MSF, ADER, Croix Rouge, ONG's

### PROTECTION



**UNHCR** (Responsable groupe sectoriel)  
The UN Refugee Agency

Ministère de l'Intérieur, UNICEF, UNFPA, DRC, NRC, OXFAM CARITAS, Croix Rouge, AWECO, ACF, SAARA, HANDICAP INTERNATIONAL, ONG's

### NUTRITION



(Responsable groupe sectoriel)

Ministère de la Santé, Ministère de l'Agriculture/DANA, PAM, FAO, OMS, PLAN, ACF, CARITAS, SC, ODAFEM, OIDSF, ASAPSU, ONG's

### SECURITÉ ALIMENTAIRE



(Responsable groupe sectoriel)

UNICEF, Ministère de la Santé, Ministère de l'Agriculture/DANA, PAM, FAO, CARE ONDR/ANADER, CARITAS, DRC, ACF, CICR, OXFAM, ONG's

### EAU & ASSAINISSEMENT



(Responsable groupe sectoriel)

Ministère de l'Énergie (Eau), Ministère de la Santé, Ministère de l'Environnement, ACF, OXFAM, DRC, CICR, CARITAS, CARE, PLAN, CRS, Sapeurs Pompiers, ONG's

Coordinations Humaines  
(BUREAUX : Guiglo, Duékou

\* L'équipe humanitaire pays (Humanitarian Country Team), sous l'égide du coordonnateur humanitaire, est chargée du respect du droit humanitaire, de suivi et d'évaluation de la mobilisation des ressources.



LEUR HUMANITAIRE



NAIRE PAYS (HCT) \*

stème des Nations Unies (SNU)

HCR / FAO / UNDP / OMS / OIM / OIT /  
/ ONU FEMMES / ONUDI / PNUE /

OCHA



REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE  
UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL

LES / NATIONALES / CICR



MANITAIRE DES GROUPES SECTORIELS  
ORDINATION MEETING)

ÉDUCATION



(Responsable groupe sectoriel)

Ministère de l'Éducation, Ministère de la Famille, PAM, PNUD, Croix Rouge, NRC  
CARITAS, JRS, IDE Afrique, COOPI, ONG's

LOGISTIQUE  
TÉLÉCOMMUNICATION



(Responsable groupe sectoriel)

UNHCR, Ministère de la Communication, PNUD, UNICEF, FAO, UNFPA, CARITAS,  
OCHA, ONUSIDA, OIM, ONG's

GESTION DES  
CAMPS & ABRIS



UNHCR  
The UN Refugee Agency



IOM - OIM

(Responsables groupe sectoriel)

UNICEF, PAM, OMS, UNFPA, CARITAS, Croix Rouge, OXFAM, SC, SOLIDARITÉ

RELÈVEMENT  
PRÉCOCE \*\*  
(Early recovery)  
&  
COHÉSION  
SOCIALE



(Responsable groupe sectoriel)



FAO, ONUSIDA, UNFPA, PAM, Ministère du Plan et du Développement,  
NRC, ONUDI, SFCG, ONUCI, OIM, DRC, ONG's

\*\* Le relèvement précoce est un processus initié, après une crise et qui consiste à greffer  
des programmes de développement à un programme humanitaire en cours. Il a pour  
objectif d'une part, de renforcer les opérations humanitaires pour qu'elles deviennent des  
éléments de base de programmes de développement à long terme et d'autre part; à  
appuyer les initiatives spontanées des populations affectées afin de les aider à surmonter  
les conséquences négatives d'un conflit.

manitaires Régionales

oué, Man, Bouaké, Korhogo)

anitaire, joue un rôle stratégique dans le cadre de la coordination, de la préparation, de la réponse,



## M. Mohamed TOURÉ

Représentant HCR de la Guinée



M. Mohamed Touré, venu en renfort pour soutenir le bureau du HCR à Abidjan à la demande de M. Franquin, Représentant HCR-CI

*C'est dans l'après midi du mercredi 19 janvier 2011 que nous avons rencontré m. Mohamed toure, au siège du hcr à abidjan II Plateaux - Carrefour Dunkan. Représentant du haut commissariat des nations unies pour les réfugiés en guinée, m. Toure a quitté conakry, il y a environ 1 mois. Il nous dira modestement, presque gêné, qu'il a été appelé pour donner un « petit coup de main », au bureau local du HCR de côte d'ivoire.*

*Début d'un entretien très instructif sur l'agence des nations unies qui s'occupe de ceux qui doivent fuir, apeurés, loin de chez eux un jour, avec pour seul bagage un baluchon sur la tête...*

*Interview réalisée par A.K*

**A** partir de quand avez-vous été prévenu de l'afflux de réfugiés ivoiriens dans les pays frontaliers ?

L'afflux des réfugiés ivoiriens a commencé dès le premier tour, mais surtout à partir du second tour. Au premier tour, nous avions déjà des signaux, notamment dans les bureaux de Guiglo, de Tabou. On sentait une certaine fébrilité, une certaine crainte qui s'installait dans les mentalités des uns et des autres, mais dès le second tour, on a commencé à avoir des vagues limitées de personnes. Des gens traversaient les frontières, notamment en direct du Libéria et de la Guinée, mais il se trouve que c'est certainement après le 16 et 17 décembre 2010 que cet afflux de réfugiés a commencé à s'accroître.

*Comment avez-vous été prévenu ?*

En fait, nous étions sur place dans ces deux pays que je viens de citer. Nous avons des équipes sur place, du côté libérien et du côté de la Guinée, notamment dans la région forestière de N`zerekoré. Tout de suite, les autorités sur place nous ont informé de l'arrivée de ces réfugiés. Notre première démarche a été d'aller à leur rencontre, c'est ainsi que nous recueillons des informations. *Qu'est ce qui provoque le processus d'aide et d'assistance aux réfugiés ? Est-ce que vous devez être saisi ou est-ce que la simple présence de réfugiés suffit à déclencher automatiquement le processus ?*

Le processus d'aide est parallèle à l'afflux des réfugiés, le HCR, comme

vous le savez a pour mandat d'assister et de protéger les réfugiés. Bien entendu avec la collaboration du pays hôte en l'occurrence le Libéria et la Guinée, qui sont d'abord les premiers responsables de l'assistance ou de la protection qui doit être apportée à ces réfugiés. Mais il se trouve que souvent, en Afrique,

*Je crois que l'Afrique est connue pour sa générosité et très souvent ceux qui sont les plus pauvres sont les plus généreux, quand vous vous retrouvez dans les villages aux frontières de tous nos pays, l'accueil qu'on donne au frère ou à la sœur qui a traversé la frontière est quelque chose de totalement admirable.*

les pays sont assez limités dans leur assistance aux réfugiés; le HCR se substitue quelque part à une prérogative de l'État. Il va sans dire que la première aide aux réfugiés n'est pas nécessairement l'aide du HCR ou de la Communauté Internationale. La première aide est souvent le fait des populations hôtes elles-mêmes. Très souvent dans ces conflits frontaliers, les réfugiés se retrouvent dans les mêmes communautés linguistiques, culturelles et ethniques, donc tout simplement, quand ils traversent la frontières et

qu'ils vont dans un autre pays, il n'en demeure pas moins qu'ils sont chez eux, si l'on peut s'exprimer ainsi, parce qu'ils retrouvent des personnes avec qui ils partagent les mêmes us et coutumes, la même langue. Donc ils adhèrent tout de suite à un système d'entraide qui se met en place avant que la Communauté Internationale ne prenne le relais. Il faut dire que très souvent, ce n'est qu'une fois qu'on constate que ces réfugiés sont là, que le HCR commence ces premiers entretiens avec eux, pour évaluer l'aide.

*Que se passe-t-il si les gouvernements des pays hôtes ne sont pas d'accord pour accueillir ces réfugiés ?*

Actuellement, 190 pays sont des pays membres des Nations Unies, le HCR est représenté dans 121 pays. Nous avons donc la possibilité de discuter avec les pays. Nous avons un mandat, il existe une convention: celle de 1951 qui donne prérogative au HCR pour s'occuper des réfugiés. Il y a aussi des conventions régionales. En Afrique par exemple, on peut évoquer la convention de 1969 qui donne certaines prérogatives au HCR. Bien entendu, il y a des accords de siège, entre le HCR et les pays dans lesquels nous sommes amenés à travailler (le Libéria, la Sierra Léone, la Côte d'Ivoire). Malheureusement, depuis 20 à 30 ans, nous sommes bien implantés ici parce que ce sont des pays qui ont connu des crises, donc le mécanisme d'appel ou le mécanisme de saisie des autorités se fait quasi-automatiquement. Au Libéria et en Guinée, nous sommes présents depuis longtemps.





Le jeudi 11 août 2011, le HCR et le Service gouvernemental d'Aide et d'Assistance aux Réfugiés et Apatriés (SAARA) ont pu procéder à la relocalisation des réfugiés libériens, qui avaient trouvé asile dans les locaux du HCR Abidjan durant la crise.

Au niveau du Liberia, nous avons des équipes non seulement dans la capitale mais dans toutes les provinces, surtout les provinces frontalières avec la Sierra Leone, la Guinée et la Côte d'Ivoire. L'appel ou la saisie des autorités a pu se faire ou se fait de manière presque automatique dans ces cas d'espèce.

**Quels sont vos rapports avec le pays d'origine des réfugiés ?**

Il va sans dire que pour connaître

la situation des réfugiés, pour comprendre les complexités de l'asile ou les complexités de l'afflux de réfugiés, la relation avec le pays d'origine est fondamentale. La relation avec le pays d'origine se fait quotidiennement, pour connaître les véritables raisons du départ de ces réfugiés vers les pays d'asile. Nous sommes en contact régulier avec les autorités des régions d' où ces réfugiés sont originaires, donc je pense que c'est quelque chose qui se fait de manière

systematique.

**Combien de camps avez-vous mis en place depuis le début ?**

Pour l'instant, les camps sont en train d'être installés. Mettre en place un camp est difficile. Il faut d'abord trouver le site sur lequel accueillir les réfugiés. Ensuite, avoir les autorisations nécessaires. Il faut des « sites planners », comme on dit, pour pouvoir mettre concrètement en place ces camps. Nous avons l'intention d'en créer 2 au Liberia; nous sommes dans la phase de déblayage du terrain, « déforestation » entre guillemets, parce qu'il faut couper malheureusement des arbres pour pouvoir installer ces sites. Du côté de la Guinée, cela a été un peu plus simple parce que nous y avons déjà des camps de réfugiés.

**Quel est le profil des réfugiés qui traversent la frontière ?**

• • •

Lire la suite de l'interview sur notre site: [www.humaniterre.net](http://www.humaniterre.net)

Touré Mohamed  
e-mail : [toure@unhcr.org](mailto:toure@unhcr.org)

Mme Kouamé Bernadette Chiagoua  
e-mail : [kouamec@unhcr.org](mailto:kouamec@unhcr.org)



De gauche à droite : M. Albert Katumba (Chargé de Protection / Senior Protection), M. Jacques Franquin (Représentant HCR-CI) M. Touré Mohamed (Représentant HCR-Guinée), Mme Kouamé Bernadette Chiagoua (Chargée de l'information publique HCR-CI)

*« Les Ivoiriennes et les Ivoiriens se retrouvent meurtris, déchirés par une guerre ravageuse. Le HCR a déployé ses équipes de protection afin d'aider chacune et chacun à retrouver sa dignité: c'est notre premier devoir humanitaire et probablement celui qui a le plus de valeur. »*

M. Jacques Franquin - Représentant HCR-Côte d'Ivoire

HCR - Côte d'Ivoire, Rue des Jardins - Angle Boulevard Latrille - Cocody II Plateaux

Le Magazine de l'Humanitaire et du Développement Durable Septembre 2011





## HISTORIQUE

Le Service d'aide Humanitaire de la Commission Européenne (ECHO) a vu le jour en 1992. Avec ECHO, l'action humanitaire occupe une place centrale dans l'action extérieure de l'Union européenne. Celle-ci est le premier acteur de la planète en ce domaine.

Concrètement, ce sont 18 millions de personnes qui sont secourues chaque année grâce à une aide de ECHO, à travers plus de 200 partenaires (ONG, CICR, agences spécialisées des Nations Unies, en particulier HCR et PAM).

ECHO\* incarne la volonté de l'Union Européenne d'améliorer l'efficacité de son aide face aux catastrophes naturelles ou face aux conflits sévissant dans les pays tiers et d'accroître le caractère humanitaire de son action.

L'assistance d'ECHO est basée sur les principes d'Humanité, de Non-discrimination et d'Impartialité, qui lui confèrent une nature très différente des autres aides de la Commission Européenne. Le mandat confié à ECHO par l'Union européenne [Règlement (CE) n° 1257/96] consiste à porter assistance et secours d'urgence aux victimes de catastrophes naturelles ou de conflits en dehors de l'Union européenne. Cette aide est directement orientée vers les populations en détresse, sans distinction de race, de religion ou d'opinion politique.

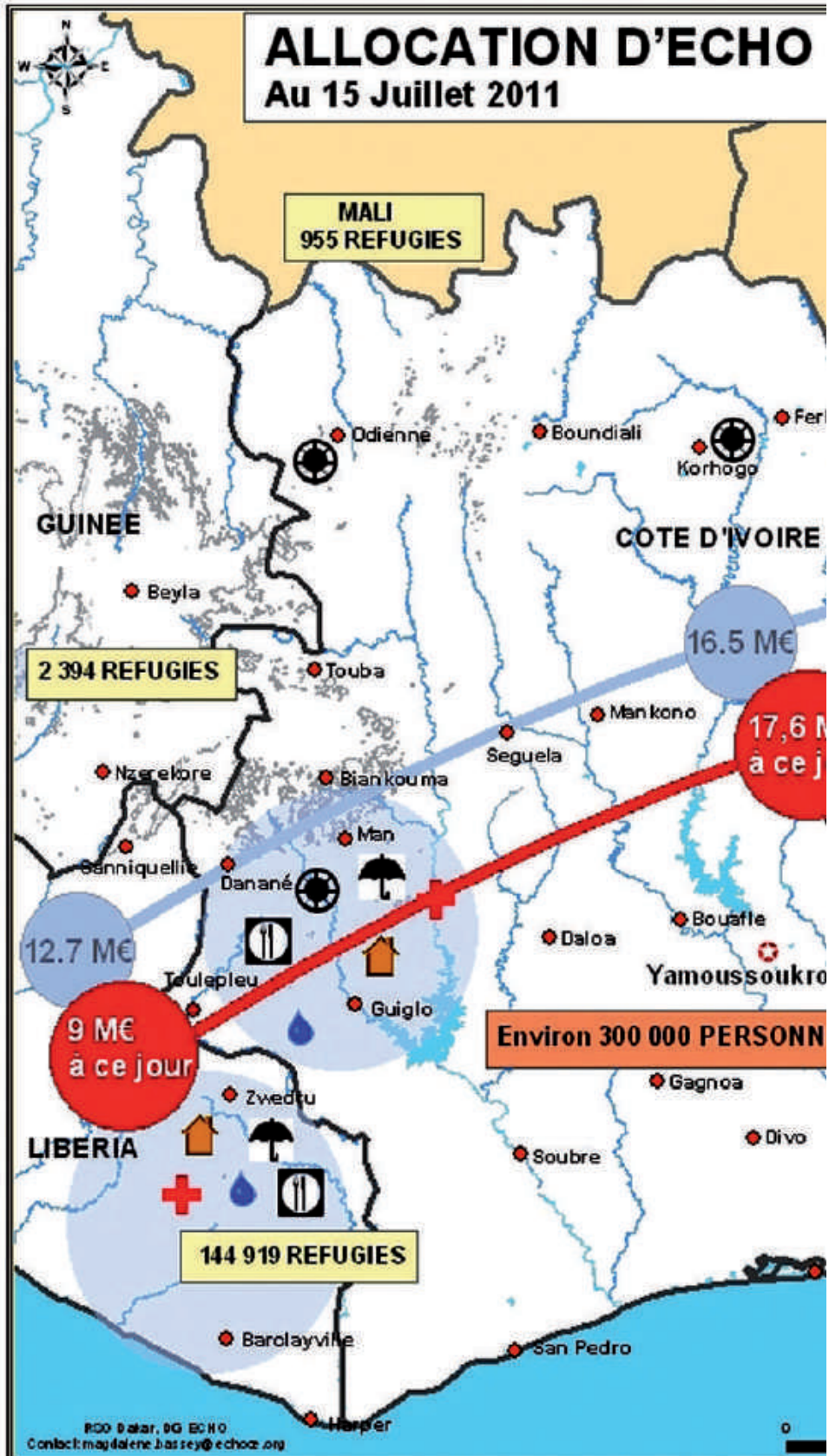
Depuis 1992, ECHO a acheminé de l'aide d'urgence et de l'aide à la reconstruction dans des régions en crise de plus de 85 pays du monde en faisant appel à ses partenaires. Le budget annuel géré par ECHO est de plus de € 700 millions.

## ACTIVITÉS APPARENTÉES

ECHO ne se limite pas à fournir de l'aide :

- il réalise des études de faisabilité pour ses opérations humanitaires ;
- il assure le suivi des projets humanitaires et met en place de mécanismes de coordination ;
- il garantit une préparation préalable aux risques de catastrophes naturelles ;
- il fournit une assistance technique à ses partenaires ;
- il sensibilise l'opinion publique aux problèmes humanitaires, en Europe et dans les pays tiers, par des actions menées directement par ECHO ;
- il subventionne des initiatives d'études de réseaux et de formation dans le domaine humanitaire (NOHA).

Source : site Union Européenne  
Website : [www.delciv.ec.europa.eu](http://www.delciv.ec.europa.eu)



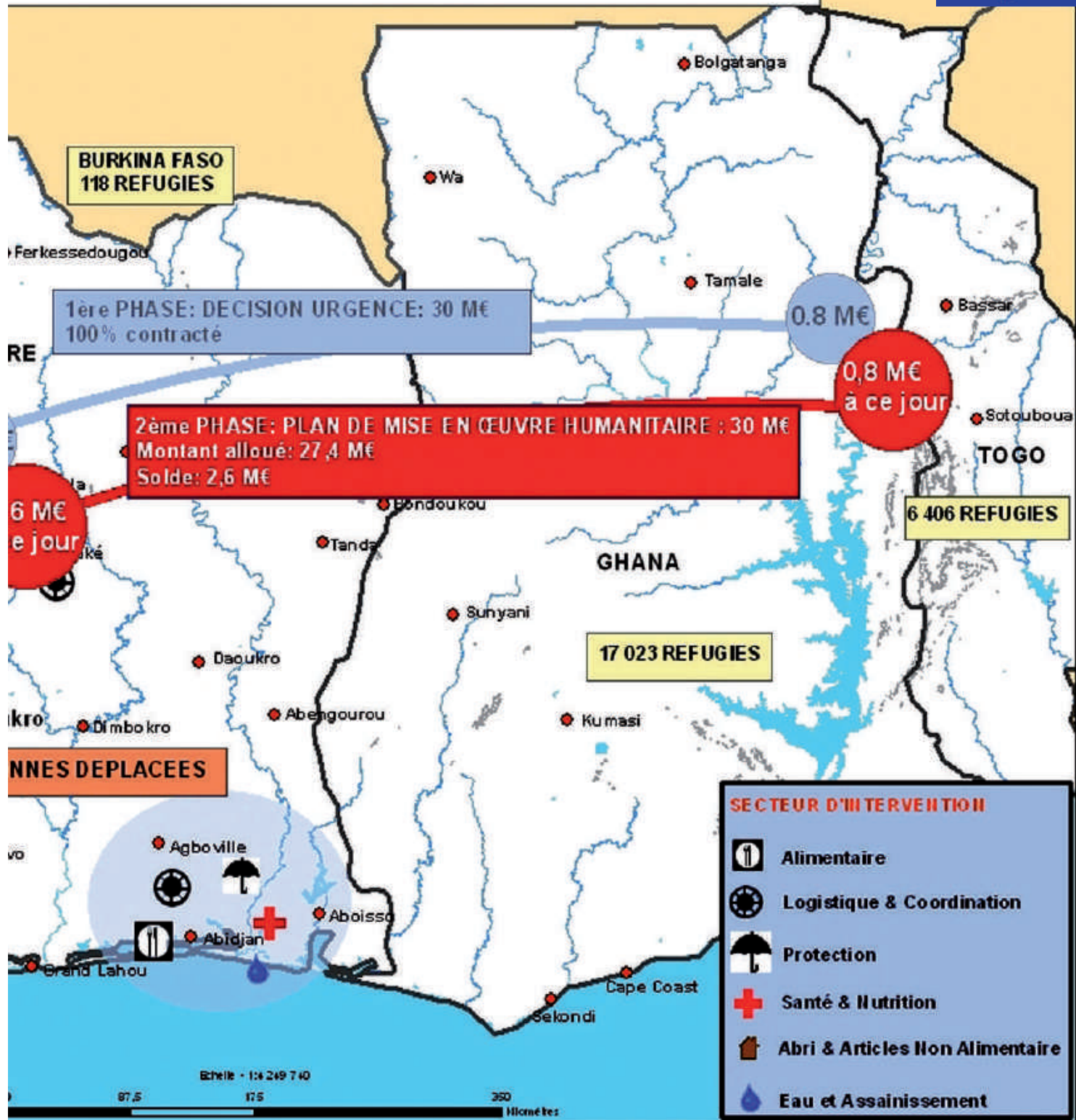
\*Afin de suivre la mise en œuvre des projets financés par l'UE, de coordonner la réaction de celle-ci et d'aider ses partenaires, la Commission ouvrira prochainement à Abidjan une antenne permanente d'ECHO. Ce bureau sera dirigé par M. Cyprien Fabre.

Carte fournie par ECHO





# POUR LA CRISE IVOIRIENNE : 60 M€



Mme KRISTALINA GEORGIEVA,  
MEMBRE DE LA COMMISSION CHARGÉE DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE,  
DE L'AIDE HUMANITAIRE ET DE LA RÉACTION AUX CRISES

« La Côte d'Ivoire traverse une période très difficile, mais c'est aussi pour elle une occasion unique d'ouvrir une nouvelle page de son histoire. Saisira-t-elle cette chance? Cela dépend avant tout de ses citoyens, mais aussi, dans une moindre mesure, de notre capacité à les aider. Nous devons maintenir à la fois le rythme et l'ampleur de notre assistance, afin d'être en mesure, non seulement de nourrir les personnes qui ont faim et d'abriter celles qui ont été déplacées, mais également de panser les plaies consécutives au conflit. Nous ne devons pas oublier non plus le Liberia, où nombre de réfugiés résident encore.» Avril 2011



23 JUIN : Journée internationale des Veuves

# Plus de 100 millions de veuves vivent dans la pauvreté à travers le monde.



Mme Sylvia Bongo, Première Dame du Gabon et marraine de la résolution pour l'adoption de la Journée des Veuves au siège de l'ONU (N.Y)

« **L**a mort est inévitable, mais nous pouvons réduire les souffrances des veuves en améliorant leur statut social et en les aidant lorsqu'elles en ont besoin. Ainsi, nous contribuerons à promouvoir l'égalité et pleine participation de toutes les femmes au sein de la société. Ces mesures aideront à mettre fin à la pauvreté et à promouvoir la paix dans le monde » ; c'est par ces mots que Ban Ki-Moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU), a ouvert la première Journée internationale des Veuves, le 23 juin 2011, à New York (Etats-Unis). "Agissons ensemble pour les veuves" a été le thème de cette journée.

La Journée internationale des Veuves se veut celle de la reconnaissance de la situation difficile des veuves et de leurs enfants. Pour cela, une attention particulière doit leur être accordée.

En Côte d'Ivoire, la célébration de la Journée internationale des Veuves s'est traduite par la déclaration de l'Organisation des Femmes Actives de Côte d'Ivoire (OFACI). Selon Sangaré Namizata, la présidente nationale, plus de 500 millions d'enfants de veuves vivent dans un environnement hostile, victimes de violences et de misère. Même, lorsque la loi l'interdit, les parents du défunt chassent la veuve de son foyer, saisissent sa terre, ses biens, en justifiant ces spoliations par la tradition. C'est pourquoi l'OFACI appelle à veiller à l'application stricte des lois en faveur de la femme, particulièrement les veuves. Le sort de 245 millions de veuves à travers le monde, ainsi que l'avenir de leurs enfants, représentent une crise humanitaire silencieuse d'envergure mondiale. Plus de 100 millions de veuves vivent dans la

pauvreté. Des raisons qui ont poussé, en 2010, Mme Sylvia Bongo Ondimba (Première Dame du Gabon), à interpellé le monde sur cette crise profonde et sur la nécessité de soutenir ces femmes dans la reconnaissance de leurs droits et le recouvrement de leur dignité.

Grâce à son combat, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté, le 21 décembre 2010, la résolution 65/189 instaurant le 23 juin comme la célébration de la Journée internationale des Veuves. La résolution invite les États membres, les organes du Système des Nations Unies et toutes les autres organisations internationales compétentes, ainsi que la société civile, à sensibiliser l'opinion à la situation des veuves et de leurs enfants partout dans le monde.

En sa qualité de marraine de la résolution, Sylvia Bongo Ondimba a porté le message des veuves aux Nations Unies : « Les femmes sont des atouts précieux, quel que soit leur âge, leur catégorie sociale ou leur statut marital. La question des veuves est universelle et s'inscrit dans la droite ligne des Objectifs du Millénaire pour le Développement ».

Ossène Ouattara

Sources : [fondationsylviabongoondimba.org](http://fondationsylviabongoondimba.org)  
[abidjan.net](http://abidjan.net)



(Photo : ONU/ Eric Kanalstein). Des veuves ivoiriennes, gérant un petit restaurant à Yopougon, Côte d'Ivoire





09 JUILLET:

## Journée mondiale de destruction des armes légères



Le Premier Ministre, M. Soro GUILLAUME en charge de la Commission Nationale de Lutte contre la Prolifération et la Circulation des Armes légères et de Petit Calibre ( ComNat-CI)

Cette journée est l'occasion pour tout un chacun de procéder à la destruction des armes aux quatre coins de la planète et de prendre des initiatives visant à attaquer de front le problème des armes.

Selon les statistiques il est estimé qu'un minimum de 875 millions d'armes légères sont en circulation dans le monde.

En Côte d'Ivoire, l'organe national chargé de la lutte contre la prolifération des armes légères est la Commission Nationale de

lutte contre la prolifération et la circulation illicite des armes légères et de petit calibre (ComNat-ALPC). Il a été créé par décret n°2009-154 du 30 avril 2009. C'est une structure nationale à vocation régionale née de la volonté des chefs d'états de la CEDEAO de faire, du fait des nombreuses armes en circulation dans la sous région ouest Africaine, de la lutte contre la prolifération, une action concertée.

Ainsi la trop grande proliféra-

tion engendrée par la crise post électorale en Côte d'Ivoire a nécessité la mise en place d'un projet d'urgence de sensibilisation au dépôt volontaire des armes et munitions.

Notons que ce projet a pour objectif final de procéder à la collecte et à la destruction d'armes et munitions sur toute l'étendue du territoire ivoirien.



Mme Laetitia Dia  
Chargée d'Etudes Comnat CI



Lancée par les Nations Unies en 2001, la journée internationale de destruction des armes légères est célébrée le 9 juillet de chaque année.



## SÉCURITÉ : LE PLAIDOYER DE L'UNOCHA POUR LE RETOUR SÉCURISÉ DES RÉFUGIÉS IVOIRIENS



Le Bureau de la coordination des Affaires des Nations Unies (UNOCHA) en Côte d'Ivoire, sous la présidence et en présence du ministre d'Etat, ministre de l'Emploi, de la Solidarité, et des Affaires Sociales, M. Gilbert Kafana Koné, a organisé le mercredi 14 septembre 2011 à l'hôtel Tiama au Plateau, un atelier consul-

tatif sur le processus de l'Appel Consolidé (CAP). Selon M. Ndolamb Ngokwey, Coordonateur humanitaire, l'Appel consolidé est un outil qui permet de mobiliser des fonds de façon concertée afin de permettre aux acteurs humanitaires de mettre en œuvre des activités en faveur des personnes affectées par un conflit ou une catastrophe naturelle. L'objectif dudit atelier est de se mettre d'accord sur les priorités et les stratégies de l'action humanitaire en 2012 pour la Côte d'Ivoire. M. Ngokwey a indiqué que la guerre est finie en Côte d'Ivoire, mais la crise humanitaire perdure dans certaines régions du pays affectées par les violences du

télectorales, mais aussi dans d'autres régions du pays qui connaissent quelques poches de vulnérabilité, notamment l'insécurité alimentaire, la malnutrition et dans le domaine de la santé. Ainsi donc sur les 12, 740 milliards de FCFA d'aides promises, seuls 424 millions de FCFA ont été débloqués. L'Atelier, selon le ministre Gilbert Kafana, devra produire une analyse du contexte général et humanitaire pour un plaidoyer à l'aide afin de favoriser le retour libre, sécurisé et digne des réfugiés ivoiriens.

Olivier Guédé  
Source : CIVVR

## EDUCATION: L'UNICEF OFFRE DES KITS SCOLAIRES À 53 ÉTABLISSEMENTS DE LA DREN DE MAN



Même en situation de crise humanitaire, « Il faut sauver l'école ! ». Tel est le leitmotiv qui guide l'action de l'UNICEF dans la situation d'urgence que vit notre pays en ce moment. La scolarité des enfants déplacés dans la zone Ouest est une problématique et c'est dans l'optique d'aider à résorber cette situation que l'UNICEF a offert, le 13 juin 2011, un important lot de matériel scolaire destiné à 53 établissements scolaires des inspections primaires

de Danané, Zouan-hounien et Bin-hounyé. Ces kits scolaires et récréatifs sont distribués aussi bien pour le bénéfice des élèves que des enseignants. Selon Constance Kouakou, administrateur éducation au bureau régional UNICEF de Man, ce don rentre dans le cadre du programme "Back to School" ayant pour objectif d'aider tous les enfants de Côte d'Ivoire à reprendre le chemin de l'école, tout en améliorant leur condition d'apprentissage et de sécurité. A l'Ouest, environ 120 établissements scolaires sont concernés par ce don. Au niveau national, les régions du wordougou, Denguélé, Moyen Cavally, Montagnes, Bafing et bas Sassandra recevront une aide de l'UNICEF. Des ONG's nationales comme ASAPSU et la Caritas ont été cooptées afin que ces Kits arrivent aux mains des bénéficiaires. Le coordonnateur régional de la

Caritas M. Pierre Efofé a rassuré les donateurs sur ce sujet : « Nous avons les moyens et le personnel nécessaire qualifié pour mener à bien cette opération » a-t-il dit. Le Secrétaire Général de la Direction Régionale de l'Éducation Nationale (DREN), M. Prospère Komenan a exprimé ses vifs remerciements au donateur et relevé quelques difficultés auquel l'école est encore confrontée dans la région. « Nous sommes pour le moment à 55% d'occupation des établissements scolaires » a-t-il souligné. Cette situation serait due au fait que certains parents retiennent encore leurs enfants, craignant un éventuel rebondissement de la crise quand d'autres ont fuit la zone Ouest. Cependant les responsables du système éducatif ne baissent pas les bras. « Nous travaillons au retour de tous les élèves et des enseignants afin que l'école, préalable à tout développement soit sauvée » a-t-il indiqué.

Kindo Ousseny  
Correspondant - Man

## EAU POTABLE/UNICEF AU SECOURS DE LA SODECI



Rendre l'eau de robinet saine, sans risques pour les populations, surtout en cette période sensible de saison des pluies et de cas

d'épidémie de choléra, c'est le sens de la cérémonie qui a eu lieu, Jeudi dernier, au siège de l'Organisation Nationale de l'Eau Potable (ONEP) sis aux-II-Plateaux. Le Représentant de l'Unicef en Côte d'Ivoire, M. Hervé Ludovic DE LYS, a remis à cette structure une tonne de produits de traitement et de désinfection de l'eau pour une meilleure qualité à la distribution. « C'est un plaisir de soulager le gouvernement en cette période difficile et de participer au bien-être des populations », a-t-il affirmé. M. Kouacou Djah, directeur général de l'ONEP, a remercié

le donateur. Cette cérémonie qui s'est déroulée en présence de M. EBAH Basile, directeur général de la Société de distribution d'eau de la Côte d'Ivoire (Sodeci) a été une occasion de rappeler que la problématique de l'eau potable en Côte d'Ivoire demande une attention particulière, surtout après la crise que nous venons de traverser et qui a non seulement désorganisé l'approvisionnement en produit (chlore et sulfates) mais où des infrastructures ont été détruites dans certaines communes d'Abidjan et à l'Ouest. LA SODECI a ainsi sollicité l'aide de L'UNICEF pour la remise en état de ses infrastructures. Car, comme le dira M. DJAH « UNICEF est un partenaire fidèle de la Côte d'Ivoire. »

Source : AIP





## SONNETTE D'ALARME ROUGEOLE EN RDC : PLUS DE 106.000 CAS DONT 1200 DÉCÈS !



Compagne de vaccination

Face à l'épidémie de rougeole qui sévit en République démocratique du Congo (RDC) depuis plus de six mois, Médecins Sans Frontières (MSF) tire la sonnette d'alarme et appelle à une large mobilisation. «L'épidémie de rougeole devient incontrôlable», dit Gaël Hankenne, chef de mission de Médecins Sans Frontières (MSF) en République démocratique du Congo (RDC). «Depuis septembre 2010, nous avons vacciné plus de 1,5 million d'enfants pour répondre à l'urgence. Mais la maladie se répand comme une trainée de poudre. Il est désormais impératif que tous les acteurs de la santé se mobilisent pour faire de cette épidémie une priorité nationale». Ces derniers mois, MSF a apporté une réponse globale d'urgence (soins, vaccination, épidémiologie) au Katanga, au Kasai occidental et au Sud-Kivu. De nouveaux foyers sont apparus au Bandundu, au Kasai oriental et au Maniema. Aujourd'hui, l'épidémie est en train de s'étendre rapidement vers le nord.

Les besoins en matière de traitement, de vaccination, de ressources humaines, de moyens financiers et logistiques sont tels que MSF ne peut être le seul partenaire opérationnel sur tout le territoire. «Nous demandons au ministère de la Santé d'assurer sans délai la réponse aux épidémies dans les autres provinces ou nouvelles zones de santé touchées», insiste Geza Harzi, chef de mission au Katanga.

«Par ailleurs, nous demandons aux bailleurs internationaux, aux institutions internationales et aux acteurs de la santé présents en RDC, notamment les agences de l'ONU (OMS, Unicef) et les ONG, d'intervenir immédiatement, en libérant les financements d'urgence, ou en s'engageant directement dans la prise en charge de l'épidémie. Si la réaction de tous ces responsables tarde à venir, il sera impossible d'enrayer l'épidémie de rougeole en RDC.»

La rougeole est une maladie extrêmement contagieuse qui engendre souvent des complications comme la pneumonie, la malnutrition, la déshydratation sévère, la kératite entraînant la cécité et l'otite. La mortalité varie fortement d'un contexte à l'autre. Mais lorsqu'elle s'abat sur une population non vaccinée elle peut tuer entre 1 et 15% des enfants affectés. Lorsqu'il s'agit de populations vulnérables (déplacés, malnutris) et si l'accès aux soins de santé est limité, comme c'est le cas dans de nombreuses zones de santé en RDC, ces proportions peuvent s'élever jusqu'à 25%.

MSF étend son intervention dans trois provinces: Tshikapa dans la province du Kasai occidental, Fizi au Sud Kivu, Kolwezi et Likasi dans la province du Katanga. Plus d'un million d'enfants bénéficieront de ces interventions d'urgence. «Depuis septembre 2010, nous avons déjà dénombré plus de 21000 cas de rougeole en RDC, précise Gaël Hankenne. L'heure est maintenant à la mobilisation générale.»

Source : [www.msf.ch](http://www.msf.ch)



Un enfant atteint de la rougeole

## FAMINE CORNE AFRIQUE : Mortalité infantile record pour la Somalie !



La détresse d'un enfant

13 millions de personnes sont menacées par la famine qui sévit dans la corne de l'Afrique (Kenya, Somalie, Ethiopie, Djibouti, Erythrée). Cette crise nutritionnelle est liée à une très grave sécheresse et au conflit qui déchire la Somalie depuis 1992. L'état de famine est déclaré lorsque le taux de malnutrition aiguë des enfants dépasse 30% et que plus de deux personnes sur 10.000 meurent par jour. Pour venir en aide aux pays victimes de la famine,

la FAO a organisé une réunion, le 25 juillet dernier à ROME à la demande de la France qui préside le G20. Plusieurs ONG's et organisations des Nations Unies apportent assistance aux victimes de ce fléau. Ce sont entre autres, le CICR (Comité International Croix Rouge), l'ACP (Action Contre la Faim), le PAM, CARE, le Secours Catholique, OXFAM et le Secours Populaire. Le 18 juillet, une première aide alimentaire a été acheminée en Somalie, dans une région contrôlée par les islamistes Chebaab, qui ont accepté de laisser les convois et les travailleurs humanitaires circuler librement. Un pont aérien a permis de faire transiter 5 tonnes de vivre vers Baidoa, une ville de l'est de la Somalie. Environ, deux millions d'enfants sont victimes de cette crise alimentaire. L'Unicef estime que plus de 600.000 enfants sont malnutris, parmi lesquels plus de 430 000 souffrent de malnutrition

aiguë. Selon Valérie Daher, porte-parole de Action Contre la Faim (ACF) : «Le riz ne suffit pas pour soigner les enfants sévèrement malnutris, qui ont besoin d'un protocole spécifique de réalimentation». Pour sauver ces vies, les ONG's distribuent des rations individuelles, sous forme de sachets appelés «plumpy nut». Cette pâte très riche en glucides et en lipides, permet de faire regrossir progressivement les enfants en état de malnutrition aiguë sévère. Mais dans les cas les plus extrêmes, quand les enfants sont affamés au point d'en avoir perdu tout appétit, ils doivent être réalimentés par sonde nasale. L'ONU a réclamé une aide d'un milliard de dollar pour la Somalie, mais à ce jour, moins de la moitié de la somme a été réunie. Environ 1,2 millions d'enfants ont un besoin urgent d'aide, selon Mme Catherine Bragg, la sous-secrétaire générale aux Affaires humanitaires des Nations Unies : «Des dizaines de milliers d'enfants sont déjà morts, et de nombreux vont mourir dans les jours qui viennent si on ne leur fournit pas de l'aide». La famine progresse si vite que les ONG's ont du mal à suivre. La Somalie est maintenant le pays détenant le plus haut taux de mortalité pour les enfants de moins de cinq ans selon le Groupe Inter-agences des Nations Unies pour l'Estimation de la Mortalité Infantile.



Des Somaliens dans le camp de Daabab (Kenya)

Sources : [www.unhcr.fr](http://www.unhcr.fr)  
[www.1212.be](http://www.1212.be)



## NOEMI DALMONTE

*Specialiste Violence Basée sur le Genre (VBG)  
Urgences Humanitaires - Coordinatrice VBG  
Man UNFPA- Côte d'Ivoire*

“ En 2011, en Côte d'Ivoire, plus de 325 cas de viols ont été commis. ”

Cela fait déjà plus de 3 ans que je me consacre exclusivement à la lutte contre les violences basées sur le genre dans des situations d'urgence humanitaire. Je suis arrivée en Côte d'Ivoire, le 8 mars 2011 et j'occupe au sein du Fonds de Nations Unies pour la Population (UNFPA), le poste de spécialiste du secteur VBG, depuis cette date. De retour, chez moi en Europe pour un court congé au début du mois de mai 2011, une de mes meilleures amies m'a demandé comment j'arrivais encore à « gérer » un travail aussi difficile. En fait, elle était préoccupée par le risque du traumatisme secondaire, causé à la fois par le fait de vivre dans une situation de conflit et par la possibilité que je m'identifie un peu trop à une survivante de viol, du fait que je sois moi-même une femme. Cette identification entre moi et ses nombreuses survivantes que je côtoyais tous les jours dans mon travail, pouvait, en effet, être un très lourd fardeau pour moi... Un fardeau qui pouvait m'empêcher de continuer et me donner envie de laisser tomber mon travail. A ce moment, je ne fus pas capable de donner une réponse à sa question... Entre janvier et mai 2011, en Côte d'Ivoire, plus de 325 cas de viols ont été commis, dont 71 à l'ouest du pays et 132 dans le district d'Abidjan. Plus du 40%

de ces viols ont été perpétrés par des hommes en armes, autant par des miliciens que par des soldats de l'armée régulière. En 2010, période relative de paix ; moins de 3% des violences sexuelles avaient été commises par des combattants. La comparaison des données est étonnante, triste, angoissante et épuisante. Ce constat aura des conséquences sérieuses, non seulement sur les survivantes de ces actes, mais aussi au sein des familles, communautés qui les ont subis et au sein de la société ivoi-

“ C'est le moment d'agir, de nous engager, tous ensemble pour lutter contre ce fléau silencieux qui détruit tant de vies. ”

rienne dans son ensemble, d'une manière ou d'une autre... Sur les viols en période de guerre, une idée, acceptée par beaucoup, circule. Elle découle d'une logique en 3 parties (syllogisme) :  
- « La Côte d'Ivoire est replongée dans la violence »  
- « Pendant les périodes de guerre, la violence sexuelle est normalisée.  
- donc « C'est normal qu'en Côte d'Ivoire, la violence sexuelle ait été utilisée comme arme de guerre ! ».

Je rejette catégoriquement cette logique, je ne puis me résoudre à accepter cela ! La justification de l'augmentation des violences sexuelles, leur utilisation pour humilier les adversaires et semer la terreur durant un conflit donné est simplement, légalement, éthiquement et viscéralement inacceptable. Du plus profond de mon cœur, je sens la nécessité urgente d'agir, de faire entendre les voix de toutes ces victimes afin que tout le monde ait le courage de dire : « Plus jamais ça ! ». Voilà l'idée de la justice qui m'anime et me donne la force de continuer cette lutte. Cet engagement, je le dois aux femmes et filles de Côte d'Ivoire. Leur courage, me donne le courage de continuer et si en tant que femme, je peux percevoir une toute petite partie ; de leur immense souffrance et que cela me donne la force de continuer et bien, c'est tant mieux ! C'est le moment d'agir, de nous engager, tous ensemble pour lutter contre ce fléau silencieux qui détruit tant de vies. Voici la réponse que je donnerai à mon amie la prochaine fois que je la verrai ! ■





## Briser le silence des survivantes de violence sexuelle : Le point de départ de la lutte contre la violence basée sur le genre (VBG)



*En Côte d'Ivoire, une personne ayant survécu à des violences sexuelles, doit non seulement faire face aux traumatismes et aux conséquences de l'acte subi, mais doit aussi trouver le courage d'affronter des conséquences sociales déstabilisantes pour elle. Elle peut, en effet, être rejetée ou stigmatisée par sa propre famille, par sa communauté, ou encore être abandonnée par son mari. De plus, la responsabilité du déshonneur associée au viol est plus souvent imputée à la victime qu'au violeur. Une grossesse non désirée issue d'un viol est fréquemment considérée comme une « souillure » pour la descendance. C'est pourquoi l'avortement est souvent la solution requise. Mais le plus souvent, ces interventions se déroulent dans des conditions à haut risque pour la santé de la mère. Lorsque ces grossesses arrivent à terme l'enfant peut être abandonné ou tué à la naissance. Enfin, la honte et la peur des conséquences amènent les survivantes à choisir de ne pas dévoiler leur secret et donc à ne pas rechercher l'aide spécialisée dont elles auraient besoin.*

Le terme « violence basée sur le genre » (VBG) identifie tout acte préjudiciable perpétré contre la volonté d'une personne, en raison de son appartenance de genre. Le « genre » est un concept socialement construit qui définit les différences non biologiques entre hommes et femmes. La violence basée sur le genre est une grave violation des droits humains protégés par la Constitution ivoirienne comme par les conventions et les instruments normatifs internationaux. Il s'agit par conséquent d'actes illégaux et criminels reconnus par la législation nationale ivoirienne. Partout dans le monde, la VBG touche de façon beaucoup plus significative les femmes, les filles et les enfants, même si le phénomène peut aussi être perpétré à l'encontre des hommes ou des garçons.

La nature et l'ampleur de la VBG varient selon les pays. En Côte d'Ivoire, elle se manifeste sous plusieurs formes dont les plus courantes sont

*En Côte d'Ivoire, elle se manifeste sous plusieurs formes dont les plus courantes sont : le viol, l'exploitation sexuelle, les abus et les agressions sexuelles, la violence domestique, la violence physique, le déni des droits, la violence psychologique, la traite, la prostitution forcée, le harcèlement et la discrimination sexuelle*

: le viol, l'exploitation sexuelle, les abus et les agressions sexuelles, la violence domestique, la violence physique, le déni des droits, la violence psychologique, la traite, la prostitution forcée, le harcèlement et la discrimination sexuelle. Elle peut même prendre des formes spécifiques à certaines pratiques culturelles ou traditionnelles néfastes telles que les mutilations génitales féminines, le déni du droit à la femme d'hériter de la terre, le lévirat et le sororat (pratique cou-

tumière dans laquelle une veuve ou un veuf se voit imposer le remariage avec le frère ou la sœur de son défunt mari ou épouse afin de perpétuer la lignée), le mariage forcé ou précoce. Cependant, le viol est considéré comme la forme la plus grave de violence basée sur le genre.

Un viol peut avoir de graves conséquences physiques comme la stérilité, l'incontinence et les infections sexuellement transmissibles (IST) et a par conséquent un impact négatif sur la santé publique. La relation entre ce type de violence et le VIH/SIDA est évidente. Un viol commis est un rapport sexuel sans consentement et pratiquement toujours non protégé, avec un partenaire non habituel. Ce rapport comporte donc un très haut risque de contamination au VIH-SIDA.

Par ailleurs, les victimes endurent des souffrances psychologiques considérables. En effet, il est fré-



Campagne contre l'excision et le mariage forcé initié par le Secrétariat d'Etat à la Solidarité- France - 2009





quent qu'elles ressentent de la honte, qu'elles se sentent humiliées ou coupables, et qu'elles sombrent dans une grave dépression qui peut, parfois, les conduire jusqu'au suicide ! La stigmatisation et le rejet des survivantes, l'effondrement des normes sociétales et culturelles et l'instabilité économique sont autant de conséquences du VBG qui se manifestent au sein de la société. L'ampleur du problème a pendant longtemps été sous-estimée. Les femmes taisent les actes dont elles ont été victimes, premièrement par peur des conséquences sociales, ensuite par manque d'information sur les conséquences médicales et psychologiques ainsi que sur le service de prise en charge disponible, et enfin surtout à cause de la honte. Le silence règne, souverain.

Pendant les périodes de conflits, les femmes et les filles sont particulièrement vulnérables face à la violence basée sur le genre de façon générale et spécifiquement à toutes les formes de violences sexuelles. Dans le conflit ivoirien, la VBG a particulièrement touché l'Ouest et le district d'Abidjan, là où la crise post-électorale a été la plus violente, causant entre autres des déplacements massifs de population. À l'ouverture des lignes de front, on a noté une recrudescence des cas de violences sexuelles commises à l'encontre des femmes et des filles, la plupart du temps par des hommes en armes. Les conséquences de l'utilisation de la violence sexuelle en tant qu'arme de guerre vont bien au-delà des terribles blessures et de l'énorme traumatisme que subissent les victimes directes. Vécus comme une humiliation par les familles et la population, ces actes risquent de déstabiliser en profondeur des sociétés entières,

longtemps après la fin des conflits. Pour toutes ces raisons, il reste difficile d'établir précisément la prévalence de la violence sexuelle. Cependant, il est possible d'en avoir un aperçu grâce aux structures de prise en charge de survivantes de vio-



*Par ailleurs, les victimes endurent des souffrances psychologiques considérables. En effet, il est fréquent qu'elles ressentent de la honte, qu'elles se sentent humiliées ou coupables, et qu'elles sombrent dans une grave dépression qui peut, parfois, les conduire jusqu'au suicide !*

lences sexuelles. Entre le 1er janvier et la fin du mois de mai 2011, 658 survivantes de VBG dont 325 cas de viol, ont eu accès aux services spécialisés de prises en charge médicale et psychosociale offertes par les membres du Sous-

Cluster VBG. Ce forum de coordination humanitaire, activé depuis février 2011, est composé de représentants des spécialistes du secteur (membres du gouvernement, organisations non gouvernementales nationales et internationales, et agences onusiennes), la coordination est assurée par le Fond de Nations Unies pour la Population (UNFPA).

Toutes les initiatives de lutte contre les VBG qui existent en Côte d'Ivoire, traitent le problème d'un point de vue holistique, d'une part en garantissant une prise en charge (médicale, psychosociale, légale et économique) de chaque survivante de violences sexuelles, d'autre part en travaillant à la prévention de la VBG. La porte d'entrée vers les services disponibles pour une survivante de violence sexuelle peut donc varier. Toutefois, la pratique montre qu'elle se trouve principalement dans les services gynécologiques et les centres sociaux. Les spécialistes du secteur travaillent sur la base des quatre grands principes directeurs : la confidentialité, le respect de droits de la survivante, la non discrimination et enfin la sécurité. A ce jour, briser le silence des femmes et des filles ayant survécu à une agression sexuelle reste le premier défi en Côte d'Ivoire dans la lutte contre les violences basées sur le genre. ■

Noemi Dalmonte  
dalmonte@unfpa.org



Photo : [www.afriqueredaction.com](http://www.afriqueredaction.com)





## Violences Basées sur le Genre ( V.B.G )

### Témoignages de victimes.\*



« Pour une personne ayant survécu à une agression sexuelle ; parler publiquement de cette expérience traumatisante n'est pas évident. Le témoignage d'une survivante est la plus forte des dénonciations, une preuve de courage et d'engagement pour lutter contre les violences basées sur le genre. Par cet acte de courage, non seulement, elles font un pas vers une « guérison » potentielle mais elles aident aussi les autres survivantes à briser le silence. »

Noemi DALMONTE, Spécialiste VBG pour UNFPA

Les témoignages qui suivent ont été récoltés par des membres du Sous Cluster Violence Basés sur le Genre, un forum de coordination humanitaire sectoriel sous le lead du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA).

\* Ces témoignages sont retranscrits et publiés avec l'accord des survivantes.

#### Témoignage 1

#### « Morte des suites d'un viol »

La violence sexuelle contre un mineur est un crime très grave. Dans la région Centre de la Côte d'Ivoire, deux fillettes de sept (07) ans ont été enlevées et violées par un inconnu. L'une des deux survivantes de cette atrocité, est décédée à la suite de l'incident. La seconde, très traumatisée, a été internée aux services des soins intensifs de l'Hôpital Général de la ville. Pour les premiers soins médicaux, le programme de lutte contre les Violences basées sur le Genre d'IRC (Croix Rouge In-

ternationale) a apporté un appui financier pour la prise en charge médicale, ainsi que l'assistance psychologique. Cette histoire, nous est racontée par les agents du Comité Internationale de Secours (IRC).

#### Comment se sont déroulés les faits ?

L'auteur a appâté les fillettes alors qu'elles jouaient près de leurs maisons, il a sollicité leur aide pour aller chercher du bois de chauffe dans un champ à proximité. Arrivés dans un endroit désert, il a violemment

assommé une des fillettes qui s'est évanouie. Il a alors violé la seconde qui a perdu la vie au cours de l'incident. Il a ensuite réveillé celle qui avait perdu connaissance, l'a violée et laissée sur place. Paniquée, la fillette a tenté de réveiller son amie qui ne bougeait plus. Elle est alors restée près d'elle pendant plus de 5 heures de temps. Inquiète de ne pas retrouver sa fille, la maman d'une des fillettes alerte le voisinage et commence une battue dans le quartier.



C'est au cours de cette battue qu'elle tombe nez-à-nez avec sa fille qui lui explique que son amie est étendue non loin de là et que cela fait des heures qu'elle ne se réveille pas.

La mère alerte le père et les voisins. Ceux-ci alertent les FRCI et les pompiers. Le père porte plainte contre X. Les enquêtes sont actuellement en cours pour retrouver ce criminel...

A ce jour, la petite commence à reprendre goût à la vie.

### Témoignage 2

“ Ils m'ont ordonné de me déshabiller ”

**L**a victime est une femme d'environ soixante deux (62) ans qui a été assistée en appui psychosociale, elle raconte son histoire:

« Il devait être sept heures lorsque des hommes armés de fusils et de machettes ont cassé la porte de notre maison. Ils ont fait sortir mon mari qui est très âgé. Ils ont exigé que je leur donne de l'argent en échange de la vie de mon mari. Je leur ai dit que

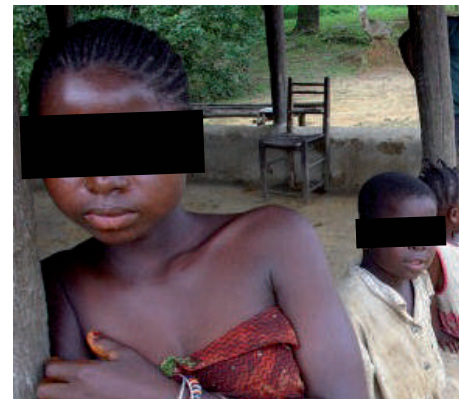
je n'en avais pas. *Sur ces mots, ils ont égorgés mon mari devant moi. Puis, ils m'ont accusé d'avoir caché de l'argent dans mon slip et m'ont ordonné de me déshabiller, je me suis donc déshabillée...* Trois d'entre eux ont mis leurs doigts dans mon sexe à tour de rôle. Par la suite, quatre autres sont venus avec leur fusil et à tour de rôle, ils ont introduit le bout de leur fusil dans mon sexe. Après ces actes, ils m'ont insulté et ont craché sur moi avant de partir ».

### Témoignage 3

“ je les ai vu aller vers mes copines, (...) les violer... ”

Pendant une discussion sur la violence basée sur le genre avec un groupe de femmes et de filles, mené dans un quartier d'Abidjan, et facilitée par deux membres du sous-cluster VBG, une fille mineure a pris la parole :

« Nous étions en train de fêter la fin de la guerre, c'était le jour de la chute de Monsieur le Président Gbagbo (NDRL : 11 avril 2011).



*A un moment donné, des hommes en arme sont entrés dans l'école, instinctivement je me suis cachée rapidement dans un coin où ils ne pouvaient pas me voir, j'avais très peur ... je les ai vu aller vers mes copines, les prendre violemment, déchirer leurs habits, les violer... je ne sais plus comment j'ai fait pour m'échapper mais j'ai réussi à fuir... Je les ai abandonnées, je ne pouvais pas supporter cette vision, et j'avais peur que les hommes m'aient vu. Une de mes copines est morte cette nuit là. Les autres sont toutes parties du quartier, je ne sais même pas si elles sont toujours vivantes, ni comment elles vont, ni si je pourrais les revoir, un jour, dans ma vie.» ■*



L'équipe des Nations Unies en Côte d'Ivoire exécute le geste de protection, les deux bras croisés sur la poitrine, qui symbolise le combat contre les Violences Basées sur le Genre (VBG)





## Les Rotariens vaccinent à Abobo Derrière-Rail



Toute l'équipe s'est attelée à la tâche ce dimanche... à Abobo. (au centre : Mme Richmond)

*La Past-Assistant Gouverneur, Marie-Irène Richmond Ahoua, Présidente de la Commission Nationale PolioPlus Côte d'Ivoire et membre de la Commission Polio-Plus du Rotary International pour l'Afrique a conduit, samedi dernier, une délégation de Rotariens issus de plusieurs clubs d'Abidjan, dans le quartier précaire d'Abobo-Bocobo, dénommé Abobo derrière rail.*

*Objectif : visiter les maisons, les cours communes, identifier les enfants de 0 à 5 ans et les vacciner contre la poliomyélite, avec supplémentation en vitamine A et déparasitant.*

Cette activité des Rotariens s'inscrit dans le cadre de l'organisation des Deuxièmes Journées Nationales de Vaccination contre la polio, initiées par le Ministère de la Santé et de la Lutte contre le Sida, en partenariat avec l'OMS, le Rotary International, les Centres Américains de contrôle et de Prévention des Maladies (CDC), l'Alliance Mondiale pour les Vaccins (GAVI), Helen Keller International et la Croix-Rouge.

« Le combat de notre organisation contre la polio, maladie invalidante qui peut s'avérer parfois mortelle, remonte à 1979 aux Philippines et lorsqu'en 1988, l'Assemblée Mondiale de la Santé a décidé d'éradi-

quer cette maladie le Rotary International a promis réunir les fonds. PolioPlus, notre programme, créé en 1985 est le cadeau du Centenaire de la naissance du Rotary aux enfants du monde entier. Les Rotariens tiennent à concrétiser cette promesse et croyez-moi, nous sommes déterminés à soutenir financièrement les gouvernements à l'effet d'atteindre cet objectif. C'est une aventure passionnante qui a enregistré des progrès remarquables dans le monde depuis lors, malgré les contraintes : de 125 pays endémiques en 1988, on en dénombre que 4 depuis 3 ans (Nigeria, Inde, Pakistan, Afghanistan), 3 continents certifiés libres de polio (Amérique, Pacifique et Europe), 2 milliards d'enfants vaccinés, 350 000 cas en 1988 et à ce jour, au niveau mondial, 195 cas ont été rapportés dans 13 pays la semaine dernière tandis qu'en Afrique de l'Ouest, 17 cas ont été notifiés dans 5 pays dont la Côte d'Ivoire. Nous nous félicitons, en particulier, de ce que le Nigeria et l'Inde aient accompli des avancées notables depuis 2010 »

A la question de savoir pourquoi le choix d'Abobo, Mme Richmond a poursuivi « Notre visite à Abobo n'est pas du tout fortuite, elle est motivée par la situation sanitaire préoccupante qui sévit dans cette commune avec la notification d'un cas de polio certes sur les 11 rap-

portes récemment dans notre pays, mais comme vous le savez le choléra, le bérubéri y ont par ailleurs été identifiés également. Il apparaît des lors urgent de réagir. A ce stade de mon intervention, nous voudrions féliciter le gouvernement ivoirien qui a réagi promptement face à cette flambée épidémique de la polio. Voyez-vous, si nous n'arrivons pas à éradiquer la polio dans les 3 prochaines années, le risque de la voir resurgir est bien réel et cette probabilité n'est pas acceptable pour le Rotary et les partenaires engagés dans cette initiative. Je voudrais, en outre ajouter que lorsque le monde aura été certifié libre de la polio, le monde pourra alors économiser 1,5 milliard de dollars chaque année. Voyez-vous, l'enjeu est hautement important et c'est pourquoi, nous devons saisir cette occasion historique d'en finir définitivement avec la polio. Fort heureusement, les Rotariens et tous les partenaires y croient. Et c'est ce qui explique leur ardeur et leur enthousiasme à traquer et à vaincre définitivement le virus de la polio. Nous y arriverons certainement, avec la grâce de Dieu, et la polio sera la 2e maladie éradiquée après la variole en 1979.

Marie Irène Richmond  
ROTARY



## Lancement de la 4<sup>ème</sup> édition du Festival des Musiques Urbaines d'Anoumabo (FEMUA)

### La Première Dame fait don de 5 millions de Fcfa au Centre de Santé d'Anoumabo



Après un discours chaleureux, Mme Ouattara procède à la coupure de ruban entourée par la ministre de l'Education Nationale, Mme Kandia Camara et du leader du groupe Magic System, A'salfo.

Les populations d'Anoumabo ont été gâtées, le vendredi 24 Juin 2011, lors de la cérémonie de lancement de la 4<sup>ème</sup> édition du Festival des Musiques Urbaines d'Anoumabo. En plus d'avoir réussi le pari de réunir une palette de stars venue des quatre coins du monde, la cérémonie, a bénéficié de l'onction de la Première Dame, Mme Dominique Ouattara. Et comme elle sait si bien le faire, la Présidente Fondatrice de Children Of Africa, marraine de la cérémonie, a fait le déplacement à Anoumabo les mains chargées.

En effet, en marge de l'inauguration de l'école offerte à la communauté par le groupe Magic System, elle a offert un don en matériel médical d'une valeur de 5 millions de Francs CFA à l'hôpital de ce sous-quartier de Marcorry. Ce sont des fauteuils roulants, une dizaine de lit, une dizaine de matelas, des stéthoscopes et bien d'autres matériels qui ont été offerts à la formation sanitaire d'Anoumabo. En outre, Mme Patience Dabany, invitée spéciale du Groupe Magic System, à travers la Fondation Child-

ren Of Africa, a offert la somme de vingt (20) millions de Francs CFA à la population pour contribuer au développement du village. Prenant la parole Dominique Ouattara a salué ce don du groupe. Revenant sur les raisons qui l'ont poussée à accepter le parrainage de cette cérémonie, elle a indiqué : « Lorsque j'ai été sollicitée pour être la marraine de la cérémonie d'inauguration de cette école primaire, (...) j'ai donné mon accord pour deux raisons. D'une part, ouvrir une école, c'est ouvrir de nouvelles portes, de nouvelles pages, écrire de nouvelles lignes, et l'inauguration de cette école traduit bien la marche de notre pays vers l'avenir. D'autre part, soutenir le Festival des Musiques Urbaines, c'est appuyer la ferme volonté du peuple ivoirien de tracer en lettres d'or les sillons de son devenir », a-t-elle soutenu. Poursuivant dans sa lancée,

Dominique Ouattara a invité les artistes, au-delà de toute coloration politique, à œuvrer pour la réconciliation nationale. « (...) Mon souhait est que quel que soit votre bord politique, vous soyez, les artisans de la réconciliation nationale », a plaidé, Mme Ouattara. Maurice Bandama, ministre de la culture a, quant à lui, reconnu que le Femua est désormais devenu un événement majeur, en dépit d'un départ timide. Pour Kandia Camara, ministre de l'éducation nationale, l'exemple des magiciens gaous doit faire école parmi les artistes et autres vedettes ivoiriens. En outre, elle a remercié Mme Ouattara pour ses nombreuses actions en faveur des populations et aux enfants désœuvrés. Gangan Nicodème, chef du village d'Anoumabo, a abondé dans le même sens. La cérémonie a pris fin par la coupure du ruban du joyau architectural offert par les « magiciens ». ■



Mme Ouattara salue la foule venue l'accueillir.

Service de communication  
de la Première Dame





## ... MISSION D'AMOUR



Madame Koné Lagnon Fidèle, Présidente-fondatrice de « Mission d'Amour »

« Mission d'Amour » est une ONG qui s'est assignée pour mission de recueillir les nourrissons dont les mères décèdent en couche. Créée par Madame Koné Lagnon Fidèle, en 2006, c'est à cœur ouvert que la fondatrice et présidente de cette ONG, a expliqué le mardi 19 juillet au siège de sa structure sis à Marcory, les raisons qui l'ont convertie à l'humanitaire et ont fait d'elle la mère de ceux qui n'avaient plus de maman. Cette ONG est aussi notre coup de cœur de ce numéro du magazine HUMANITERRE.

*" De les savoir en bonne santé, les entendre m'appeler "maman", qu'ils me donnent de l'affection... c'est cela ma motivation ! "*

C'est lors de son troisième accouchement que le déclic s'est produit. C'était une grossesse difficile et pour délivrer le bébé, il lui fallait subir une césarienne. Ce jour-là, en proie aux douleurs de l'enfantement et à l'angoisse terrible de cette opération : « Une de mes voisines de chambre m'a rassurée en me disant que tout irait bien. Cela m'a beaucoup réconfortée. Puis à mon réveil, j'ai appris que cette femme était décédée en couche, laissant derrière elle, une adorable fillette dont les parents ne voulaient pas. J'ai tout de suite eu envie d'adopter cette enfant ». Puis, l'idée lui est venue que pour cette enfant qu'elle avait prise, il y en avait sans doute beaucoup d'autres encore dans la même situation. Cela a été le début de la création de « Mission d'Amour » ! Une ONG au service des enfants orphelins de mère et dont la famille ne peut ou ne veut pas s'occuper. Mme Koné Lagnon a aussi secouru à plusieurs reprises des bébés qui risquaient la mort en vertu de lois barbares héritées de traditions innommables et qui entraînent parfois la mise à mort de bébés. Mission d'Amour intervient aussi dans la prévention, en sensibilisant les femmes enceintes sur les risques encourus lorsque le suivi médical est négligé durant la grossesse. Depuis six ans, Mme Koné Lagnon a aban-



donné son métier de courtier en assurance pour mieux prendre soin de "ses bébés". Pour être plus efficace, elle s'est entourée de diverses compétences : pédiatres, assistants sociaux, volontaires du corps médical suivent la santé et le bien-être de ces poupons. Comme, elle le dit avec un grand sourire, elle est disponible 24H/24 pour la cause et le bien-être des tout-petits. Une disponibilité qui lui vaut la confiance des centres de santé, surtout, les Centres hospitaliers universitaires (CHU), des familles, des membres d'ONG... qui n'hésitent pas à la contacter pour recueillir des enfants orphelins de mères abandonnés. Pour recueillir un bébé orphelin, Mme Koné essaie le plus souvent d'obtenir l'accord du père ou d'un parent proche. L'accueil peut être provisoire pour une période qui varie entre deux et cinq

ans. « Le certificat de décès de la mère, la pièce d'identité du père, une décharge manuscrite, suffisent pour entamer les procédures administratives », souligne Mme Lagnon. Sur 315 enfants sauvés depuis la création de Mission d'Amour, 215 sont encore actuellement sous sa garde. Les autres sont rentrés dans leurs familles respectives. Parfois, les familles qui en expriment le besoin, sont matériellement assistées quand c'est possible. Les enfants en âge d'être scolarisés vont à l'école : certains à la maternelle, les autres à l'école primaire, grâce aux cotisations et dons de personnes de bonne volonté.

**Ce nouveau-né orphelin de mère incarnait pour eux le malheur... Alertée par une bonne volonté, Mme Lagnon l'a sauvé de justesse, après une très houleuse dispute avec ses grands-parents!**

### Mission d'Amour au quotidien

La journée débute entre 5h et 5h30 et s'achève vers 19h, avec le dîner et la séance cinéma bien souvent avec le dessin animé préféré des petits : « Kirikou ». Enfin, tout le monde fait dodo, chacun à son rythme. « Nous attendons qu'ils dorment tous avant de faire pareil nous-mêmes ». Nous entretenons des rapports d'entraide et de solidarité avec d'autres ONGs et notamment avec "les Sœurs de la Charité", une ONG qui nous envoie parfois des enfants. Par ailleurs, Mission d'Amour partage parfois les dons qu'elle reçoit, lorsqu'elle peut se le permettre, ce fut le cas avec la pouponnière de Bouaké en 2007.

### Les enfants face à la guerre...

Mme Koné a évoqué le traumatisme que les bruits des tirs ont provoqué chez ses gamins pendant la dernière crise postélectorale que la Côte d'Ivoire a traversée : « Le drame, c'est qu'aujourd'hui encore, les enfants reproduisent le bruit des tirs d'armes et les mots entendus çà et là, pendant cette période. Il va falloir les rééduquer dans le bon sens ». En dépit des difficultés, Mme Koné Lagnon garde le moral et reste enthousiaste : « De les savoir en bonne santé, les entendre m'appeler "Maman", qu'ils me donnent toute leur affection, c'est cela ma motivation ! ». L'émotion la gagne pourtant, lorsqu'elle évoque ces bébés rescapés. Le destin d'un orphelin en particulier continue de l'émouvoir. Décédée en couche, la mère de l'enfant

était accusée par sa famille de ne pas avoir respecté certains rites. Les grands-parents de l'orphelin, projetaient d'assassiner l'enfant en lui faisant boire une décoction mortelle, afin d'apaiser selon eux, le courroux des génies offensés... Ce nouveau-né orphelin incarnait pour eux le malheur... Alertée par une bonne volonté, Mme Lagnon l'a sauvé de justesse, après une très houleuse dispute avec ses grands-parents. Elle l'a appelé "Christ". « Aujourd'hui, cet enfant est plein de vie. Il a l'esprit vif et attentionné. Il est même le 3e de sa classe de CPI ».



La bonne volonté et la détermination de cette « protectrice des orphelins » ne suffisent pas. Il lui faut aussi plus de ressources financières, pour gérer sa structure et son personnel composé de cinq nounous (30000f/mois, chacune) ; le loyer ; les factures ; etc. ainsi que des vivres et non vivres nécessaires au bien-être des enfants.

Aujourd'hui, même si elle a pu sauver beaucoup d'enfants, la fondatrice de Mission d'Amour estime qu'elle peut en faire davantage. Elle essaie aussi d'implanter « Mission d'Amour » dans les localités les plus reculées. Selon elle, les femmes en milieu rural ont tendance à ne pas suivre régulièrement leur grossesse, ce qui augmente la mortalité infantile... C'est dans ces zones aussi, déplore-t-elle « que des pratiques coutumières néfastes sévissent le plus, silencieusement... ». Mme Koné Lagnon a fait beaucoup déjà avec très peu de moyens, et elle a des projets qui vont sauver beaucoup de vies si seulement, on lui donne les moyens non seulement de consolider sa structure d'accueil sur Abidjan mais aussi les moyens d'installer des bureaux là où les parturientes et les bébés orphelins, si vulnérables ont besoin d'aide et d'une nouvelle maman pour veiller sur eux. ■

Roméo N'Guessan

Pour vos dons:  
Mme Koné Fidèle : 08 41 03 76





PUBLI-REPORTAGE... MISSION D'AMOUR

19 Juillet 2011 à Marcory ( Abidjan)



5h30 - C'est l'heure du réveil... et dans la nursery, les jumeaux dorment encore à poings fermés.



...Tandis que peu à peu, les autres enfants se réveillent, chacun à son rythme.



Après la toilette, Mme Koné Lagnon donne le petit déjeuner à l'un des tout-petits.



Lutte contre la polio - Le Ministère de la santé dépêche des agents pour vacciner les enfants.



Maman encourage les plus réticents...



Après l'effort, place au divertissement. Les enfants se ruent allègrement dans la salle de jeux.



12h - Le repas est servi en toute convivialité...



...Et, les enfants ne boudent pas leur plaisir!



14h - Séance « câlins » avant la sieste...



...Tout le monde y a droit, sinon... pas de sieste du tout !





# Les sacrifices d'albinos en Afrique



Le cauchemar d'être née albinos



Amputée d'une jambe par des criminels, Bibiyana, 10 ans, apprend à marcher sur un pied, avec l'aide d'Alfred KAPOLE, dans un hôpital de Geita, Tanzanie.

Quand, il marche dans la rue, Alfred Kapole, sait que ses jambes, ses bras, sa peau, sa langue et ses cheveux valent des milliers de dollars. En Tanzanie, les organes des albinos, recherchés pour leurs pouvoirs soi-disant magiques, se vendent à prix d'or. Alors, il se cache : « Un jour, on allait à l'hôpital avec le secrétaire et le trésorier de l'association des albinos quand des ouvriers ont commencé à crier : "Tiens, voilà une bonne occasion de se faire du fric" », raconte Alfred KAPOLE, Président de l'Association des Albinos de la région de Mwanza (Nord -Tanzanie). Les ouvriers furent arrêtés puis relâchés : « Il y a trop d'impunité, c'est pourquoi nous vivons dans la peur », poursuit-il, caché derrière ses lunettes et son chapeau de feutre noir. Comme beaucoup dans son cas en Afrique de l'Est, Alfred a dû quitter son emploi de peur d'être kidnappé, tué et démembré, comme les 43 albinos assassinés l'année dernière dans ce pays - sans compter les nourrissons tués par leurs propres parents ! Selon la population, des sorciers utilisent les organes et les os des albinos dans des décoctions «porte-bonheur». En février 2008, Mariam Emmanuelle, cinq ans, fut ainsi massacrée dans sa chambre : « En pleine nuit, trois hommes sont arrivés avec des torches. Ils l'ont empoignée et l'un d'entre eux a sorti un grand couteau. Un homme l'a égorgée tandis qu'un autre la maintenait. Elle se débattait. Ils ont recueilli son sang dans un pot, l'ont bu, puis ont coupé ses deux jambes au niveau du genou et ont coupé sa langue. Ils ont mis tout ça dans un sac et sont partis », raconte sa sœur Mindi, 12 ans, terrorisée, alors cachée sous ses draps. Selon l'ONG canadienne Under the Same Sun (Sous le même soleil), la Tanzanie compte au moins 170.000 albinos sur une population de 38 millions d'habitants. L'albinisme est une absence totale de pigmentation dans la peau, le système pileux et l'iris des yeux due à des facteurs génétiques. Outre, les problèmes de vue et les risques de cancers de la peau directement liés à cette condition, les albinos sont victimes de discriminations dans de nombreuses régions

d'Afrique, notamment au Burundi où des meurtres rituels ont aussi été enregistrés. Le gouvernement tanzanien pour tenter de lutter contre ce fléau a décidé de révoquer les licences des guérisseurs traditionnels qui seraient responsables des sacrifices nécessaires à certains rites. Mizengo Pinda, le Premier ministre tanzanien a annoncé qu'il allait révoquer leurs licences à cause de leur responsabilité dans les sacrifices d'albinos. Une initiative lourdement critiquée par l'Association des tradipraticiens tanzaniens. Bien d'autres pays d'Afrique sont touchés par ce fléau. Ils sont nombreux en Afrique à être atteints de cette maladie, l'albinisme. Malgré des campagnes de sensibilisation, les sacrifices humains ont toujours cours sur le continent. Ainsi, il n'est pas rare de voir dans les journaux africains, à la rubrique des faits divers, le meurtre d'un albinos. En novembre 2008, une fillette de 6 ans a été retrouvée morte, elle était albinos. Tuée d'une balle dans la tête, avant d'être décapitée, mutilée des bras et des jambes par des trafiquants présumés d'organes humains, a-t-on appris de source proche de la famille de la victime à Ruyigi, une province de l'est du Burundi. Entre 2007 et 2009, au moins 10 000 personnes atteintes d'albinisme en Tanzanie, au Kenya et au Burundi ont décidé de quitter leur village par crainte de persécution pour aller vivre dans des zones urbaines où ils se sentent plus en sécurité, selon des militants qui défendent les droits des albinos : « Les albinos sont de plus en plus nombreux à aller vivre dans les grandes villes et à fuir leur village », a dit Ernest Kimaya, président de la Société des albinos de Tanzanie. Le gouvernement tanzanien a, cependant, fait beaucoup d'efforts pour s'assurer que les meurtres d'albinos cessent en renforçant leur protection dans les villages. Le 10 février 2011 à Nairobi, lors d'une conférence destinée à sensibiliser les gens sur la question de l'albinisme M. Kimaya de l'Albinism Foundation of East Africa (AFEA), basée à Nairobi, a pris la parole et dit que la Société avait jusqu'à présent recensé 7124 albinos. On

Les albinos sont pourchassés et sacrifiés en Afrique, car on leur voue un "culte" qui nécessite leur sacrifice à cause de croyances et de rites pour ceux qui pensent qu'ils en ont besoin pour devenir riches ou pour acquérir et /ou conserver le pouvoir. En Tanzanie, les albinos (enfants comme adultes), sont pourchassés enlevés, et atrocement mutilés et massacrés comme l'on pourchasse les éléphants ou les rhinocéros pour leur ivoire précieuse.

estime que les chiffres réels sont plus élevés. C'est en Tanzanie où un « ensemble complet » incluant les membres, les oreilles, la langue, le nez et les parties génitales d'un albinos se vendent à des milliers de dollars - qu'ont été rapportés la plupart des meurtres. Les participants à la conférence ont également appris que la persécution des albinos était chose courante au Kenya. En août, un homme a été arrêté pour avoir tenté de vendre un albinos kényan, il a été condamné à une peine de 17 ans de prison.

## DES MILLIERS À SE CACHER

Entre 2007 et 2009, au moins 10 000 personnes atteintes d'albinisme en Tanzanie, au Kenya et au Burundi ont abandonné leur village et décidé de se cacher, selon la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR). Les participants à la conférence de Nairobi ont abordé la question des droits des albinos en termes de sécurité, de santé et d'éducation - deux autres raisons qui expliquent leur préférence pour la ville. Le ministre kényan de la Planification a promis l'an dernier d'effectuer un recensement ; on promet également de leur fournir de la crème solaire ; et les personnes atteintes d'albinisme ont été incluses dans certains programmes ciblant les personnes avec des handicaps comme le fonds pour les personnes avec des handicaps. Selon l'ONG canadienne Under the Same Sun (USS) qui fait campagne pour les droits et la protection des personnes atteintes d'albinisme, 59 albinos ont été tués en Tanzanie depuis 2007, et neuf ont été mutilés lors de brutales attaques à la machette. Au Kenya, au moins sept meurtres ont été rapportés, et le plus récent a été commis le 24 décembre 2010. D'autres décès ont été rapportés au Burundi, en République démocratique du Congo, en Guinée, au Swaziland et en Afrique du Sud. Toutefois, selon USS de nombreux meurtres et attaques d'albinos ne sont pas documentés ou rapportés en Afrique. ■

Sources : [www.agoravox.fr](http://www.agoravox.fr)  
[www.afrik.com](http://www.afrik.com)

Publié le 16 février 2011 par IRIN



## AUTONOMISATION ET COHÉSION SOCIALE EN CÔTE D'IVOIRE

### Le PNUD aide 256 jeunes à relever la tête.



Les femmes préparent le poisson pour le fumage au feu de bois...



À Port-Bouët, un quartier d'Abidjan situé en bord de mer, 256 jeunes travaillant dans la pêche ont accru leurs revenus grâce à un projet du PNUD qui a permis de maintenir la cohésion sociale pendant la crise électorale ivoirienne de novembre 2010.

Membres de l'ONG France Ivoire Sang Pour Sang (FISS), le projet a équipé ces jeunes en bateaux à moteur leur permettant de transporter le poisson. Financé par la Norvège, l'Espagne et le PNUD, le projet les a également formés dans la production, la transformation et la commercialisation des produits de pêche. Il s'agit de plusieurs variétés de poissons commercialisés sur le marché local. Ces poissons sont vendus en l'état ou fumés avant de l'être. La production hebdomadaire est de trois (3) tonnes.

Le projet vise non seulement à les réintroduire sur le marché du travail mais à favoriser la cohésion sociale dans un quartier multiethnique. Ainsi, les jeunes ont été sensibilisés sur la cohésion sociale, le VIH/Sida, le genre, et la gestion responsable de l'espace fluvial et de l'environnement.

Port-Bouët, qui compte 280 000 habitants, est en effet peuplée d'autochtones, les Alladjan, mais compte aussi 20 000 pêcheurs saisonniers dont la plupart sont des étrangers.

Pendant la crise post-électorale de novembre 2010 qui a affecté le pays, les jeunes se sont serrés les coudes, protégeant leurs pirogues et ordinateurs des pilleurs.

Pendant quatre mois, ils n'ont pu aller en mer, mais ont établi entre eux un système d'alerte.

#### LUTTE CONTRE LA PAUVRE-TÉ DES FEMMES

Les femmes bénéficiaires du projet gagnent entre 75 000 et 125 000 francs CFA par mois et leurs conditions de travail se sont améliorées : « Les enfants allaient à l'école, mais ils devaient aussi pêcher. A présent, grâce au projet et aux revenus que nous en tirons, ils vont seulement à l'école », raconte Amamou Sandrine, porte-parole des femmes chargées de fumer le poisson : « J'ai une fille, et je sais qu'elle pourra choisir ce qu'elle voudra faire dans la vie, sans être obligée de devenir fumeuse comme moi », ajoute-t-elle. L'ONG a par

*Les enfants allaient à l'école, mais ils devaient aussi pêcher. A présent, grâce au projet et aux revenus que nous en tirons, ils vont seulement à l'école.*

ailleurs favorisé la mise en réseau de plusieurs autres associations, dont les « Femmes battantes de Gonzagueville » qui élèvent des poules en utilisant les déchets des produits de pêche des jeunes de « FISS ».

La maire de la commune,

Mme Hortense Aka-Anghui, leur a fourni un terrain de presque 3000 m<sup>2</sup>. Cet espace servira d'embarcadère pour les pirogues et bateaux du projet. Pour le Conseiller Municipal, Djaha Kouadio, point focal des projets PNUD à Port-Bouët et chargé du suivi opérationnel des jeunes de l'ONG FISS, « le projet est une véritable opportunité pour ces jeunes ».

Ces jeunes, dont une dizaine ont des diplômes universitaires, contribuent aujourd'hui à l'élaboration par la mairie de Port-Bouët d'une stratégie de développement de la pêche artisanale sur le littoral ivoirien, qui comprend un nombre d'actions civiques telles



La pointe des fumés de Vridi 3

que l'assainissement de la bordure maritime et la sécurisation des plages de Port-Bouët.

Reportage équipe PNUD :  
Maïmouna Mills  
Mona Kamagaté  
Jean Claude Kouassi





Josna Choumali



www.yoloe.ci

Depuis 2000, Yoloe se veut une marque d'accessoires ethniques et chics pour homme, femme, enfant. Persuadé que la mode peut être un facteur de développement pour l'Afrique, Yoloe s'engage de plus en plus à contribuer à l'esprit d'entrepreneuriat pour la jeunesse, aider les femmes à être autonomes financièrement et créer des emplois.

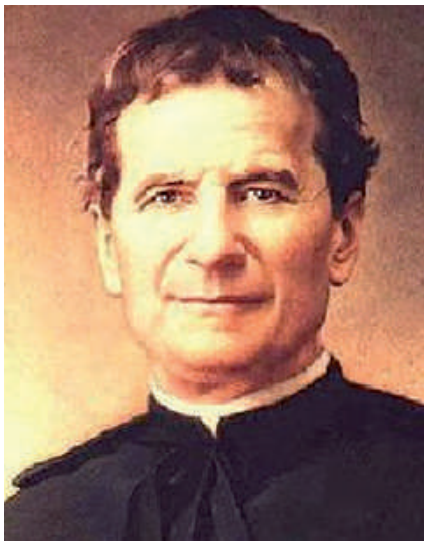
08 Bp 2139 Abidjan 08 - Mobile : 00 225 07 04 84 69 - 07 70 82 22

Email: [yoloe\\_ci@yahoo.fr](mailto:yoloe_ci@yahoo.fr)



## SAINT JEAN BOSCO :

« Educateur modèle, modèle des éducateurs ! » Jean Paul II



**S**aint Jean Bosco est né le 16 août 1815 à Turin dans un petit village du Piémont en Italie. Ses parents sont de pauvres paysans, il a deux ans, quand son père meurt. Sa mère devient veuve avec trois enfants qu'elle élève avec tendresse et énergie. Dès son plus jeune âge, son intelligence exceptionnelle lui donne une grande influence sur les enfants de son âge, qu'il entraîne avec lui vers les divertissements et la prière.

Jean Bosco n'a fait des études qu'avec l'aide de bienfaiteurs, ou avec l'argent qu'il gagne en travaillant. Ordonné prêtre en juin 1841, il assiste à la révolution industrielle qui provoque une immigration massive de jeunes venant des campagnes.

La situation de détresse de la jeunesse abandonnée des quartiers pauvres émeut le jeune prêtre qui choisit de leur venir en aide. Le prêtre décide de réunir, tous les dimanches, quelques jeunes qu'il instruit, moralise, fait prier,

tout en leur procurant des distractions. Mais cette œuvre ne suffit pas. Sans autre ressource que son ardente charité, il ouvre à ses frais, à Turin, l'Oratoire Saint-François-de-Sales, une sorte de foyer dont les activités vont sans cesse s'élargir : (cours du soir, un foyer d'apprentis, une école secondaire, des camps de vacances, cours professionnels, organisation des loisirs,...) Selon lui, il faut que le pédagogue soit ferme avec l'enfant, mais agisse en même temps avec une bienveillance ferme et confiante qui attend de chacun le meilleur ("amorevolezza" en italien). Il figure parmi les pédagogues du XIXe siècle.

**Il a été le premier à concevoir des contrats de travail à l'intention des jeunes dont il s'occupait. Il développe l'idée, alors assez neuve, que l'éducation intellectuelle et professionnelle permet de prévenir la délinquance.**

## LES SALÉSIENS ET SALÉSIENNES

Pour faire face au développement de cette action, il s'entoure de prêtres éducateurs, compétents et dévoués provenant de toutes les couches de la société, avec lesquels il fonde le 26 janvier 1854, la Société de saint François de Sales (dont les membres sont couramment appelés « salésiens »), chargée de l'éducation des enfants pauvres. Elle sera approuvée en 1869 par Pie IX. En 1872, avec Marie-Dominique Mazzarello, Jean Bosco fonde l'Institut des filles de

Marie-Auxiliatrice (ou salésiennes).

On lui a attribué des miracles : le don de lire dans les cœurs et de prédire l'avenir. Ce qui expliquerait, en partie, sa popularité immense en Europe. Épuisé, et en butte à l'hostilité de son évêque qui ne le comprend pas, mais entouré de ses disciples, le père Jean Bosco meurt le 31 janvier 1888 à 72 ans.

## AUJOURD'HUI...

Salésiens & Salésiennes de Don Bosco se consacrent à temps plein au service des jeunes, spécialement de ceux qui souffrent au plan matériel, social, culturel et affectif. Ils sont plus de 30 000 répartis dans 89 nations.

Ils partagent avec les laïcs, la Mission éducative, selon une façon singulière de vivre et de travailler, un mélange original de vie et d'action que nous appelons L'ESPRIT SALESIEN dont les caractéristiques pourraient être : l'attention spéciale au bien des jeunes, la bonté affectueuse, la joie, l'amitié, le sens de la fête, le travail assidu dans la créativité et la souplesse, l'acceptation joyeuse du quotidien...

A Rome, la Basilique San Giovanni Bosco fut construite dans les années 1950 en son hommage, et le quartier Don Bosco qui l'entoure est renommé en son honneur. Des écoles secondaires portent son nom en Europe et en Afrique, notamment au Maroc, dans la ville de Kenitra. En Amérique du Sud, plusieurs Fondations portent son nom. Don Bosco est l'un des parrains de Brasilia, la capitale du Brésil, en raison d'une « prophétie » effectuée suite à l'un de ses rêves dans lequel il vit la création d'une cité prospère située au bord d'un lac entre le 15 et le 20 parallèle de l'hémisphère sud.

## L'Education selon saint Jean Bosco

« Que de te faire craindre, Fais-toi aimer », conseillait-il à un des prêtres de l'Oratoire, Michel Rua, son successeur, plus austère et plus distant que lui...

La parole joue en grand rôle dans l'éducation de Don Bosco, qu'elle soit collective ou personnelle. Don Bosco s'adressait souvent aux jeunes, sous forme de sermons, avis, causeries. Il aimait à

expliquer aux enfants les règles de vie plutôt que de les imposer.

Il faut parvenir à toucher et à ouvrir le cœur de celui que l'on veut éduquer. Pour cela, il faut gagner sa confiance et lui faire confiance.

Cette amitié affectueuse est la clé de l'éducation pour Don Bosco. « S'il ne m'aime pas, je ne pourrai rien faire de

lui, ni pour lui. ». Don Bosco ne se sert pas de la référence à Dieu pour asseoir sa propre emprise, reprenant à son compte la parole de Jean-Baptiste: « il faut que Lui grandisse et que moi, je diminue » C'est cette âme sublime et ce génie que Jean Paul II a salué en proclamant Don Bosco « éducateur modèle, modèle des éducateurs. »

## Projet Éducatif et Pastoral

## ENSEIGNER.

- ◆ Développer la pédagogie de la Réussite.
- ◆ Favoriser l'ouverture Culturelle et Sociale.
- ◆ Insérer le jeune dans le monde professionnel.

## ACCOMPAGNER.

- ◆ Reconnaître le jeune en tant que personne.
- ◆ Être présent au milieu des jeunes.
- ◆ Orienter - aider au projet personnel.

## RESPONSABILISER.

- ◆ Offrir un espace de liberté qui prépare à l'autonomie.
- ◆ Éveiller l'intelligence et le cœur au mystère de la personne humaine.





COMMUNIQUE DE PRESSE - UNICEF : Octobre 2011

## Le manque de moyens financiers est toujours un frein à la scolarisation des enfants.



École primaire publique (EPP) de Boleu, Mai 2011



**A**bidjan, le 24 octobre 2011 - Alors que 2,5 millions d'élèves du primaire reprennent officiellement le chemin de l'école ce 24 octobre, l'UNICEF demeure préoccupé par l'impact durable de la crise postélectorale sur l'éducation primaire en Côte d'Ivoire. Selon une enquête menée début octobre par l'UNICEF et ses partenaires, plus de la moitié des parents ne sont toujours sûrs d'être en mesure de scolariser leurs enfants cette année.

« La scolarisation des enfants n'était déjà pas facile pour les familles pauvres avant la crise on peut imaginer que la détérioration des conditions de vie au cours des derniers mois rendra encore plus difficile le retour à l'école pour les enfants et notamment ceux des ménages les plus pauvres » a expliqué Hervé Ludovic de Lys, Représentant de l'UNICEF en Côte d'Ivoire. « L'engagement fort du gouvernement d'assurer la gratuité de l'école est certes un geste dans la bonne direction, mais il faut aussi s'assurer que les charges familiales de scolarisation ne soient pas alourdies par des frais connexes tels que les fournitures scolaires, les repas scolaires et les uniformes qui pourraient constituer des barrières à l'entrée et/ou au maintien des enfants à l'école. »

Selon l'enquête menée, le manque de moyens financiers des familles est l'obstacle majeur qui empêche la scolarisation des enfants et en particulier les filles qui sont les premières à être affectées lorsque des choix financiers doivent être faits par les chefs de famille. La capacité des

familles à prendre en charge l'éducation de leurs enfants a été notamment affectée par l'affaiblissement des moyens de subsistance dans certaines régions, les pertes en vies humaines au sein de certaines familles directement touchées par les violences, ou simplement l'appauvrissement général des communautés après 10 années de tension socio-politiques.

La crise postélectorale a aussi profondément affecté le système éducatif ivoirien et plus d'un million d'enfants inscrits ont connu une scolarité interrompue durant l'année scolaire 2010-2011. Les écoles ont été fermées pendant plusieurs mois sur l'ensemble du territoire, de nombreux cas d'attaques (destructions, pillages, occupation par des forces et groupes armés, etc.) ont été enregistrés, certains enseignants et élèves ont fui leur région d'origine pour chercher refuge ailleurs en Côte d'Ivoire ou dans les pays voisins, etc. Bien que la situation politique et sécuritaire se soit normalisée sur la majeure partie du territoire, de nombreux défis restent à surmonter pour permettre à tous les enfants d'aller à l'école.

L'UNICEF a lancé avec le Ministère de l'Éducation Nationale une campagne pour le retour et le maintien des enfants à l'école cette année qui vise près d'un million d'élèves. Près d'un demi-million de sacs scolaires sont en cours de distribution, des enseignants sont formés en soutien psychosocial et des travaux de réhabilitation rapide sont menés sur les écoles les plus endommagées. L'UNICEF encourage aussi les autres partenaires

à œuvrer pour assurer l'accès de tous les enfants, filles et garçons, à une éducation de qualité. Des activités comme les cantines scolaires ou des campagnes d'information dans les médias locaux ont démontré qu'elles pouvaient favoriser la scolarisation des enfants de façon significative.

Pour de plus amples informations :  
Louis Vigneault-Dubois,  
Responsable de la Communication,  
UNICEF Côte d'Ivoire  
lvigneault@unicef.org

Crédits Photos :  
UNICEF Côte d'Ivoire / 2011 / Asselin

### À PROPOS DE L'UNICEF

Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) est à pied d'œuvre dans plus de 150 pays et territoires du monde entier pour aider les enfants à survivre et à s'épanouir, de leur plus jeune âge jusqu'à la fin de l'adolescence. Premier fournisseur mondial de vaccins aux pays en développement, l'UNICEF soutient la santé et la nutrition des enfants, l'accès à de l'eau potable et à des moyens d'assainissement, une éducation de base de qualité pour tous les garçons et toutes les filles et la protection des enfants contre la violence, l'exploitation sous toutes ses formes et le SIDA. L'UNICEF est entièrement financé par des contributions volontaires de particuliers, d'entreprises, de fondations et de gouvernements.

[www.unicef.org](http://www.unicef.org)



### UNE FEMME ABANDONNE SON FILS DE 2 ANS DANS UN VÉHICULE DE TRANSPORT

**L**e 13 septembre 2011, dans le car qui la transportait de Aboisso à Abidjan, une passagère enceinte prie Mlle K.D. de veiller sur son fils (voir photo) lors d'un arrêt à Moosou, pendant qu'elle des-

ceindrait lui acheter de la nourriture, (commune de Grand-Bassam). Cette femme n'est plus remontée dans le véhicule, abandonnant ainsi son enfant à Mademoiselle K.D. Recueilli d'abord par le centre social de Grand-Bas-

sam, l'enfant a été remis à la pouponnière Marie-Thérèse Houphouët-Boigny d'Adjamé, le 15 septembre dernier. Il a été nommé pour le moment Anselme Néhémi.



### UN ENFANT DE 11 ANS FAIT UNE FUGUE

**R**etrouvé dans la rue par des bonnes volontés, Jean-Marc, âgé d'environ 11 ans habiterait à Yopougon-Maroc, ses parents se nommeraient Freddy TAGRO et Awa. Jean-Marc a intégré la pouponnière Marie-Thérèse Houphouët-Boigny.

*Prière à toute personne qui reconnaîtrait ses enfants de contacter:*

**Sœur Madeleine LOBOUET**  
au 22 37 00 62 / 06 49 08 46  
ou e-mail : lobouet@yahoo.fr



### LE VÉHICULE DE LA POUPONNIERE A ÉTÉ DEROBÉ

#### UNE FOIS N'EST PAS COUTUME

**N**ous avons décidé de passer une annonce pour le vol du véhicule de service de la pouponnière Marie-Thérèse Houphouët-Boigny durant la crise postélectorale. Ce véhicule blanc de type fourgonnette et de marque HYUNDAI HE, Immatriculée 5334Ex 01, deux portes coulissantes, 6 places avec coffre prévu pour charger berceau. avait été offert par la SGBCI en décembre 2008.

**Pour tous renseignements : 22 37 00 62**



### RETROUVÉE À L'OUEST

**J**uliana, c'est le nom que Caritas Man a donné à une fillette, retrouvée entre le village de Péhé dans le département de Toulépleu et Zouan-hou-nien. Juliana qui a été ramenée au plus fort de la

crise postélectorale par les soldats des Forces Républicaines et confiée au Comité International de la Croix Rouge. Elle est depuis hébergée au centre de transit et d'accueil Sainte Philomène de CARITAS à Man.

Elle pourrait être de 2 ou 3 ans. Notons qu'au moment où la petite Juliana a été retrouvée, elle ne parlait aucune Langue. Aujourd'hui, elle s'exprime en français. Pour toute information, prière de contacter

**Madame Kapé Irène de la Caritas : 01 35 75 43  
07 97 93 40  
33 79 25 92**

**NB : Notre rubrique Avis de disparition est ouverte GRATUITEMENT aux parents et aux ONG's pour signaler la disparition d'un enfant (0 à 18 ans) où pour rechercher les parents d'un enfant égaré.**

Nous diffusons aussi ces annonces sur notre site internet : [www.humaniterre.net](http://www.humaniterre.net) et sur notre page facebook HUMANITERRE.

Contactez-nous au : 00 225 22 47 33 25 ou 07 44 56 92 - 01 94 42 94

e-mail: [humaniterre@ymail.com](mailto:humaniterre@ymail.com) - [actisco@gmail.com](mailto:actisco@gmail.com)





# DÉVELOPPEMENT DURABLE



Crédits photo : Corbis

**« Le développement durable est un mode de développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. »**

Deux concepts sont inhérents à cette notion :

- le concept de « besoins », et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité.
- l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir.

Rapport BRUNDTLAND (Avril 1987)

Dr. Gro Harlem Brundtland

**HUMANITERRE**<sup>®</sup>  
Le Magazine de l'Humanitaire et du Développement Durable

*" Redonnons à la vie, sa valeur ! " <sup>©</sup>*





Prélude

Marwane Ben Yahmed

## Une responsabilité et une opportunité

**C**APE TOWN, Afrique du Sud, début mai. Le World Economic Forum organise une grande conférence sur l'avenir de l'Afrique réunissant chefs d'État, experts, opérateurs économiques et responsables politiques. Gouvernance et démocratie, compétitivité, relations avec les pays riches: la liste des thèmes abordés est longue. Ali Bongo Ondimba, lui, a fait le choix de participer à un débat sur... la croissance verte, aux côtés du président mozambicain Armando Guebuza, d'un homme d'affaires indien et d'un Américain à la tête d'une grosse entreprise d'agroalimentaire. Au cœur du débat: comment passer de la parole aux actes et mettre en pratique les aspirations au développement durable et à la protection de l'environnement dans des régions où les priorités peuvent sembler se trouver ailleurs. Vaste défi...

**L'économie verte, aujourd'hui sur toutes les lèvres, ressemble parfois à une lubie de dirigeants soucieux de renouveler leur offre électorale et d'apparaître comme des hommes politiques modernes, en phase avec leur temps. C'est pourtant, à n'en pas douter, après les révolutions agricole et industrielle, la prochaine mutation économique d'envergure. À vrai dire, cette révolution est déjà en marche, dans tous les secteurs. Énergie, agriculture, construction, exploitation forestière, transport, distribution, automobile... Les voyants sont au vert, partout dans le monde. L'Afrique, elle, reste pour l'instant à la traîne. Le continent, dont on peut penser qu'il a mille autres chats à fouetter, doit-il donner la priorité à cette nouvelle marotte internationale? Oui, pour de**

multiples raisons. La première est qu'il est désormais impossible, pour ne pas dire suicidaire, en Afrique comme ailleurs, de déconnecter développement et environnement, donc ressources. L'exploitation rationnelle de ces dernières constitue un enjeu capital. Ensuite, parce que la protection de l'environnement, et donc de la planète, est un devoir et un combat global, qui doit être partagé, pour ne pas être vain, par toutes les nations qui la composent. Enfin, parce que le continent subit d'ores et déjà les conséquences du réchauffement climatique (désertification, érosion des côtes, etc.) et demeure extrêmement fragile face aux catastrophes auxquelles il peut être exposé. Mieux vaut prévenir que guérir...

**Au-delà du phénomène de mode qu'elle représente et des discours hypocrites tenus au Nord pour se donner bonne conscience tout en demandant au Sud de faire des sacrifices auxquels lui-même ne consent pas, l'économie verte**

**Le continent doit-il donner la priorité au développement durable, cette marotte internationale? Oui.**

est aussi une aubaine pour l'Afrique. Son potentiel en la matière est immense. Et là, nous quittons les rivages incertains et lointains du futur, guère motivants pour des populations en proie à mille difficultés quotidiennes. L'économie verte, c'est le présent, un moteur insoupçonné de croissance, la promesse d'importantes créations d'emplois. Des pays comme le Gabon ou le Maroc, entre autres, l'ont compris. Il est grand temps que cette « ruée » vers l'or vert concerne toute l'Afrique. ●





## CÔTE D'IVOIRE

## De l'urgence humanitaire au développement durable



Les femmes de la COOPAFAN en plein processus de découpe du savon « Kabakrou »

La Coopérative de Production Agricole de la Famille Nazareth (COOPAFAN), créée en 2005 intervient aujourd'hui en tant que principal pourvoyeur de semences de riz et de maïs dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire et approvisionne la quasi-totalité des acteurs humanitaires intervenant dans le domaine de la sécurité alimentaire. Basée à Zouan-Hounien (Ouest), elle est le bel exemple d'un projet d'urgence humanitaire devenu un projet d'intérêt économique.

En 2004, le PNUD a soutenu la mise en œuvre d'un projet de reconstitution du capital de production d'une association, au profit des populations retournées dans leurs localités d'origine (Zouan-Hounien, Bin Houyé, Toulepleu et Bloléquin) après avoir quitté la région suite aux combats qui s'y déroulaient. Le "Projet Famille" voyait le jour.

Des intrants agricoles, du petit outillage, et de l'assistance technique pour la reprise de l'activité agricole ont ainsi été fournis aux 2376 ménages premiers bénéficiaires du projet. À la récolte en 2004, 3080 tonnes de riz paddy furent engrangées sur une superficie d'environ 560 ha. En outre, le renforcement des capacités techniques et organisationnelles des populations cibles par la création de champs école a favorisé la production de 902 ha de riz de bas-fond et 1 563 ha de riz de plateau de variétés locales. Des rendements agronomiques encourageants ont été enregistrés sur les parcelles ayant bénéficié d'intrants comparativement aux résultats des parcelles hors projet (par exemple : riz de bas-fonds : 5,5 t/ha de paddy dans le cadre du projet contre 2,5 t/ha de paddy hors projet).

En 2005, le « Projet Famille » fait sa mutation quand ses bénéficiaires

mettent en place une coopérative de production et de commercialisation de produits (COOPAFAN). Les 4800 adhérents étendent alors leurs activités de production et commercialisation de riz et de semences à celles du café et du cacao. Ces nouvelles productions favorisent la hausse des prix d'achat bord champ des différentes spéculations agricoles dans la zone. Le prix d'achat des cerises de café est ainsi passé de 75 F CFA à 175 F CFA. En 2008, l'appui continu du PNUD permet à COOPAFAN de disposer d'une unité de blanchiment de riz, d'un magasin de stockage, d'une aire de séchage ouverte et du matériel de pesée. « Ce projet multiforme est véritablement un des meilleurs exemples de l'ouverture aux marchés pour ces petits planteurs » souligne Ndolamb Ngokwey, Représentant Résident du PNUD en Côte d'Ivoire. « La coopérative joue un rôle clé dans l'appui au retour des populations déplacées dans leurs localités d'origine et la reprise de l'activité agricole dans la zone ouest du pays qui a été sévèrement touchée par la crise postélectorale ». Le dispositif d'appui et d'encadrement de la coopérative permet aujourd'hui d'atteindre directement plus de 5400 ménages et indirectement environ 30.000 bénéficiaires. Pour la campagne 2009-2010, le chiffre d'affaires global de la coopérative

a atteint 84.000.000 F CFA (soit 16.800,00 USD) dont plus de 35 % représente les activités liées au riz (vente de semences et de riz blanchi).

La structure a fait de sa priorité le bien-être économique et social des jeunes et des femmes à travers des activités de production et de commercialisation des produits agricoles, de formation et d'insertion socio-économique. Elle a ainsi favorisé l'émergence de paysans producteurs de semences de riz qui sont encadrés et suivis par le LANADA (Laboratoire National d'Appui au Développement Agricole) dans le cadre du projet CBSS (Système Semencier Communautaire). Ceux-ci produisent environ 100 tonnes de semences de riz, chaque année qui sont rachetées par la coopérative et redistribuées à tous les producteurs de riz de la région.

Son action en faveur des femmes concerne l'installation de 34 femmes chefs de ménages productrices traditionnelles de savons artisanaux « Kabakrou ». Cette initiative, comme l'a indiqué le Colonel Gnonsekan, ancien préfet de Bloléquin, a été soutenue conjointement par la Fondation MTN et le PNUD, ceci malgré les difficultés rencontrées.

Yao François  
PNUD - Côte d'Ivoire



# CÔTE D'IVOIRE

## Le PNUD redonne un nouveau visage au village de Darakokaha



Réunion des membres du comité de gestion.



Une vue des enfants dans la cantine à l'heure du repas.



Pancarte du site : une collaboration réussie entre le PNUD et l'ANADER.

Le PNUD a réalisé un projet de réhabilitation des infrastructures communautaires dans le village de Darakokaha, situé dans la sous-préfecture de Fronan, au Nord, à travers un appui financier d'un coût total de plus de 40 millions de francs CFA. Une véritable bouffée d'oxygène pour cette population dont le village a été transformé.

**A** Darakokaha dans la sous-préfecture de Fronan, selon un rapport de l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER), des conflits entre agriculteurs et éleveurs donnaient lieu à environ cinq plaintes par mois auprès de la chefferie traditionnelle. A cela s'ajoutaient les dégradations liées aux cultures intensives et les défis de diversification des cultures dus au manque d'eau. Ce qui se caractérisait par des faibles rendements (de l'ordre de 0,8t/ha pour le riz de bas-fond, 1,2t/ha pour l'aubergine, 1t/ha pour le gombo et 0,5t/ha pour la tomate) et constituait un frein à l'épanouissement des habitants. L'unique école du village affichait un état de délabrement très avancé avec un bâtiment de trois classes totalement décoiffées. Les dures conditions de vie des populations de Darakokaha étaient exacerbées par les pannes fréquentes des pompes hydrauliques villageoises (4 pompes en panne sur 7 disponibles). Le village avait besoin d'un plan d'urgence.

En 2010 le Projet de "réhabilitation d'infrastructures communautaires de Darakokaha sous préfecture de Fronan" du PNUD s'est attelé à la tâche, avec deux objectifs majeurs : la réhabilitation des infrastructures communautaires et la création d'activités génératrices de revenus. Ce qui visait une population cible de 2000 personnes est d'un coût global de plus de 40 millions de francs CFA avec une subvention du PNUD à hauteur de 98,4% et une contribution de 1,6% de la population.

### UNE BOUFFÉE D'OXYGÈNE POUR LA POPULATION

Le PNUD a donc contribué à réhabiliter les infrastructures communautaires

(Bassin de rétention d'eau, école, forage), redynamiser l'agriculture et l'élevage, améliorer les revenus des populations villageoises, notamment les groupements des femmes, et valoriser la cohésion sociale.



Les enfants savourent le nouveau cadre !

Avec le concours des villageois, le PNUD s'est employé à la réhabilitation de la retenue d'eau (déversoir et digue), à la restauration de l'école, la réfection des logements des enseignants, la confection des tables-bancs, et la construction d'une cantine scolaire. Deux forages ont été remis en état, permettant ainsi aux femmes de Darakokaha de ne plus parcourir plusieurs kilomètres pour chercher de l'eau comme le témoigne dame Awa Coulibaly, habitante de ce village.

### AGR ET FORMATION AU MENU

Le PNUD a aussi mis un accent sur la formation du comité de gestion des forages, l'acquisition de petits matériels de culture et d'élevage. A cet effet, priorité a été accordée à la formation de trente (30) membres des groupements, de cinquante (50) producteurs aux techniques culturales et d'élevage, et des membres des groupements à la gestion coopérative et à la comptabilité simplifiée. L'action du PNUD a également permis l'acquisition de deux paires de bœufs de cultures attelés et de matériels d'attelage (BCA), la

construction de trois parcs de nuit (parcs à bœufs). En outre, dans cette région où le taux d'analphabétisme reste des plus élevés, le projet a visé l'alphabétisation fonctionnelle, dont plus de 100 villageois ont bénéficié, tout comme la mise en place d'un système d'appui par un soutien en formation et par coaching aux groupements, et l'installation de Comités de Développement Villageois (CDV), dans un cadre d'échanges intercommunautaires qui ont grandement facilité la cohésion sociale, dans le contexte de relance post-crise qui prévaut en Côte d'Ivoire.

### LE PNUD, UN PARTENAIRE SÛR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet constitue une action majeure de lutte contre la pauvreté, après la crise qui a ravagé la Côte d'Ivoire, et en particulier le Nord du pays, pendant près de dix années. Selon M. Coulibaly Mory Celestin « Grace à ce projet financé par le PNUD, les populations de Darakokaha vivent mieux ».

La cohésion sociale a été rétablie entre agriculteurs et éleveurs, redonnant tout son sens à la dynamique sociale et communautaire à Darakokaha. Les formations dispensées aux bénéficiaires du projet ont permis le renforcement de leurs capacités en technique culturelle. Une évaluation a permis de noter l'amélioration de la santé des habitants du village, qui ne souffrent plus des maladies hydriques telles que la dysenterie, la diarrhée et le choléra. Le sous-préfet de Fronan, s'est réjoui du fait de l'appropriation du projet par les villageois, et des actions qui sont en train d'être menées pour le reproduire dans d'autres localités de la Côte d'Ivoire.

Équipe PNUD - Côte d'Ivoire





## Engagement du Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire dans la sécurité alimentaire



Les chercheurs se consacrent à l'amélioration du rendement et de la qualité des variétés dans les filières agricoles et animales pour l'atteinte de la sécurité alimentaire.

Les menaces sur notre environnement et surtout la dégradation constante de la diversité biologique, avec leur cortège de conséquences problématiques telles que le réchauffement climatique et les crises alimentaires mondiales, confortent aussi bien les politiques que les experts de tous bords, notamment les écologues, à renforcer les initiatives visant à promouvoir la gestion durable, la préservation et le développement des forêts sur le plan mondial.

Selon le plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation tenu à Rome en novembre 1996, «la sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active». La sécurité alimentaire comporte quatre composantes qui sont (i) la disponibilité de la nourriture en quantité suffisante; (ii) la stabilité de l'approvisionnement qui dépend de la stabilité économique, politique et environnementale; (iii) l'accessibilité physique et économique des denrées et enfin (iv) la qualité et la sécurité sanitaire des aliments.

En Côte d'Ivoire, la situation de la sécurité alimentaire ne s'est jamais posée de façon aussi cruciale que ces 20 dernières années. Ce paradoxe d'insécurité alimentaire d'un pays à fort potentiel, résulte principalement de l'instabilité sociopolitique, des crises économiques et énergétiques, de la prédominance des cultures de rentes sur les cultures vivrières, des problèmes fonciers et de main-d'oeuvre, et la non maîtrise des cycles saisonniers.

Depuis 1996, l'axe de recherche "Sécurité alimentaire et Nutrition" du Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire (CSRS) devenu groupe de recherche "Système de production et technologie post-récolte", consacre ses activités de recherche à l'amélioration de la sécurité alimentaire et du bien-être des populations. Les travaux de recherche dans ce groupe occupent

une dizaine de chercheurs de différents niveaux. Les recherches portent sur l'ensemble des spéculations vivrières comme l'igname, le manioc, le maïs, le soja, les cultures maraîchères, et sur les aspects socio-économiques des filières agricoles et animales.

Grâce aux recherches en partenariat, le CSRS a mis à la disposition des populations des technologies de production durable de semences saines d'igname et de manioc

### *Le CSRS a mis à la disposition des populations des technologies de production durables de semences saines (...) des variétés productives et tolérantes aux différentes maladies ...*

"Yavo", des variétés productives et tolérantes aux différentes maladies d'igname, de manioc et de maïs. Ces nouvelles variétés présentent des rendements 2 à 3 fois plus élevés que les variétés habituellement cultivées. D'autres travaux ont permis de réduire les pertes en conservation post-récolte de l'igname de 15% et d'améliorer les marges bénéficiaires de 30% dans la commercialisation. L'étude des propriétés des amidons natifs du manioc et de l'igname considérés comme de cuisson difficile ont permis de conclure que certains de ces amidons peuvent remplacer valablement les amidons importés qui sont utilisées dans l'industrie locale. Les résultats de la filière bovine ont montré qu'une meilleure organi-

sation de cette filière, notamment le regroupement des producteurs, peut permettre de réduire significativement le prix de la viande. L'expérience des mini-laiteries qui fournissent aux consommateurs du lait en quantité et en qualité et améliorent les revenus des éleveurs a été développée au Mali. Sur la base des succès rencontrés, cette expérience est en cours d'adaptation dans les zones agro-écologiques favorables de la Côte d'Ivoire.

Les technologies sus-mentionnées sont validées en station et vulgarisées directement par le CSRS ou en collaboration avec des structures de terrain comme l'Agence Nationale d'appui au Développement Rural (ANADER) ou les ONG. Les fiches techniques sont disponibles au CSRS sis à Adiopodoumé Km 17, route de Dabou. Les sites de démonstration peuvent être observés à la station agropastorale de Brinkakro.

Le CSRS est créé en 1951 et conduit les recherches-actions dans les domaines des sciences biomédicales, agricoles, écologiques et sociales. Le CSRS ouvre ses portes au public la première semaine de septembre 2011 lors de la célébration de ses 60 ans. ■

Dr. Lucien Diby  
Agronome Responsable du groupe  
"Système de production  
et technologie post-récolte"  
CSRS  
lucien.diby@csrs.ci

**CSRS**  
Centre Suisse de Recherches  
Scientifiques en Côte d'Ivoire





# CENTRE SUISSE DE RECHERCHES SCIENTIFIQUES EN CÔTE D'IVOIRE (CSRS)



Le CSRS, 60 ans de recherche en partenariat dans les domaines des Sciences Biomédicales, Agricoles, Ecologiques, Economiques et Sociales.

## Mission

Initier, encourager, soutenir et exécuter les recherches en partenariat en Côte d'Ivoire et dans les pays de la région Ouest Africaine, tout en contribuant au renforcement des capacités locales et en fournissant des services de qualité.

## Vision

Etre un centre de ressources pour la recherche, la formation et les services, une plateforme efficace de partenariat régional et international, une institution crédible générant des résultats applicables pour le développement durable.

## Activités

- Recherche
- Formation
- Services

## Domaines :

Santé | Sécurité alimentaire | Nutrition et système de production | Faune, Flore et Conservation



Valorisation et financement de la recherche | Gouvernance | Education | Gestion des conflits

## CSRS

Centre Suisse de Recherches  
Scientifiques en Côte d'Ivoire







## De la sécurité alimentaire à Abidjan



Mme Irié Lou Colette, Présidente du Conseil d'Administration de la FENACOVICI.



Une marchande d'ignames devant son étal.

**S**elon les statistiques et les prévisions, d'ici à 2025, 61% des habitants de la planète habiteront en ville ; notamment dans les grandes agglomérations urbaines (étude des Systèmes d'Approvisionnement et de Distribution Alimentaire des villes dans les pays en développement : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)).

Cette situation relance les inquiétudes sur la sécurité alimentaire durable de ces villes et surtout des populations les plus démunies dans la mesure où 90% de cette croissance explosive des villes se produit dans les pays pauvres ; notamment en Asie, en Amérique latine et surtout en Afrique.

Abidjan, capitale économique de la Côte d'Ivoire, à l'instar des villes telles que Douala, Monrovia, Lagos, Kinshasa, Addis - Abeba, Nairobi, Maputo, Accra, Le Caire, Tunis, et autres, n'échappe pas à cette réalité.

Ces villes africaines ont été pour la plupart le théâtre des émeutes de la faim suite à la flambée des cours mondiaux de denrées alimentaires en 2008. Cette situation, commune aux pays africains, a été un déclic. Les dirigeants africains ont pris conscience de ce qu'il était urgent de rechercher et mettre en œuvre une politique de sécurité alimentaire durable qui se substituerait à l'indigence des politiques actuelles.

Abidjan, qui concentre à elle seule 20,3% de la population nationale et 44% de la population urbaine nationale est passée de 3 millions d'habitants en 2002 à environ 6 millions d'habitants aujourd'hui ; selon le Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP 2009).

Cette pression démographique a indéniablement augmenté la demande alimentaire qui n'a malheureusement pas engendré une offre adaptée.

Au Sommet Mondial de l'Alimentation qui s'est tenu à Rome en 1996, la FAO a déclaré que « la sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active ».

Selon cette définition, la sécurité alimentaire est la réunion de quatre éléments indissociables que sont : la disponibilité alimentaire, la stabilité des approvisionnements dans l'espace, l'accessibilité et l'utilisation biologique optimale.

Selon le rapport du Ministère ivoirien de l'Agriculture, en partenariat avec la FAO, le bilan alimentaire de la Côte d'Ivoire sur la période 2001-2007 est acceptable, c'est-à-dire que les disponibilités en aliments sont largement au-dessus des besoins de consommation des populations, sauf en ce qui concerne le riz dont la production nationale est de 600 000 tonnes pour un besoin national de consommation estimé à 1,4 millions de tonnes par an ; soit un déficit de 800 000 tonnes comblé par des importations massives. Ces importations sont extrêmement coûteuses pour notre pays. En effet, environ 150 milliards de francs Cfa (Sources : DRSP 2009) sortent annuellement des caisses nationales pour satisfaire ce seul poste alimentaire. Par ailleurs, la Côte d'Ivoire importe 70% de sa protéine animale. Malgré ces efforts, les besoins alimentaires à minima de 20 à 40% de la population ne sont pas satisfaits.

La situation alimentaire à Abidjan est considérée précaire, particulièrement pour les populations fragilisées qui représente 21,02% des Ivoiriens (habitants) (DSRP 2009). Les populations les plus démunies ne mangent pas à leur faim à cause de la cherté des denrées sur les marchés. Même celles qui sont produites en Côte d'Ivoire ne sont pas toujours à la portée des foyers économiquement faibles. Et ce, du fait de la répercussion sur le prix au consommateur final, les coûts de facteurs artificiels que sont le renchérissement du coût du transport dû essentiellement aux tracasseries routières.

Des mesures ont été prises récemment pour améliorer la sécurité alimentaire à Abidjan et partout en Côte d'Ivoire. Ce sont entre autres, la présentation et la validation du Programme de Sécurité Alimentaire et de Nutrition par le Ministère de l'Agriculture, et le lancement du Projet « le retour du panier de la ménagère » par la FENACOVICI (Fédération Nationale des Coopératives de Vivriers en Côte d'Ivoire), visant à l'achat de véhicules dédiés exclusivement au transport des denrées alimentaires.

La sécurité alimentaire est un droit fondamental des individus et des peuples. Elle conditionne la santé, le développement physique et intellectuel, la survie de l'enfant, gage de paix sociale et par conséquent du développement durable de tout pays. Par conséquent, il est du devoir de nos Etats, aidés par la communauté internationale, de la garantir au plus tôt.

M-L KIN

Collaboration : E. Adou



## Obstacles à la sécurité alimentaire à Abidjan

**A**U NIVEAU DE LA PRODUCTION  
 Les autorités politiques ivoiriennes ont, dès l'accession à l'indépendance, à l'instar de tous les pays en développement et africains en particulier, accordé la préférence aux cultures de rente ou d'exportation (café, cacao, palmier à huile, ...) pourvoyeuses de devises nécessaires au développement économique ; au détriment des cultures vivrières utiles à l'alimentation, donc à la survie des populations. De plus, le système de production est trop dépendant des saisons ; de sorte que pendant les saisons sèches, il y a une pénurie naturelle des denrées alimentaires sur les marchés.

**A**U NIVEAU DE LA DISTRIBUTION  
 Abidjan, principal pôle urbain de consommation nationale, est largement dépendante de l'arrière pays pour son approvisionnement en denrées alimentaires. Ce sont des zones de production parfois très éloignées d'où il faut sortir les productions pour atteindre la capitale ; ce qui rend la distribution difficile. En Côte d'Ivoire, le ravitaillement des marchés, en particulier ceux d'Abidjan, est assuré par la FENACOVICI (Fédération Nationale des Coopératives de Vivriers en Côte d'Ivoire) et certains acteurs privés avec l'appui de l'Office de la Commercialisation des Produits Vivriers (OCPV). Cependant cette tâche demeure laborieuse parce qu'il n'existe aucun système formel d'approvisionnement et de distribution des vivriers en Côte d'Ivoire (insuffisance des moyens logistiques et financiers, d'infrastructures routières et commerciales, et surtout absence de cadre réglementaire et d'encadrement).

## QU'EST-CE QUE LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE ?



**L**a souveraineté alimentaire, condition essentielle pour une sécurité alimentaire durable des pays africains.  
 « La nourriture n'est pas une marchandise comme les autres, il en va de la sécurité alimentaire des humains, elle ne peut donc être subordonnée aux froides règles du libre-échange » selon John Madeley, in "Le commerce de la faim, la sécurité alimentaire sacrifiée à l'autel du libre-échange".

Ces règles assujettissent les politiques agricoles des pays en développement au commerce ; ce qui représente un frein à la souveraineté alimentaire qui se définit comme « le droit et le pouvoir d'un pays ou d'une communauté de déterminer la production, la distribution et la consommation de sa nourriture en fonction de ses goûts et de ses traditions ». La priorité n'est pas le commerce mais plutôt, la satisfaction des besoins alimentaires des populations.

M-L KIN

Collaboration : E. Adou

## COMMENT ATTEINDRE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ?



**L**es défis à relever pour y parvenir sont de trois ordres.

### La production des aliments

Il faut accroître la production de toutes les denrées, surtout le riz et les protéines animales dont le pays est déficitaire. De plus, il est nécessaire de stabiliser la production sur toute l'année, indépendamment des saisons. Pour cela, l'Etat doit accorder des subventions aux producteurs (crédits, intrants, encadrement, mécanisation, etc.) ; ce qui est en voie d'exécution pour l'une de ses composantes, avec le Projet « tous pour le riz ».

### Au niveau de la distribution

L'Etat doit mettre en place un système formel d'approvisionnement et de distribution des denrées alimentaires. Ce qui pourrait réduire le coût des aliments de base et permettre une plus grande accessibilité, contribuant ainsi à renforcer la sécurité alimentaire des ménages. Aussi, les pouvoirs publics devraient-ils se pencher sur le financement (transport, commercialisation et recherche sur la conservation des aliments périssables, transformation) et l'amélioration des infrastructures physiques de commercialisation (réseau routier, centres de collecte et de groupage, magasins de stockage, marchés de gros, etc.) et non physiques (informations, encadrement, régulation, etc.).

### La consommation

L'Etat doit veiller à la qualité des produits et sensibiliser la population à une alimentation variée et équilibrée pour une vie saine et active.





Mme Marie-Noelle Koyora, représentante FAO-CI

## Table ronde du programme d'investissement agricole: Un instrument clé de la relance de l'économie agricole et du développement de la Côte d'Ivoire.

*Cadre de référence pour l'application de toutes les politiques et stratégies de développement agricole et la programmation des actions dans le secteur agricole pour les cinq années à venir (2010-2015).*

La Table Ronde sur le Programme National d'Investissement Agricole (PNIA) ouverte en 2010, a vu le Gouvernement obtenir l'appui technique de la FAO pour l'élaboration du Programme National de Sécurité Alimentaire et de Nutrition (PNSAN) dont la validation au niveau national pourrait intervenir assez rapidement mais qui déjà, pourrait contribuer à enrichir les différents projets du Plan d'Investissement Détaillé du PNIA (PNIA/PID), et constituer une réponse appropriée de la FAO en matière de sécurité alimentaire et nutrition. Ce programme constitue un instrument clé de la relance de l'économie agricole et du développement de la Côte d'Ivoire. L'Etat, représenté au plus haut rang par le Premier ministre, attend à cet effet

beaucoup de ces assises. Pour M. Soro Guillaume, « L'orientation des actions du gouvernement ivoirien doit conduire à la transformation locale des produits agricoles en mettant un accent particulier sur la production vivrière insuffisamment soutenue au cours des dernières décennies ». Et d'indiquer que « l'objectif de ce programme est de contribuer d'une part à atteindre le premier objectif du millénaire pour le développement et d'autre part à stimuler la croissance agricole nationale. Le PNIA vise à accroître la production, à assurer la sécurité et à créer des emplois. Cependant, il est évident que sans ressources suffisantes le PNIA pourrait demeurer lettre morte ». Le premier responsable de la politique gouvernementale a poursuivi : « Mettre en œuvre le

PNIA de sorte à réduire la pauvreté de nos concitoyens, et à améliorer ainsi leurs conditions à lutter efficacement contre la pauvreté ». Puis il a souhaité que ce programme redonne espoir au monde agricole. Le ministre de l'Agriculture, Coulibaly Mamadou Sangafowa, ouvrier de la mise en œuvre du PNIA, a émis le vœu que le PNIA « contribue à relever l'un des défis majeurs qui est celui de rendre l'agriculture ivoirienne plus compétitive et plus rémunératrice pour les producteurs tout en assurant la sécurité alimentaire. »

Notons par ailleurs que Madame Marie-Noelle Koyara, Représentante de la FAO en Côte d'Ivoire est intervenue à cette tribune au nom des Partenaires Techniques et Financiers (PTF).

### POINTS FORTS DU PROGRAMME DE SECOURS D'URGENCE DE LA FAO EN CÔTE D'IVOIRE



- Le financement des donateurs consenti à la FAO : le portefeuille actuel du pays se compose de deux projets en cours, d'une valeur totale de 1 056 661 US\$.
- Les financements sollicités via le EHAP : 2 252 200 US\$
- Les principaux donateurs: OCHA (CERF) ; FAO (TCP).
- Le programme d'urgence de la FAO touche environ 9 600 ménages vulnérables dépendant de l'agriculture (équivalent à 57 600 femmes, hommes et enfants).
- Un appui accru est nécessaire dans les domaines d'activités génératrices de revenus ; la réhabilitation ou l'aménagement sommaire des bas-fonds ; les cultures maraichères de contre-saison ; le soutien au capital semencier rural.

La crise post-électorale en Côte d'Ivoire a eu un impact important - immédiat et à long terme - sur les moyens de subsistance, l'accès à la nourriture et les mécanismes de survie des personnes affectées. Cette situation affecte tout particulièrement les personnes déplacées par le conflit, les communautés d'accueil et les ménages déjà vulnérables avant la crise.

Le Programme de secours d'urgence et de réhabilitation de la FAO est à l'œuvre.

Considérant l'urgence de la situation en matière de sécurité alimentaire, la FAO a mobilisé des appuis financiers pour soutenir le redémarrage de la production céréalière et maraichère des ménages affectés par le conflit et le

renforcement de la coordination :

- Appui à la relance de l'agriculture ;
- Développement d'activités génératrices de revenus ;
- Suivi de la sécurité alimentaire et évaluation des récoltes, notamment par l'utilisation des outils IPC (Integrated Humanitarian Phase Classification) et Dynamic Atlas ;
- Coordination et appui au Cluster Sécurité Alimentaire.

#### BÉNÉFICIAIRES

9 600 ménages (dont 1 000 assistés en collaboration avec ACF), soit 57 600 personnes dans l'Ouest et le Nord du pays seront assistés pour la campagne agricole en cours. Cela représente environ 45% du total des bénéficiaires assistés (21 000 ménages, soit envi-

ron 130 000 personnes à l'Ouest et au Nord) par l'ensemble des acteurs opérationnels impliqués dans la distribution de semences (FAO, ACF, CICR, UNDP/OFMC, DRC). La FAO est la seule à intervenir dans le nord du pays (2 700 ménages ciblés) où de nombreux déplacés et familles d'accueil ont été identifiés.

La FAO a procédé à une légère révision de la répartition initiale de ses bénéficiaires, afin d'adapter la réponse aux besoins les plus « criants », notamment en prenant en compte les derniers mouvements de retour, notamment dans la Zone Sud de Bangolo (4 800 personnes venues de Duékoué) et dans le Moyen-Cavally (3 600 dans la sous-préfecture de Duékoué).

<sup>1</sup> ONG Ordre des Frères Mineurs Capucins de Zouan Hounien



## Le programme de réduction de la pauvreté dans la région du Bas-Sassandra : un modèle de coopération décentralisée.



Photo de famille des organisateurs du programme de réduction de la pauvreté initié par le Port Autonome de San Pedro en partenariat avec la FAO

Depuis l'année 1999, la Côte d'Ivoire a connu diverses crises sociales, économiques et politiques. Cette situation a accentué la pauvreté des populations vivant dans ce pays.

La région du Bas-Sassandra, à l'instar des autres régions de Côte d'Ivoire, souffre d'une paupérisation accrue des populations urbaines et rurales.

Le Port Autonome de San Pedro (PASP) dont l'un des objectifs est de contribuer à la réduction de la pauvreté et de réduire ainsi les disparités régionales dans le Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire, afin de répondre à cette problématique a initié ce programme avec l'aide de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO). Il s'agit de contribuer à la sécurité alimentaire et à la lutte contre la pauvreté dans le milieu des jeunes et des femmes de ladite région. Plus précisément, ce programme contribuera à atteindre les effets UNDAF 3; 4 et 5 qui sont respectivement liés à l'amélioration des services sociaux de base, à la relance économique et la sécurité alimentaire et enfin à la protection de l'environnement.

Ces effets sont liés aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) 1 ; 3 et 5 qui consistent respectivement à réduire l'extrême pauvreté et la faim, à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et à assurer un environnement durable.

Les objectifs de création de richesses et de réduction de la pauvreté assignés à ce programme s'appuient sur les axes prioritaires du gouvernement ci-après, définis et consignés dans le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté, instrument important pour la mise en œuvre des OMD, notamment :

- la promotion du secteur privé comme moteur de la croissance;
- le soutien au développement rural pour la création de richesses et d'emplois ;
- l'amélioration de l'accessibilité équitable et de la qualité des services sociaux de base ;
- la décentralisation comme moyen de participation des populations au processus de

développement et de réduction des disparités régionales ;

- la promotion de la bonne Gouvernance et du renforcement des capacités dans le sens d'assurer une meilleure allocation et utilisation des ressources.

### ACTEURS IMPLIQUÉS

Les acteurs sont d'une part, les partenaires, et d'autre part, les bénéficiaires.



### Les partenaires financiers nationaux

- PASP : Garantit les microcrédits accordés aux bénéficiaires ;
- BRS : Finance les microprojets ;
- FER : Finance la réhabilitation des pistes rurales d'accès aux zones de production ;
- FIRCA : Finance la formation des bénéficiaires, assure le suivi post-formation et l'appui-conseil dans la mise en œuvre des activités.

### Les partenaires du Système des Nations Unies

- PNUD : Finance la subvention à la production ;
- UNFPA : Finance l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base ;

- FAO : Assure la gestion et la coordination du programme ;
- UNICEF : Finance les cantines scolaires.

### Bénéficiaires

Qui peut bénéficier du programme ?

- Groupements et associations de jeunes
- Coopératives des producteurs
- Associations et groupements de femmes
- Structures d'encadrement et de vulgarisation agricole
- ONG et les structures d'appui aux producteurs

### RÉGION / ZONES D'INTERVENTION

Le programme se déroule dans la région du Bas Sassandra, région qui inclue les départements de San Pedro, Soubré, Sassandra et Tabou .



### PÉRIODE D'ACCOMPLISSEMENT

Les dates prévues pour le commencement et la fin de ce programme sont les suivantes :

Date de début : Février 2010

Date de fin : Février 2013

Source : Bulletins de la FAO





## Modèle de développement durable : la Francophonie pour tous ses États et gouvernements membres



La 19<sup>e</sup> Assemblée régionale Afrique de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) s'est déroulée à Rabat (Maroc), du 12 au 14 mai 2011.



06/07/2011. Mme Constance YAÏ, lors de sa prise de fonction au siège de L'AICF à Abidjan II Plateaux

*Le concept de développement durable est apparu en 1987, dans le rapport Brundtland " Notre avenir à tous ", publié par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, sous les auspices de l'Assemblée Générale des Nations Unies.*

Depuis plus de deux décennies, les interprétations du concept de développement durable sont diverses selon la présence que certains donnent soit à l'environnement, soit à l'économie, soit au social, dans une tentative de faire le mariage entre ces trois piliers universels fondateurs.

Pour la Francophonie (Communauté des États et gouvernements ayant en partage la langue française), deux idées maîtresses entourent le concept de développement durable.

La première idée est que le développement durable est avant tout, une question de développement. La deuxième idée est que le développement durable repose non seulement sur les trois piliers universellement reconnus (Économie, Social et Environnement), mais qu'il faut en plus prendre en compte deux autres piliers que sont la Politique et la Culture, soit un total de cinq piliers. L'assertion selon laquelle « le développement durable est avant tout une question de développement », est portée par les scientifiques francophones. Pour le Professeur Jean-

Pierre Revéret de l'École des Sciences de la Gestion de l'UQAM de Montréal, l'un de ces scientifiques, le développement durable est une façon d'assurer la durabilité du développement des pays, notamment des pays en voie de développement en protégeant la capacité des générations futures de combler leurs besoins ; restreignant le moins possible la liberté d'action des futures générations.

Le développement durable doit donc s'arrimer au développement des pays et non se faire parallèlement comme on le constate dans certains pays. En d'autres termes, pour cet éminent professeur, le développement durable permet à un pays qui se développe de transmettre aux générations futures, un héritage qui maximise l'actif et minimise le passif, sous la forme de réserves économiques, socioculturelles et écologiques. (Voir : exemples de réserve en encadré).

Cette idée est portée par la francophonie institutionnelle, représentée par l'organisation internationale de la francophonie, l'opératrice principale, ainsi que les quatre opératrices directes de la francophonie

(auf, aimf, tv5 et université senghor d'alexandrie en égypte).

D'abord en guise de la préparation du Sommet mondial sur le développement durable (rio+10) de Johannesburg en 2002, la francophonie institutionnelle a adopté un cadre d'action francophone pour le développement durable qui comprend cinq champs d'action:

- L'économie : aspects économiques du développement;
- Le social : lutte contre la pauvreté et équité sociale;
- La politique : gouvernance et cadres institutionnels des états membres.
- La culture : diversité culturelle, une prérogative centrale de la francophonie auprès de la communauté internationale.

Ce sont ces cinq champs d'action qui constituent les cinq piliers du développement durable de la francophonie.

Ensuite le X<sup>ème</sup> Sommet des Chefs d'État et de gouvernement de la Francophonie, placé sous le thème « Une Francophonie solidaire pour



un développement durable », qui s'est tenu à Ouagadougou en novembre 2004, a placé le développement durable au cœur du plan stratégique de la Francophonie pour les dix prochaines années (2005-2014).

Ce cadre décennal a assigné à la Francophonie Institutionnelle, les quatre grandes missions suivantes :

- Mission A : Promouvoir la langue française et la diversité culturelle et linguistique ;
- Mission B : Promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'homme ;

- Mission C: Appuyer l'éducation, la formation, l'enseignement supérieur et la recherche ;
- Mission D : Développer une coopération au service du développement durable et de la solidarité.

Lors de ce même Sommet de Ouagadougou en 2004, placé sous le thème du développement durable, un tableau de bord\* (voir encadré) composé d'indicateurs conçu par la Chaire en Éco-Conseil pour l'Institut de l'Énergie et de l'Environnement de la Francophonie (IEPF) a été expo-

sée aux représentants des pays de la Francophonie pour leur permettre de suivre les progrès accomplis par leurs pays en termes de développement durable.

Pour suivre sa progression vers le développement durable, chaque pays francophone devra renseigner ce tableau d'indicateurs.

Mme Aonon Koï Sopié Madeleine,  
Sous-directeur NTIC,  
Promotion et Documentation  
Agence Ivoirienne  
de Coopération Francophone (AICF)

## QUELQUES EXEMPLES DE RÉSERVES

### «RÉSERVES» ÉCONOMIQUES

#### ACTIF

- Ressources monétaires et financières
- Ressources matérielles (usines et équipements);
- Technologie, etc

#### PASSIF

- Dettes

### «RÉSERVES» ÉCOLOGIQUES

#### ACTIF

- Écosystèmes
- Biodiversité
- Ressources naturelles
- Couche d'ozone, etc.
- «Productivité écologique»,
- « Intégrité écologique»

#### PASSIF

- Déchets toxiques
- Accumulation de CO<sup>2</sup>

### «RÉSERVES» SOCIO-CULTURELLES

#### ACTIF

- Connaissances
- Langue
- Cohésion sociale
- Identité culturelle
- Habilitation
- Éducation / Santé
- Technologie, etc.

#### PASSIF

- Développement humain insuffisant
- Pauvreté absolue;
- Graves inégalités, etc



# Bientôt - Bientôt - Bientôt - Bientôt

## DÉCOUVREZ VOTRE PLATEFORME de l'Humanitaire et du Développement Durable



**Magazine**



**Emission TV**



**Gala Annuel**



**Site internet**



**Emission radio**



## KORHOGO

## « Concasseuse de pierres » : une activité non durable, aux risques multiples...

*Femmes et enfants s'activent à cette tâche harassante et dangereuse**Le majestueux Mont Korhogo, dont la tranquillité est troublée...*

**La guerre de 2002 a fait naître dans la commune de Korhogo un nouvelle activité : concasseuses de pierres. Une activité dangereuse, qui n'entame pas pour autant la détermination des femmes de la ville à nourrir leurs familles grâce à ce dur labeur.**

Dans la ville de Korhogo, Chef-lieu de la région des Savanes, le Mont Korhogo, fait partie du patrimoine culturel. Cette montagne qui porte le nom de la ville est celle qui domine toutes les autres. On connaissait le Mont Korhogo pour sa dimension touristique, mais depuis quelques années, une activité, très peu ordinaire s'est développée au pied de la colline. De nombreuses femmes en quête de leur pitance quotidienne, en ont fait leur fonds de commerce. On les appelle les concasseuses de roches. En effet, ces femmes de tous les âges brisent les pierres de la montagne pour en faire du gravier qu'elles revendent dans le secteur du logement à Korhogo. Une activité qui se pratique habituellement dans les carrières et surtout avec un équipement approprié. Selon Sougoura Konaté, pionnière de cette activité et présidente de leur association dénommée Bin Kadi : « les clients sont majoritairement les entreprises de construction de bâtiments et des particuliers ». Quoique de l'avis de certains spécialistes, « ce gravier n'est pas de bonne qualité pour la construction de bâtiments, notamment pour le béton ou la construction d'immeubles. Car ce pseudo-matériau se désintègre à long terme et peut engendrer des éboulements de maisons.

Assises entre les pierres, les pieds enfouis dans des sacs de jutes, pour seul

équipement de protection et munies de marteaux ou d'objets en fer, ces femmes et ces jeunes filles dont l'âge varie entre 15 et 50 ans cassent minutieusement de grosses pierres ramassées au pied du Mont Korhogo. « Le chargement d'un grand camion est à 50 000 francs cfa (\$100 US), 30 000 francs cfa (\$60 US) pour un camion de capacité moyenne,

**Leurs corps portent les marques de cette activité, des blessures en tous genres, des chutes de pierres, des morsures de serpents, des mains douloureuses, calleuses et abîmées par des coups de marteaux malencontreux, mais aussi cette poussière qu'elles respirent, étant entendu, bien sûr qu'elles ne portent pas de masque !**

et 2000 francs cfa (\$4 US) pour une brouette, a expliqué Bamba Fatoumata, la cinquantaine, concasseuse ou "exploitante de gravier" depuis 9 ans. Ces "exploitantes" du Mont Korhogo ne se donnent aucun moment de répit, elles sont présentes à toutes périodes de l'année. Les revenus de cette activité semblent satisfaire ces travailleuses exposées à de nombreux risques pour leur santé, voire même leur vie. Leurs corps

portent les marques de cette activité, des blessures en tous genres, des chutes de pierres, des morsures de serpents, des mains douloureuses, calleuses et abîmées par des coups de marteaux malencontreux, mais aussi cette poussière qu'elles respirent, étant entendu, bien sûr qu'elles ne portent pas de masque ! Installées au versant de la montagne, ces femmes ont conscience des dangers puisque plusieurs d'entre elles portent des cicatrices et peuvent raconter maintes anecdotes sur la chute de telle collègue ou de telle autre, mais elles n'ont pas trouvé d'autres activités à faire. Mariam Sangaré présente des cicatrices sur ses genoux. Elle a fait une chute en descendant un flanc de la montagne. Laure Sanogo, une jeune fille mère porte au dos un enfant de 6 mois en pleurs, sur sa tête une grosse cuvette remplie de morceaux de roches : « Je fais ce travail depuis mon accouchement pour me nourrir et m'occuper de mon enfant parce que j'ai été abandonnée par le père ».

Malgré tout, elles sont fières des bénéfices qu'elles tirent de cette activité. Après un coup de fil avec un client, Fatoumata Ouattara brandit son téléphone portable pour nous montrer l'un des fruits de son activité. Elle nous dira avoir acheté ce téléphone grâce à la vente du gravier...

Au nord du pays, où il n'y a quasiment pas d'industrie, et après une décennie





Fatoumata Ouattara

de crise socio politique très rude pour les populations, on peut comprendre que les femmes soient obligées de s'adonner à des activités aussi dangereuses pour engranger des revenus pour faire face au quotidien. Des jeunes filles que nous rencontrons en plein activité disent venir chercher un peu d'argent au pied de la montagne pour subvenir à leurs besoins, elles préfèrent cela plutôt que de se livrer à la prostitution : « Il

**Leurs intentions sont bonnes, leur courage tout aussi remarquable, c'est pour-quoi, les autorités de la ville, les Ong's, les institutions nationales et internationales en faveur de l'épanouissement socio-économique de la femme doivent proposer à ces femmes battantes, une alternative en termes d'activités économiques, qui menacent moins leur intégrité physique.**

n'y a pas à avoir honte puisque cette activité nous permet non seulement de nous nourrir, de nous habiller ... c'est mieux que de vendre son corps au premier venu et s'exposer aux maladies sexuellement transmissibles » ; indique Djeneba Koné leur porte parole. Leurs intentions sont bonnes, leur courage tout aussi remarquable, c'est pour-

quoi, les autorités de la ville, les Ong's, les institutions nationales et internationales en faveur de l'épanouissement socioéconomique de la femme doivent proposer à ces femmes battantes, une alternative en termes d'activités économiques, qui menacent moins leur intégrité physique. Une activité tout aussi digne mais qui ne dégrade pas l'environnement et ne porte pas atteinte au patrimoine touristique que représente le Mont Korhogo. D'autres concasseuses de pierres exercent sur les petites collines de la commune de Korhogo. L'activité de casseuses de pierres semble être une niche de revenus pour les femmes dans « la cité du Poro ». Elles ont l'ambition de lutter pour la pérennisation de leurs activités et pensent à s'organiser afin de sortir de l'informel.

Aly Ouattara  
correspondant à Korhogo



Sougoura Konaté, Présidente de l'association "Bin Kadi"

### Entretien avec Sougoura Konaté, La Présidente de l'association « Bin Kadi » des concasseuses de roches en gravier

**" Si nous sommes délogées, des familles ne pourront pas se nourrir ! "**

L'association BIN KADI ("entente" en malinké) regroupe les casseuses de pierres. Sougoura Konaté, la présidente de l'association, la cinquantaine, est mère de 4 enfants.

#### Comment êtes-vous arrivée à cette activité ?

On peut dire que je suis la première à avoir commencé cette activité au lendemain de la guerre militaro-politique lorsque mon époux a perdu son emploi. J'étais dans l'obligation de prendre ma famille en charge.

Mon mari était employé à la CNCI (Commerce Nord de la Côte d'Ivoire) une succursale commerciale tenue par des Israéliens. Cette structure a fermé suite à la guerre. Nous n'avions aucune ressource pour vivre ; c'est ainsi que j'ai pris mon courage à deux mains et que je me suis rendue seule au pied du Mont Korhogo où j'ai ramassé de grosses pierres. Je me suis assise pour les réduire en petits morceaux et les proposer sur les chantiers de construction de mon quartier et plus tard dans certains quartiers de la commune. Ensuite, j'ai reçu mes premières commandes qui étaient des commandes de brouettes que je faisais entre 2000 et 5000 f (\$4 à \$10 US) le chargement. Mes premiers clients étaient ceux qui faisaient de la décoration sur les murs

avec ces graviers. Puis progressivement ceux qui l'utilisent dans le petit béton et autres travaux de construction. Petit à petit, j'ai commencé à avoir de nombreuses commandes. J'ai donc recruté tous mes enfants et leurs amis.

#### Aujourd'hui, vous êtes nombreuses dans l'activité ?

Au début certaines de mes amies ont trouvé l'activité humiliante, mais d'autres m'ont approché pour comprendre comment cela se passe. Quelques unes m'ont accompagné en plus de nos enfants et aujourd'hui nous sommes une centaine de femmes. Des hommes se sont joints à nous.

#### Vous ne trouvez pas que l'activité est dangereuse ?

En effet, il y a de nombreux incidents qui se déroulent par jour, des morsures de serpents ou des doigts écorchés par des coups de marteaux, mais l'activité est rentable. Nous avons une trousse de secours grâce aux cotisations de nos membres. C'est pour cela que je lance un appel aux autorités et à tous les orga-

nismes sensibles à la cause des femmes de nous venir en appui afin d'organiser cette activité qui nourrit son homme.

#### Combien vous gagnez ?

L'association BIN KADI peut vendre 4 chargements de camion à 30 000 fcfa soit 120 000f par jour. Mais nous n'arrivons pas toujours à satisfaire à temps les commandes à cause de la pénibilité du travail.

#### Quels sont vos rapports avec les autorités municipales ?

Justement, des opérateurs économiques veulent nous déloger. Ils veulent utiliser notre site pour construire des maisons. Je demande la clémence de la mairie de Korhogo. Si nous sommes chassées de ces espaces que nous avons nettoyés et débroussaillés à la main, des familles ne pourront plus subvenir à leurs besoins.

Aly Ouattara,  
Correspondant à Korhogo



# Agroforesterie : Une réalité en Afrique ?

Les menaces sur notre environnement, et surtout la dégradation constante de la diversité biologique avec leur cortège de conséquences problématiques, telles que le réchauffement climatique et les crises alimentaires mondiales, confortent aussi bien les politiques que les experts de tous bords, notamment les écologues, à renforcer les initiatives visant à promouvoir la gestion durable, la préservation et le développement des forêts sur le plan mondial.



Exemple d'agroforesterie dans le Bassin du Congo



Vue d'un autre modèle d'agroforesterie

Cette initiative intègre l'agroforesterie, terme créé en 1971 par Joe Hulse, du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), dont les recherches portaient essentiellement sur la foresterie sociale en Afrique.

Une approche qui associe harmonieusement la préservation de la forêt et la satisfaction des besoins des populations en matière d'agriculture, d'élevage et d'exploitation des ressources forestières sur le même espace ; sans dommages pour la survie de la forêt.

Bien qu'elle soit présentée comme le compromis parfait ou l'arrangement idéal entre la préservation de la forêt et l'Agriculture, l'agroforesterie rencontre certaines difficultés dans sa mise en œuvre ; notamment dans les pays sous-développés d'Afrique, de l'Amérique latine et de certains pays d'Asie.

La définition la plus couramment utilisée est celle qui a été proposée par Lundgren et Raintree en 1982 et officiellement adoptée par l'ICRAF (International Council for Research in Agroforestry, aujourd'hui connu sous le nom de World Agroforestry Center).

Selon cette approche, "L'agroforesterie désigne l'ensemble des systèmes et des techniques d'utilisation des terres où des plantes ligneuses vivaces sont délibérément associées aux cultures ou à la production animale sous forme d'un arrangement spatial ou d'une séquence temporelle prenant place sur une même unité de gestion de la terre. Les systèmes agro forestiers sont caractérisés par des interactions écologiques et économiques entre leurs diverses composantes".

terrie désigne l'ensemble des systèmes et des techniques d'utilisation des terres où des plantes ligneuses vivaces sont délibérément associées aux cultures ou à la production animale sous forme d'un arrangement spatial ou d'une séquence temporelle prenant place sur une même unité de gestion de la terre. Les systèmes agro forestiers sont caractérisés par des interactions écologiques et économiques entre leurs diverses composantes".

## **La préservation de la forêt et la satisfaction des besoins des populations en matière d'agriculture, d'élevage et d'exploitation des ressources forestières sur le même espace ; sans dommages pour la survie de la forêt.**

Les freins à la mise en œuvre de l'agroforesterie sont nombreux mais nous retiendrons trois causes essentielles : la création de plantations industrielles très gourmandes en destruction de forêt, la culture extensive et la non maîtrise des techniques de l'agroforesterie par les paysans.

La satisfaction de la demande alimentaire mondiale a explosé avec l'accroissement de la population de la planète (7 milliards d'habitants), en même temps que les besoins en matières premières; notamment le bois, le caoutchouc naturel, pour ne citer que ceux-là.

Cette situation a conduit les grands groupes agro-industriels à réquisitionner de plus en plus de terres pour la création de plantations industrielles de palmier à huile, d'hévéa, de blé, de pomme de terre, de cacao et de café.

A cela, il faut ajouter l'exploitation des essences naturelles et des carrières minières qui dégradent fortement la forêt. L'ensemble de ces activités, bien que rentables, a quasiment détruit tout le couvert forestier. L'exemple de la Côte d'Ivoire est très éloquent : près de 80 % de la couverture forestière de la Côte d'Ivoire a disparu entre 1960 et 1990. En effet, de 14 millions d'hectares au début des années 60, la superficie de la forêt dense ivoirienne n'est plus que d'environ 2 500 000 ha aujourd'hui. L'expansion agricole et l'exploitation anarchique des ressources forestières sont à l'origine de cette déforestation. Les conséquences de







cette situation sont, entre autres, la baisse drastique de la production de bois d'œuvre, les difficultés d'approvisionnement des industries du bois, la perte de la biodiversité de la flore et de la faune, ...



Outre le bois d'œuvre, les arbres peuvent fournir plusieurs autres produits comme du papier, du bois de feu et autres combustibles, des produits alimentaires (fruits, graines, feuilles, racines, fleurs,

sève), des fourrages, des produits médicinaux, des huiles, du caoutchouc, des gommés, des résines, des fibres, du liège ou des produits cosmétiques.

En plus de la production de biens, les arbres rendent de nombreux services grâce à leur influence positive sur les propriétés de l'écosystème : lutte contre l'érosion, ombrage, fixation de l'azote, régulation du régime des eaux, qualité des eaux par épuration des fertilisants (effet mécanique induit par l'utilisation ou l'absorption d'une partie de l'engrais par les arbres qui sont dans la plantation), biodiversité, réduction de l'effet de serre par séquestration de carbone, réhabilitation des sites pollués, surexploités ou abandonnés par phytoremédiation ou phytoréhabilitation qui est la capacité des plantes à concentrer (bioconcentration) et traiter ou exporter des éléments indésirables (métaux lourds ou HAP, le plus souvent) contenus dans le sol. Les plantes les

plus utilisées sont dites hyperaccumulatrices.

Les systèmes agroforestiers ont aussi une fonction esthétique, récréative et cynégétique, car ils peuvent créer et maintenir un paysage ouvert, accessible au public; ce que ne permettent pas d'autres usages agricoles des terres. ■

Edoukou Adou

Sources

Cours de Conservation et Gestion de l'Environnement à la Chaire Unesco de l'Université d'Abidjan, Cocody (2010 - 2011) par Dr. Egnankou Wadja Mathieu

Mémoire soumis au 7<sup>ème</sup> Congrès forestier mondial, Québec Canada, par Sonwa Denis J., Weise Stephan F., Ndoye Ousseynou et Janssens Marc J.J. Université de Laval, Québec, Canada

### PROMOTION DES AGROFORETS CACAO

En Afrique de l'Ouest, les cacaoyères sont installées après abattage de la forêt alors qu'en Afrique Centrale, notamment au Cameroun, les cacaoyers sont installés sous ombrage, après aménagement du couvert forestier en vue de procurer de l'ombre aux cacaoyers. Cette dernière pratique résulte du passage de la cacao-culture des entreprises «modernes» aux mains de petits paysans dans les années 1920. Au fil des ans, les paysans camerounais ont fait un savant dosage des connaissances de gestion de la forêt dans laquelle ils vivent depuis des siècles avec des pratiques agricoles de la cacao-culture introduite au Cameroun en 1886.

Cette méthode leur permet non seulement de tirer de ces agro forêts des produits traditionnels mais aussi des produits alimentaires, des plantes médicinales, du bois d'œuvre pour la fabrication d'objets d'art ; et donc des

revenus additionnels tirés de ces nouvelles activités. Ce qui n'est pas le cas en Afrique de l'Ouest et principalement en Côte d'Ivoire, 1er producteur de cacao avec 40% de l'offre mondiale.

Par ailleurs, ces modèles dans la promotion des systèmes agro forestiers à base de culture pérenne en Afrique Centrale permettent d'atteindre les exigences internationales en matière environnementale.



Cette multitude de composantes (Cacaoyers et plantes compagnes) confère à ce système une flexibilité de gestion et d'amortissement des chocs. C'est ainsi que face aux mutations socio-économiques (baisse des prix, dévaluation du Franc CFA, libéralisation du secteur agricole) les cacaoculteurs vont s'appuyer sur les arbres compagnons du cacaoyer en les intensifiant dans les plantations. La gestion rationnelle de ces arbres (ex : ventes programmées des espèces ligneuses) apporte un revenu additionnel aux paysans et permet ainsi de lutter contre la pauvreté en milieu rural ; en même temps qu'elle apporte une réponse au problème du réchauffement climatique à travers le planting planifié d'arbres.

Les boisements contribuent, effectivement à freiner la déforestation en Afrique de l'Ouest mais ils ne permettent toujours pas de combler tous les services offerts par les forêts natu-

relles (en terme de variétés des espèces, d'occupation du sol, des écosystèmes...) qu'il faut éviter de détruire inutilement. Au regard des résultats obtenus au Cameroun, les autorités ivoiriennes devraient veiller à la définition et à la mise en œuvre d'une véritable politique d'agroforesterie dans notre pays.

Edoukou Adou

*Dans notre prochain numéro,  
nous vous ferons découvrir les :*

**« Exemples d'agroforesterie à travers le monde »**



## Réhabilitation des mangroves de Côte d'Ivoire : Cas de Fresco

Belle mangrove de *Rhizophora racemosa*

Vue aérienne de la mangrove à l'entrée de la rivière Gnou (Est de la lagune N'gni)

*Par définition, la mangrove est un écosystème forestier formé d'espèces végétales très particulières - les Palétuviers - qui se développent sur des sols hydromorphes soumis à l'influence quotidienne des marées. Elle se distingue de toute autre forêt par sa station qui est continuellement détrempée par les eaux et par les espèces végétales et animales plus ou moins curieuses qui la composent. Les mangroves s'étendent, en Côte d'Ivoire, d'Assinie-Mafia à l'Est jusqu'à Biléron, à l'Ouest.*

**P**ar définition, la mangrove est un écosystème forestier formé d'espèces végétales très particulières - les Palétuviers - qui se développent sur des sols hydromorphes soumis à l'influence quotidienne des marées. Elle se distingue de toute autre forêt par sa station qui est continuellement détrempée par les eaux et par les espèces végétales et animales plus ou moins curieuses qui la composent. Les mangroves s'étendent, en Côte d'Ivoire, d'Assinie-Mafia à l'Est jusqu'à Biléron, à l'Ouest.

### FLORE ET VÉGÉTATION

Rappelons que la flore d'une région est l'ensemble des espèces végétales de cette région. C'est aussi le « document » dans lequel sont consignées toutes les espèces de la région ; la végétation est l'ensemble des végétaux qui se développent dans une région. C'est aussi l'ensemble des plantes considérées dans leurs rapports dans le milieu, climat, sol, êtres vivants y compris l'Homme.

Sur le plan floristique, les mangroves de Côte d'Ivoire sont très pauvres. Parmi la soixantaine d'espèces végétales recensées dans les mangroves du monde et les six que renferment celles de l'Afrique de l'Ouest, seulement 3 espèces ont, jusqu'à présent, été recensées en

Côte d'Ivoire. Ce sont : *Rhizophora racemosa* ou Palétuvier rouge, de la famille des Rhizophoraceae ; *Avicennia germinans* ou Palétuvier blanc, de la famille des Aviceniaceae et *Conocarpus erectus* L. ou Palétuvier gris, de la famille des Combretaceae. Les 3 autres espèces de Palétuviers d'Afrique atlantique : *Rhizophora harrisonii*, *Rhizophora mangle* et *Laguncularia racemosa*, respectivement de la famille des Rhizophoraceae et celle des Combretaceae, n'ont pas encore été signalées.

*Le choix de Fresco est dû au fait que, située au Centre du littoral ivoirien, cette localité est la seule en Côte d'Ivoire qui renferme à la fois, les deux principaux types de mangroves : mangroves lagunaires (bordant la lagune N'gni) et mangroves estuariennes*

Les Palétuviers sont des halophytes « obligatoires ». Cependant, les teneurs en sel qu'ils exigent pour leur développement tout comme la nature des sols qu'ils colonisent ainsi que la durée des submersions, varient d'une espèce à l'autre. Ces conditions leur impriment une répartition zonale le long du littoral. Ainsi, les trois Palétuviers ont chacun son aire de répartition au ni-

veau de chaque mangrove et ils ne sont pas toujours présents à la fois dans toutes les mangroves. Parmi celles-ci, certaines sont monospécifiques, ne comprenant qu'une seule espèce de Palétuvier qui est, généralement le Palétuvier rouge (*Rhizophora racemosa*); d'autres (les plus nombreuses) sont disspécifiques, c'est-à-dire à 2 espèces : *Rhizophora racemosa* et *Avicennia germinans* (Palétuvier blanc). Les mangroves qui renferment à la fois les 3 espèces de Palétuviers sont parmi celles qui ont un contact permanent avec la mer et surtout, qui sont épargnées par les actions destructrices de l'Homme. Dans ce dernier cas, *Conocarpus erectus* (Palétuvier gris), est la troisième espèce.

Signalons, pour terminer, la présence dans la mangrove d'un important lot d'espèces dites « accidentelles » qui se rencontrent soit en groupements isolés, soit en association avec les Palétuviers. Parmi ces plantes, nous pouvons citer : *Agelaea obliqua* (Connaraceae), *Caesalpinia bonduc* (Caesalpinaceae), *Calamus deerratus* (Arecaceae), *Chrysobalanus icaco* (Rubiaceae) et *Ormocarpum verrucosum* (Papilionaceae).





## FAUNE

Originale par sa végétation et la composition floristique de celle-ci, la mangrove l'est tout autant par sa faune. En Côte d'Ivoire, les 3 classes d'animaux les plus fréquemment observées sont les Mollusques (exemple : *Crassostrea cucullata* (huîtres)) ; les Crustacés (exemple : *Peneus* sp (crevette)) et les Poissons.

A ces classes, il convient d'ajouter les oiseaux qui fréquentent plus ou moins assidûment l'écosystème mangrove et divers types de reptiles (varans, serpents, crocodiles, etc.).

## IMPORTANCE DES MANGROVES EN CÔTE D'IVOIRE

Les mangroves revêtent une importance capitale pour les régions littorales. Par leur fonctionnement, elles interviennent dans le maintien et le développement de la chaîne alimentaire des plans d'eau côtiers. Leur situation privilégiée entre les milieux marins et continentaux, fait d'elles de véritables remparts contre l'érosion des côtes ; ce sont, en général, des zones de transit obligatoire pour de nombreuses espèces d'animaux aquatiques herbivores tels que les lamantins ; et d'oiseaux migrateurs. Elles jouent un rôle de « nurseries » pour plusieurs espèces de poissons. Les plans d'eau permettent la navigation, la pêche, le sport nautique etc. ...

*Les mangroves ivoiriennes sont menacées de disparition alors que la majeure partie des populations côtières vivent à leurs dépens. En plus des conséquences économiques, la disparition de l'écosystème peut entraîner des catastrophes écologiques et sociales.*

## ETAT DES MANGROVES EN CÔTE D'IVOIRE

Malgré ces rôles très importants qu'elles jouent, les mangroves de Côte d'Ivoire, par méconnaissance, ne reçoivent ni l'intérêt, ni la protection qu'elles méritent et sont soumises à rudes épreuves. Sous l'action de coupes à grande échelle, des stations entières ont disparu. Les populations, qui utilisent des procédés exterminateurs dans leurs activités

(pêche à l'aide de produits toxiques, exploitation anarchique du bois, etc. ...), n'ont pas conscience des conséquences désastreuses que peuvent avoir leurs comportements sur les régions et même sur leur propre vie.



Exploitation anarchique du bois de palétuvier au Sud de la lagune N'gni

Les mangroves ivoiriennes sont menacées de disparition alors que la majeure partie des populations côtières vivent à leurs dépens. En plus des conséquences économiques, la disparition de l'écosystème peut entraîner des catastrophes écologiques et sociales. Avec de fortes pressions anthropiques sur l'écosystème, plusieurs niches écologiques ont été perturbées, déstabilisant la diversité biologique.

## ACTIVITÉS DE RÉHABILITATION ENTREPRISES PAR SOS-FORÊTS

Au vu de toutes ces pressions, il s'est révélé impérieux d'entreprendre des actions pour freiner ces pratiques et de mettre en œuvre de nouvelles stratégies dans le but de restaurer les mangroves, en vue d'un développement humain durable.

**FRESCO, l'unique...**



Aspect de la mangrove dans le delta de la Bolo à Fresco

Le choix de Fresco est dû au fait que, située au Centre du littoral ivoirien, cette localité est la seule en Côte d'Ivoire qui renferme, à la fois, les deux principaux types de mangroves : mangroves lagunaires (bordant la lagune N'gni) et mangroves estuariennes (développées à l'embouchure des fleuves Bolo et Niouniourou, et de la rivière Gnou). De plus, la faune

est l'une des plus riches de toutes les zones humides de Côte d'Ivoire.

Il s'agit de gérer durablement la diversité biologique des zones côtières de Fresco en réhabilitant les mangroves par le reboisement, la maîtrise des données écologiques, le renforcement des capacités locales en matière de sylviculture en mangroves, de biomonitoring et de protection des ressources naturelles.

Les estuaires à mangroves, les deltas et autres lagunes côtières sont d'une importance capitale pour l'Homme. En utilisant les effets bénéfiques des apports fluviaux et des remontées d'eaux marines, les richesses des océans et des continents se rencontrent et se renouvellent sans cesse. L'Homme peut y créer des sites adéquats pour la récréation ou d'autres activités lucratives nécessaires à son équilibre.



Pépinière de *Rhizophora racemosa* ou palétuvier rouge

Mais, en dépit de cette importance, cet écosystème hautement productif, subit en Côte d'Ivoire, les effets néfastes des activités humaines. Et pourtant, dans les conditions d'un fonctionnement normal du biotope, les déchets évoluent peu et lentement, les submersions biquotidiennes par les eaux saumâtres établissent des équilibres relatifs entre les différentes composantes de l'écosystème où tous les organismes et autres richesses se renouvellent dans le miracle infini de la nature.

L'expérience de Fresco doit être divulguée sur l'ensemble du littoral ivoirien, afin de réhabiliter l'écosystème mangrove et conserver la diversité biologique des zones humides côtières. ■

Egnankou Wadja Mathieu  
Enseignant-Chercheur à l'Université de  
Cocody, Abidjan  
Président de l'ONG SOS-Forêts.  
22 BP 918 Abidjan 22  
Cel : 07 76 92 02  
wadjaegnankou@hotmail.com  
Crédits photos : Prof. Egnankou



## LES CHIFFRES

Les résultats concrets cités sont obtenus à travers l'exécution participative (avec les populations locales), de plusieurs activités. Au total, 7 grandes activités ont été exécutées :

**1. Etude écologique :**

elle concerne les données physico-chimiques du milieu (salinité, pH, température, etc. ...).

**2. Organisation d'ateliers** de formation sur la technique de plantation de palétuviers (la sylviculture).

**3. Sylviculture :** cette activité a été exécutée en se basant sur le mode de reproduction par viviparité des palétuviers. Les plantules ont été collectées dans les mangroves de Grand-Lahou et environs, et utilisées pour le reboisement. Deux méthodes de planting ont été utilisées :

(i) les semis- collectées ont été utilisées pour faire des pépi-

nières et replantées après l'apparition des première feuilles; (ii) les plantules collectées ont été immédiatement plantées sur le site à reboiser. L'utilisation de ces deux techniques permet d'accroître le taux de reprise.

**4. Formation théorique et pratique** des bio-moniteurs en matière de maîtrise des outils et des techniques d'identification des oiseaux, des méthodes d'inventaire et la connaissance des principaux.

**5. Installation de fermes piscicoles** au profit des populations.

**6. Valorisation des activités touristiques :** des guides écotouristiques seront formés et

des brochures éditées pour contribuer au développement des activités touristiques, génératrices de revenu pour les populations locales.

**7. Mise en place d'un programme** d'Information, d'Education et de Communication pour le Changement de Comportement. (IEC - CCC).

**Les résultats obtenus :**

- Pépinière de 10 000 plants réalisée
- 20 ha de mangroves reboisées
- Passe ouverte et entretenue
- Capacités des populations renforcées en matière de reboisement en mangrove, d'élevage d'animaux et d'identification des oiseaux. ■

Edoukou



ONG POUR LA GESTION DURABLE DE LA BIODIVERSITE ET LA PROMOTION DE L'EDUCATION ENVIRONNEMENTALE

DATE DE CREATION : 16 mars 1996 ENREGISTREMENT : N° 554/INT/AT/AG du 05/09/2001

NOM DU REPRESENTANT LEGAL : Dr EGNANKOU Wadja Mathieu, Président Exécutif  
Lauréat 1992 du prix Goldman de l'Environnement

ADRESSE : 22 BP 918 ABDJAN 22 TEL : +225 22 44 03 44 / +225 07 76 92 02 / 01 44 63 81

E-MAIL : sosforets@aviso.ci/ sosforets@hotmail.com/ wadjaegnankou@hotmail.com

SIEGE SOCIAL : ABIDJAN-COTE D'IVOIRE - QUARTIER : Cocody Jardin Botanique de l'Université de Cocody (CNF)



Vue partielle du siège de SOS-Forêts



Bureau du Directeur Exécutif saccagé et tous les documents emportés

Le siège a été pillé durant les événements



# CENTRE SUISSE DE RECHERCHES SCIENTIFIQUES EN CÔTE D'IVOIRE (CSRS)



Le CSRS, 60 ans de recherche en partenariat dans les domaines des Sciences Biomédicales, Agricoles, Ecologiques, Economiques et Sociales.

## Mission

Initier, encourager, soutenir et exécuter les recherches en partenariat en Côte d'Ivoire et dans les pays de la région Ouest Africaine, tout en contribuant au renforcement des capacités locales et en fournissant des services de qualité.

## Vision

Etre un centre de ressources pour la recherche, la formation et les services, une plateforme efficace de partenariat régional et international, une institution crédible générant des résultats applicables pour le développement durable.

## Activités

- Recherche
- Formation
- Services

## Domaines :

Santé | Sécurité alimentaire | Nutrition et système de production | Faune, Flore et Conservation



Valorisation et financement de la recherche | Gouvernance | Education | Gestion des conflits

## CSRS

Centre Suisse de Recherches  
Scientifiques en Côte d'Ivoire







# Enquêtes / Région des Montagnes et du Moyen-Cavally Parcs nationaux et forêts classés en péril !



Un cuisinier d'Abidjan apprête de la "viande de brousse" (agoutis, pangolins... etc.) Le braconnage et la déforestation sont monnaie courante

Une promenade dans des forêts classées nous donne de faire un bien triste constat. La longue guerre du Libéria (14 ans) avec la pression exercée sur le massif forestier dans la Zone d'Accueil des Réfugiés (ZAR), les ont touchées en plein cœur. Ensuite est venue la guerre de 2002 avec le départ des services des Eaux et Forêts et de la SODEFOR (Sociétés de gestion forestière), le patrimoine forestier de l'ouest montagneux de la Côte d'Ivoire. Plus d'une vingtaine de forêts classées estimées à plus de 250 mille hectares ont ainsi été dévastées par les populations. Ce massif forestier qui formait jadis une chaîne harmonieuse et vivifiante, avec celui de la Guinée voisine, risque d'être rayé de la carte nationale. Que s'est-il passé ? Des individus les ont investies pour y créer des plantations. Des braconniers y ont créé des pistes. Les exploitants forestiers y ont tracé des boulevards au bulldozer et à la tronçonneuse. Les témoignages recueillis sur place, avancent que ce sont les exploitants forestiers, des particuliers et même des industriels qui y sont pénétrés à la recherche de grumes. Ensuite les paysans s'y sont installés pour réaliser de vastes plantations. D'autres en ont fait leur propriété qu'ils vendent à des allogènes et des allochtones à vil prix. Ceux-ci y créent des plantations de cacao, de café ou d'hévéa.

nom. Envahie par des producteurs de maïs, de manioc et de riz. Idem pour la forêt classée du mont Glah (3100 ha). Là-bas, même le sommet que l'on dit sacré, de la chaîne de montagnes n'a pas été épargné. La parcelle est occupée par des champs de riz. Les forêts de teks et d'acacias de la SODEFOR sont tout simplement détruites. Les forêts classées du mont Tia (24 900 ha) où était protégé l'Aniégré (une espèce de bois noble), Flansobly (15450 ha), Yalo (26800 ha), pour ne citer que celles-là, sont réduites en plantations. La forêt classée de Sangouiné (24610 ha) est prise en otage par des individus qui en ont fait leur propriété privée qu'ils revendent après un morcellement méthodique des parcelles à des allogènes. C'est aussi le cas pour la forêt classée du mont Peko qui est aux mains d'une bande puissamment armée qui y règne en maître absolu, à en croire les agents des Eaux et Forêts exerçant dans la région. Des villageois que nous avons approchés, ont indiqué sous le sceau

complicité de certains chefs de communauté. A Sangouiné, la parcelle se vendait à 70 000FCFA l'hectare ; L'ex sous-préfet de cette localité, Okyé Koffi Roche, qui a fait de la lutte contre l'occupation clandestine des forêts classées son cheval de bataille, a demandé au commandant de secteur de Sangouiné (le Sergent-chef Kasser) de procéder au recensement des clandestins qui occupent ces forêts. « Généralement ceux qui s'adonnent à cette pratique, ce sont des Lobi, des Mossi, des Malinké, et quelques Yacouba . Ils ont occupé ces parcelles avec la permission de certains autochtones qui en ont fait leur propriété », précise le représentant de l'Exécutif. Celui-ci a même convoqué les chefs de villages et de communautés vivant dans sa circonscription pour une mise en garde ferme. Nul n'a le droit d'occuper les forêts classées qui appartiennent à l'Etat. Il a promis que « dès que les agents des Eaux et Forêts seront redéployés, tous ces paysans clandestins seront chassés ».

HUMANITAIRE

## PERTE DE CONTRÔLE PAR L'ETAT

A titre d'exemple, la forêt classée du mont Dent (136 ha) n'existe que de

**Là-bas, même le sommet que l'on dit « sacré », de la chaîne de montagnes n'a pas été épargné. La parcelle est occupée par des champs de riz. Les forêts de teks et d'acacias de la SODEFOR ont été détruites.**

de l'anonymat que des éléments des Forces Nouvelles seraient impliqués dans cette vente de forêts avec la

## PERTE SCANDALEUSE

A Zonlé II, dans la sous-préfecture de Sangouiné, une portion de la forêt classée du mont Glôh (10250 ha) a été attribuée à la coopérative du village. Ce GVC (groupement à vocation coopérative) qui a obtenu 300 ha (autorisation N° 1185-81/MIN/OR/DDCF signé par le ministre des Eaux et Forêts de l'époque, Christian Zagoté) n'a pu mettre en valeur sa portion. L'autorisation qui ne fait pas office de titre foncier, indique que si la parcelle n'est pas mise en valeur agricole dans un délai de cinq ans, l'Etat se réserve le droit de la récupérer. Même mise





en valeur, elle doit être gérée comme une forêt classée. Malheureusement, des membres du GVC ont vendu des lopins de terre de cette parcelle à des allogènes. Ce qui est aujourd'hui source de conflit. Il est même aisé de constater qu'ils sont allés au-delà de l'espace qui leur a été accordé.

Le parc national du mont Sangbé dans le département de Biankouma n'a pas échappé au massacre perpétré par les exploitants forestiers, des braconniers et des paysans qui y opèrent en toute tranquillité. Les animaux qui y étaient protégés ont tout simplement disparu. L'un des facteurs de ce désordre inqualifiable, c'est la guerre permanente entre occupants clandestins de ces forêts. Des tueries sont régulièrement constatées. Le capitaine Adonis Konin, responsable socio économique et de la communication au centre de la Société de gestion forestière (SODEFOR) de Man, délocalisé à Duékoué du fait de la crise, nous révèle des chiffres ahurissants concernant la forêt classée de la rivière Sio. Selon lui, des ex-combattants se sont réfugiés dans cette forêt. Ces individus qui ont gardé leurs armes exercent des violences de tous ordres. L'officier des Eaux et Forêts indique que le 06 août 2009, un corps non identifié a été découvert. L'homme a été tué par balle. Des riverains ont signalé que le corps a été retrouvé après des tirs nourris entre occupants clandestins. Ces affrontements entre groupes rivaux ont fait 13 morts le 7 février 2006, 3 morts le 27 mars de la même année, 2 morts et 5 blessés le 21 avril 2007. En février 2010, des affrontements entre autochtones dan et occupants clandestins ont fait 12 blessés. C'est au prix d'une mission urgente de l'ambassadeur du Burkina Faso en Côte d'Ivoire, Son Excellence Emile Ibouido, à Danané, que le feu a été éteint.

Le 16 mars 2008, une opération secrète de la SODEFOR a permis de mettre la main sur Ousmane Sanoudé de nationalité Burkinabé qui a été surpris, défrichant une parcelle dans la forêt classée du Sio. Il détenait une arme de type calibre 12 canon scié. L'homme a été déferé au tribunal de Daloa. Pendant

le premier trimestre de l'année 2010, environ 11 personnes ont péri dans les affrontements entre clandestins dans la forêt classée du mont Peko. Parmi ces victimes 8 personnes ont été brulées vives.

Dans le département de Man, seule la forêt classée du mont Tonkpi (6150 ha) a échappé à l'exploitation sauvage, du fait de son relief très accidenté. Malheureusement, cette rescapée est actuellement en proie à des exploitations clandestines.



Antilopes dans le parc du Mont Sangbé

### DES ESSENCES EN DANGER

Le patrimoine forestier ivoirien à l'Ouest est riche de plusieurs centaines d'espèces. Aujourd'hui, les essences nobles telles que l'Aniègré, l'Amazakoué, l'Akatio, le Bété et le Niangon utilisées dans l'industrie automobile, navale et aéroportuaire, sont en voie de disparition. Elles sont devenues si rares qu'on peut sans risque prédire leur disparition totale. C'est aussi le cas des espèces comme le Makoré, le Tiama, l'Iroko, l'Aboudikro, le Bahia, le Sipo, le Cos sipo etc., utilisées dans l'ébénisterie et le bâtiment. L'Acajou à la fois utilisé dans l'ébénisterie et la fabrication des fusils est aussi en sursis. Des essences comme le Lotofa, le Difou, le Lingué, le Mouvogui et le Yatanza attendent leur mort. Aujourd'hui, les exploitants forestiers s'acharnent sur le Samba, le Fraqué, le Dabema, le Bahia, et l'Iroko (Même de petits Diamètre). Une vraie catastrophe nationale.

### RÉACTION DES AUTORITÉS

Le directeur régional des Eaux et Forêts, le lieutenant-colonel Kouamé Bi, souligne que sa direction est délocalisée à Duékoué et n'a pas d'emprise sur

ce qui se passe dans les zones Centre-Nord-Ouest (CNO). Néanmoins, il entend œuvrer dans le sens de la restauration du patrimoine forestier une fois de retour à Man. Il compte fermement sur la fin de la crise post-électorale pour que le redéploiement des agents des Eaux et Forêts soit effectif. De son côté, le capitaine Adonis Konin estime que s'il y a une réelle volonté politique, l'on peut reconstituer et sauver le couvert végétal sous protection de l'Etat. Selon lui, une décision gouvernementale a permis en 1988 de faire sortir tous les planteurs qui ont occupé clandestinement les forêts classées. La même opération a été menée en 1997 par la SODEFOR. Mais contre toute attente, des planteurs se sont organisés pour rencontrer l'ex-chef de l'Etat, qui a autorisé leur réintégration sous réserve de ne pas étendre les parcelles déjà cultivées. « Donc seul le soutien des autorités au sommet de l'Etat pourra permettre de sauver ce patrimoine forestier. Les services de la SODEFOR et des Eaux et Forêts à eux seuls ne peuvent pas réussir cette mission », s'inquiète le capitaine Konin Adonis. Quant au préfet de région, préfet du département de Man, il renchérit en souhaitant l'implication des chefs coutumiers, des cadres et élus de la région dans la sensibilisation des populations sur l'occupation illégale et clandestine des forêts classées.

De leur côté, les Forces Nouvelles ont initié en 2004 un programme de reboisement dans la zone de Sangouiné. La mise en œuvre de ce programme a été confiée à la société des travaux de reboisement compensatoire (STRC). Ce programme s'est heurté à des difficultés financières. Depuis 2007, il connaît une interruption. Aujourd'hui, l'on peut affirmer, sans ambages, que le patrimoine forestier de l'Ouest de la Côte d'Ivoire est sinistré. Et, que seul un programme spécial et urgent de reconstitution du couvert végétal peut rétablir la flore dans cette région qui commence à ressentir les effets du changement climatique. ■

Kindo Ousseny  
(Man)



Hippopotame pygmée est une espèce hautement menacée

### L'ENFER DES ANIMAUX SAUVAGES

C'était une forêt giboyeuse dans les années 60-70, se souvient un citoyen ivoirien de 53 ans. Il soutient que le visiteur pouvait rencontrer dans le parc national du mont Sangbé, à Biankouma, une multitude d'espèces d'animaux sauvages. Des panthères, des éléphants, des sangliers, des phacochères, des hippopotames,...

Les habitants les plus visibles du site étaient les singes, tels les macaques, les cynocéphales, les babouins. C'était le paradis des gazelles, biches, lièvres, agoutis et autres écureuils...

Aujourd'hui, la forêt et son contenu se racontent au passé aux générations montantes. ■

C. Sewa



## Protection de la faune en Côte d'Ivoire

# La Wild Chimpanzee Foundation



Des bébés chimpanzés jouent avec une fleur.



Un groupe de chimpanzés en train de s'épouiller.

La Wild Chimpanzee Foundation, créée en 2000 par le Prof. Christophe Boesch et Hedwige Boesch en réponse au déclin rapide des populations de chimpanzés sauvages, est une Fondation multinationale basée en Suisse avec des représentations en Allemagne, Côte d'Ivoire, France et Guinée. Sa mission est d'assurer à long terme la protection des populations viables de chimpanzés sauvages et de leur habitat en Afrique tropicale. Elle se base sur une triple philosophie « conservation-recherche-éducation » pour mener à bien sa mission et se concentre sur l'Espace Taï-Sapo, le dernier grand bloc forestier de l'Afrique de l'Ouest. Cet Espace, classé zone prioritaire pour la conservation des chimpanzés et de la biodiversité, s'étend de Côte d'Ivoire au Liberia. Ainsi, dans l'Espace Taï-Sapo et dans plusieurs autres zones prioritaires à travers l'Afrique de l'Ouest, la WCF mène diverses activités pour assurer la protection des dernières populations de chimpanzés, nos cousins de la forêt. Voilà un aperçu de ses activités.

**L**a WCF a, depuis 2004, mis en œuvre des programmes de suivi écologique où des membres des communautés locales, ainsi que des éléments de l'OIPR (Office Ivoirien des Parcs et Réserves), avec lequel la WCF travaille en collaboration sont formés à la collecte de données dans les aires protégées, sur tous les indices de présence de la faune ainsi que sur les activités anthropiques illégales. De cette façon, la WCF est en mesure de situer et quantifier les populations animales afin de définir les zones d'intérêt prioritaires et les menaces qui pèsent sur la biodiversité comme le braconnage. Ces résultats se sont ainsi révélés utiles pour les organismes gouvernementaux comme l'OIPR, qui peuvent alors adapter leurs stratégies de surveillance en réponse à ces données, augmentant ainsi de manière efficace la protection des aires protégées. Dans des forêts exploitées, ces

résultats peuvent aussi appuyer la mise en place d'un système de gestion durable qui prend en compte la faune. Ceci est le cas pour les Forêts Classées de Goin-Débé et de Cavalily, où la WCF travaille en collaboration, depuis 2007 avec la SODEFOR, gestionnaire de ces forêts.

**Au cours des tournées de sensibilisation, les populations locales vivant autour des différentes forêts sont invitées à regarder la pièce, à prendre part aux discussions ouvertes et à regarder des films documentaires sur les chimpanzés.**

En collaboration avec plusieurs compagnies de théâtre professionnelles en Côte d'Ivoire, Guinée, Liberia et Sierra Leone, la WCF a créé des pièces de théâtre éduca-

tives visant à la sensibilisation des populations riveraines des aires protégées, sur la conservation des chimpanzés et la gestion durable des zones forestières. Au cours des tournées de sensibilisation, les populations locales vivant autour des différentes forêts sont invitées à regarder la pièce, à prendre part aux discussions ouvertes et à regarder des films documentaires sur les chimpanzés. Le journal de la WCF « Paroles de Forêt », est aussi distribué gratuitement à ces occasions. A ce jour, la WCF a visité près de 400 villages avec ses campagnes, qui ont pu atteindre un public estimé à plus de 200.000 personnes. Avec le succès de ces tournées, des troupes amateurs ont aussi été formées pour mener leurs propres tournées. Les activités d'éducation incluent aussi les leçons d'éducation environnementale du Club PAN (Personnes, Animaux, Nature), qui prend place dans 12 écoles primaires de Côte







d'Ivoire, en tant qu'activité extra-scolaire. Au Parc National du Banco, au cœur d'Abidjan, la WCF a mis en place un éco-musée, pour l'éducation sur l'environnement pour tous les écoliers, les Abidjanais et touristes internationaux.

Pour encourager les populations locales à éviter la viande de brousse comme source de protéine, la WCF a mis en place divers microprojets dans les villages riverains du Parc National de Taï. Ces projets sont principalement des fermes de pisciculture dans 10 villages pour lesquels les communautés sont chargées de les maintenir et de les développer durablement. De plus, récemment la WCF a aussi initié un projet d'écotourisme communautaire au Parc National de Taï qui a pour but de valoriser les ressources culturelles et naturelles de la région en y attirant des visiteurs étrangers. Pour finir, citons l'impact social



*Seulement 1,6% de notre ADN, nous différencie des chimpanzés. Parmi les 4 espèces de singes anthropoïdes, ce sont nos cousins les plus proches.*

des actions de cette Fondation qui, depuis sa création, conduit à l'embauche de centaines de personnes, parfois sur des courtes missions, comme sur le long terme. Un partenariat avec l'Institut Max Planck sur l'Anthropologie Evolutive en Allemagne a aussi permis à plusieurs étudiants ivoiriens de bénéficier d'une supervision de pointe pour leurs études. De nombreuses

formations ont lieu sur le terrain, que ce soit pour des écogardes, des agents de biomonitoring ou des enseignants. ■

Wild Chimpanzee Foundation (WCF)  
Représentation Régionale pour  
l'Afrique de l'Ouest  
23 BP 238 ABIDJAN 23  
[www.wildchimps.org](http://www.wildchimps.org)

Crédits photos : WCF



**Sensibilisation environnementale dans les écoles : Club PAN**



**Pièce de théâtre sur les chimpanzés**



## Man, Le secteur touristique dans la tourmente

L'espoir suscité par les accords politiques de Ouagadougou dans le secteur du tourisme dans la région des montagnes est en train de s'évanouir avec la crise post-électorale qui a secoué le pays. Cela se traduit par la dégradation des sites touristiques et des voies d'accès. Que de difficultés pour les tenanciers d'hôtels de la région !



Des joyaux inestimables à préserver : la Dent de Man, le Mont Tonkpi, le Mont Nimba

**S**i la majorité des sites touristiques ne sont pas restés intacts, leur accès demeure un véritable casse tête chinois. Les routes sont sérieusement dégradées, le cas de l'axe Man - Mont Tonkpi. L'accès à la Dent de Man, plus haut sommet ivoirien (...), est un calvaire pour les visiteurs. La voie est bouchée par la broussaille. Le lac de Man, la plus belle attraction de la ville est envahi par les herbes et les ordures ménagères. L'hôtel des lianes de Gouessesso est aujourd'hui en ruine. Le parc national du mont Sangbé, du fait de la crise, a seulement conservé son relief ; sa faune et sa flore ont subi l'assaut des exploitants forestiers, agricoles et des braconniers.

Le pont des lianes de Zadèpleu n'est plus que l'ombre de lui-même, malgré sa réhabilitation en 2005 par l'ONUCI dans le cadre des projets à impact rapide.

Les cascades naturelles, fleuron du tourisme ivoirien, ne sont pas entretenues. Le chef du village de Zadèpleu, Doua Tiagbeu Antoine que nous avons approché a indiqué que « les cascades procuraient des devises aussi bien à la mairie qu'au village de Zadèpleu. Mais aujourd'hui les recettes sont maigres et sont partagées entre le village et les éléments des Forces Nouvelles qui prennent la garde à l'entrée ». Autre frein au décollage du tourisme, le vol systématique par des inconnus des câbles électriques qui permettaient d'alimenter l'espace de la cascade et d'y organiser des spectacles sur les lieux.

Les artisans qui vivent des recettes provenant du tourisme éprouvent des difficultés. « A Man les mouvements des touristes n'existent plus. Les militaires de la force Licorne qui achetaient nos produits sont partis. Actuellement nous nous débrouillons avec les fonctionnaires

redéployés. Là aussi avec cette nouvelle crise beaucoup sont retournés à Abidjan », regrette le sculpteur Fè Mominé Charles.

### SITUATION PRÉCAIRE

Les tenanciers d'hôtels qui se sont frottés les mains pendant la campagne électorale crient aujourd'hui au désarroi. « Depuis l'éclatement de la crise post-électorale, nos patrons nous ont mis au chômage technique. L'hôtel n'est plus fréquenté. Le taux de fréquentation ne peut plus atteindre les 5% dans le mois. Seulement deux personnes sont restées pour le service minimum et surtout l'entretien des locaux. Quant à nous autre, nous ne savons pas quand nous pourrions reprendre nos activités », fulmine un employé de l'hôtel "Les Cascades", qui compte près de 50 chambre. Jérôme Koffi est tenancier d'un hôtel dans la ville de Man. Avec ses 17 chambres dont deux







suites, l'homme s'est vu contraint de fermer son établissement, du 02 décembre 2010 au 07 mars 2011. « Nous avons échappé à un pillage le 02 Mars. C'est le Capitaine Diarassouba Adama, commandant adjoint du groupement d'instruction 1 qui a dépêché des éléments pour sauver l'établissement. Mais depuis la réouverture, seule la piscine est fréquentée. Là aussi nous avons cassé le prix. Les clients payent 500 frs au lieu de 1000. Quant aux chambres, elles connaissent un taux de fréquentation de moins de 10%, et ce, avec un tarif réduit. Les chambres de 16000 ne valent plus que 7000 francs CFA », explique-t-il. À côté de ces difficultés, Jérôme craint d'éventuelles coupures d'eau et d'électricité. « en plus des taxes que nous n'arrivons plus à payer auprès des Forces Nouvelles et des impôts, nous sommes confrontés à des arriérés de facture d'eau et d'électricité. Or l'entretien de l'hôtel est coûteux en eau et en électricité. Actuellement nous sommes obligés de négocier des échéanciers avec les responsables de la CIE et de la SODECI », souligne-t-il. L'hôtelier se dit aussi victime des coupures intempestives d'électricité qui ont endommagé ses équipements. « J'ai 03 postes téléviseurs ainsi que deux congélateurs qui sont hors d'usage du fait de ces coupures d'électri-

cité », note-t-il.

### RECOURS INDISPENSABLE DE L'ETAT

Cependant, l'espoir n'est pas perdu. Selon le Directeur régional du tourisme, M. Tehua Tanoh Koffi, des actions institutionnelles sont menées au niveau du gouvernement pour redonner confiance aux partenaires extérieurs et montrer que la destination Côte d'Ivoire est fréquentable. Le représentant du



Les cascades naturelles de Man, un chef d'oeuvre sous-estimé

Ministre du Tourisme et de l'Artisanat a indiqué que la tutelle a mis en place un fonds pour le développement du tourisme. Ce qui permettra d'apporter un appui considérable aux opérateurs économiques du secteur afin de relancer l'activité dans le pays et à l'ouest en particulier. Ce fonds a une dotation de plus d'un Milliard de francs CFA. « Au niveau de la ville de Man,

nous avons fait revenir la confiance, par la mise en place d'un cadre de concertation avec les opérateurs du secteur hôtelier. Au niveau des sites, en liaison avec les autres ministères techniques, nous comptons réhabiliter les voies d'accès. Ainsi, avec la volonté gouvernementale, le secteur pourra reprendre la place qui est la sienne dans le tissu économique de la région », a ajouté le Directeur régional.

Quant aux collectivités décentralisées, elles ont des projets de redynamisation du secteur touristique. Le Conseil Général de Man a initié deux grands projets dont la mise en œuvre est conditionnée par la fin définitive de la crise. Il s'agit de la construction d'un centre de repos, de vacances, et de convalescence au Mont Tonpki, d'un coût global d'un milliard de francs CFA. Ce projet, selon le président Blon Blaise, consistera à créer un cadre agréable et propice au repos et aux vacances. Le second projet est la création d'un village de masques dénommé Geheva dans la commune de Man. Il s'agira pour le Conseil Général d'implanter un site naturel qui sied à la nature spirituelle du masque un emblème de la région. ■

Kindo Ousseny  
(Man)



# Cptions Plus

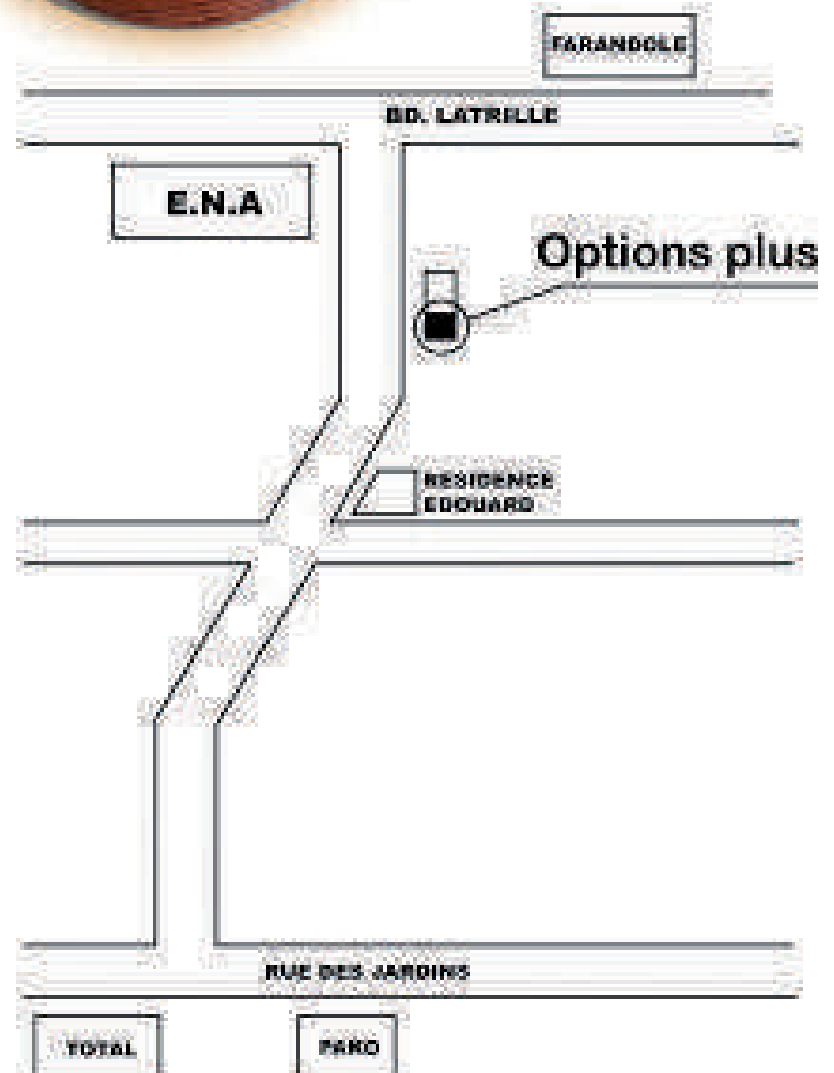
La tradition au service de l'art moderne



## NOS SPECIALITES

- \* CONCEPTION
- \* CREATION
- \* RESTAURATION
- \* VALORISATION D'OBJETS

D'ARTS ISSUS DE BOIS DE  
PLANTATION ET DE VILLE.



**Nos contacts:**

**+225 04 28 35 53 / +225 01 06 49 92**

**Email: [j\\_ackah@hotmail.com](mailto:j_ackah@hotmail.com)**





## Développement durable et réchauffement climatique en Afrique: Ventre affamé n'a point d'oreilles...



Selon la FAO, en Afrique, la principale conséquence de la hausse des températures et de l'imprévisibilité croissante du climat serait un recul probable des rendements agricoles ainsi que des risques accrus d'insécurité alimentaire.

**"LE DÉVELOPPEMENT DURABLE** est, pour les Etats et les entreprises, un principe ordonnateur d'actions tournées vers l'avenir dans les dimensions économique, sociétale et environnementale ". Cette définition introduit le chapitre premier de l'essai intitulé Développement durable - pour une entreprise compétitive et responsable (Octave Gélinier et al, 2002). Elle traduit et résume bien l'esprit qui guidait les initiateurs, en 1987 à Brundtland : un développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs.

Dans les pays en développement d'Afrique où les besoins primaires des individus ne sont pas toujours satisfaits, l'idée de se préoccuper de générations futures peut paraître totalement irréaliste.

Selon le PAM, la famine continue de gagner du terrain en Afrique (Australie et dans la corne surtout). Le développement durable fait ses preuves en tant que concept universel ultra altruiste: Plusieurs secteurs stratégiques en effet ont plus que besoin

d'être pensée en s'appuyant sur le concept de Développement durable.

### L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE

La question de la sécurité alimentaire restera certainement longtemps encore la priorité parmi les priorités dans les pays en développement d'Afrique. Les spéculations et autres supputations n'y changeront pas grand-chose ! Malgré la disponibilité, dans la plupart des cas, de terres arables,

*Dans les pays en développement d'Afrique où les besoins primaires des individus ne sont pas toujours satisfaits, l'idée de se préoccuper de générations futures peut paraître totalement irréaliste.*

une population nombreuse continue de mourir de faim (entre 2006 et 2007, plus de 70% de l'aide des pays en développement du PAM est allée vers les pays d'Afrique subsaharienne).

En dépit de la solidarité internationale traduite par les actions herculéennes du PAM et d'autres donateurs, la faim continue de sévir comme la peste dans nos pays " indépendants ". Même s'il est vrai que les principales causes de la famine sont les conditions climatiques défavorables à l'agriculture et les conflits armés, il n'en demeure pas moins vrai que certaines politiques économiques dans le secteur de l'agriculture

s'avèrent complètement inadaptées : concevoir des projets économiques répondant aux besoins primaires des populations, voici la réponse générale du Développement durable face aux crises.

### LA LUTTE CONTRE LA DÉFORESTATION

Les milieux ruraux d'Afrique sont dépourvus de services énergétiques modernes, faisant de la biomasse la seule source d'énergie exploitée. Dans ces conditions, la forêt est quotidiennement agressée, légitimement, pour les besoins de cuisson des aliments, de construction et de plantation. Face à cela, que propose le Développement durable ? Les arguments sont ici évidents : les forêts jouent un rôle irremplaçable dans le cycle du carbone, de sorte qu'elles participent à la réduction du réchauffement climatique. La lutte contre la déforestation peut passer par des campagnes de reboisement mais également par la sensibilisation à la préservation des forêts, à travers le changement des modes de production et de consommation. L'utilisation de fours solaires, par exemple, peut aider à "sauver" d'importantes superficies de forêts.

### LA GESTION DES ORDURES MÉNAGÈRES

La plupart des grandes métropoles africaines ont ce déno-



minateur commun : la gestion calamiteuse des ordures ménagères, ayant pour corollaires la pollution atmosphérique et le développement de graves maladies (paludisme, fièvre typhoïde...), qui continuent de faire plus de ravages que le VIH/Sida. La valorisation des ordures est un domaine quasi-inexploité dans nos pays : seules quelques actions de faible taille, isolées, ne sont pas répliquées, encore moins étendues. Les techniques de méthanisation ne sont pourtant pas nouvelles et la matière première (les ordures) est abondante. Utiliser des déchets pour produire du gaz, de l'engrais et, par-dessus tout, contribuer à l'assainissement de son environnement, serait une attitude participant d'un développement durable.

## LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Le réchauffement climatique actuel n'est pas une vue de l'esprit entretenue par le GIEC. Ses effets réels sont désormais perceptibles à travers les continents, y compris l'Afrique.

Selon Michael Fleshman, de l'ONU " L'Afrique subsaharienne produit moins de 4 % des émissions de gaz à effet de serre - soit bien moins que l'Amérique du Nord, l'Europe, l'Asie et d'autres régions industrialisées. Mais le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat( GIEC), a établi que l'Afrique subit déjà les effets des changements climatiques et en pâtira davantage dans les années à venir. Le Sahel et d'autres régions semi-arides risquent de souffrir d'une aggravation de la sécheresse. Un tiers de la population du continent vit déjà dans des zones de sécheresse, et 75 à 250 millions de personnes supplémentaires pourraient être

menacées par les changements climatiques ".

Cette sonnette d'alarme est-elle entendue par les pays en développement ou, plus précisément, ce cri peut-il être entendu par eux ? La question de la disposition à l'écoute me semble totalement légitime : tant que les besoins primaires physiologiques ne sont pas totalement satisfaits, est-il vraiment possible de lever les yeux vers les cieux ? Cette interrogation pose le problème de la définition et du classement des priorités dans nos pays : autosuffisance alimentaire, santé, éducation... Les questions d'écologie globale peuvent-elles émerger, dans l'état de paupérisation de nos Etats ?

La société civile, les entreprises et les décideurs politiques ont tous un rôle majeur à jouer dans la prise en compte des problématiques écologiques actuelles. Il faut bien comprendre que toutes les activités humaines se déroulent dans un environnement qui doit être assaini : justement, le réchauffement climatique a une incidence évidente sur les conditions climatiques, qui est l'une des causes de la famine. Finalement, il ne devrait pas avoir de conflit d'intérêt entre les questions alimentaires et écologiques. Au contraire, il faudra concevoir l'écologie comme une discipline transversale à intégrer dans toutes nos activités : c'est le sens du Développement durable.

Christophe Gbossou  
(cgbossou@yahoo.fr)  
Source: Site Mediaterrre  
www.mediaterrre.com



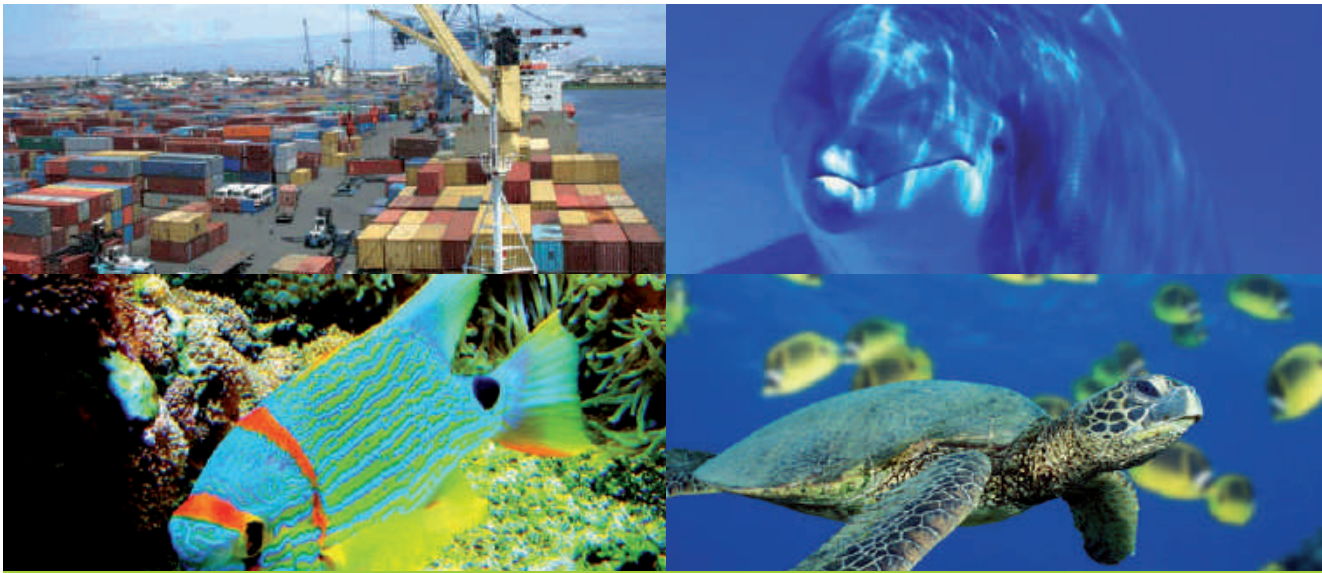
La valorisation des ordures est un domaine quasi inexploité dans nos pays.





8 JUIN : Journée mondiale des Océans

## 80% de la pollution des océans provient des terres



La biodiversité sous-marine est très méconnue des Ivoiriens, or elle renferme des trésors inestimables à... protéger coûte que coûte.

Née d'une initiative lancée en 1992, suite au Sommet de la Terre de Rio au Brésil, la Journée mondiale des Océans est chaque année l'occasion pour chacun de réaliser à quel point ces grandes étendues marines sont des richesses pour notre planète.

Après des débuts timides, cet événement a aujourd'hui une grande ampleur dans le domaine de la sensibilisation à la santé des océans, et celui d'une meilleure gestion de leurs ressources.

En effet, l'Océan, patrimoine commun de l'Humanité, joue un rôle prépondérant dans le maintien de la stabilité du climat, du cycle de l'eau et de la vie, selon la Commission océanographique intergouvernementale (COI) de l'UNESCO.

Cependant, les agressions humaines contre ces vastes étendues d'eau sont monnaies courantes. Plus de 90% des dix espèces de poissons les plus pêchés sont en voie de disparition, et près de 50% des autres espèces commerciales sont menacées par l'industrie de la pêche. Par ailleurs, 80% de la pollution des océans provient des terres. Pollution due à l'activité humaine et surtout à l'exploitation pétrolière offshore, la marée noire aux Etats-Unis en 2010, tout comme celle des Côtes ivoiriennes en 2006 en ont été une parfaite illustration.

Le mercredi 8 juin 2011, Ban Ki-moon, le Secrétaire général des Nations Unies, a affirmé que « La

Journée mondiale des Océans est l'occasion de réfléchir à l'importance que revêtent les océans pour le développement durable de l'humanité, mais aussi de prendre conscience d'une série de grands problèmes qui vont de l'épuisement des pêches, aux incidences des changements climatiques et à la détérioration du milieu marin ». Ainsi, le thème retenu cette année est : "Grâce aux océans, un avenir plus vert".

*Le mercredi 8 juin 2011, Ban Ki-moon, le Secrétaire général des Nations Unies, a affirmé que « La Journée mondiale des Océans est l'occasion de réfléchir à l'importance que revêtent les océans pour le développement durable de l'humanité, mais aussi de prendre conscience d'une série de grands problèmes qui vont de l'épuisement des pêches, aux incidences des changements climatiques et à la détérioration du milieu marin*

Dans la même perspective, le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) a lancé, ce même jour, un guide expliquant comment les décideurs locaux et internationaux peuvent adopter une approche permettant de mieux gérer les écosystèmes marins dans la perspective du développement durable. La journée mondiale des Océans est malheureusement peu connue

et encore moins célébrée en Côte d'Ivoire. Pourtant, des structures étatiques chargées des océans existent dans le pays à l'image du Centre de Recherches Océanologiques (CRO) créé en 1958, qui a pour mission d'effectuer les recherches nécessaires à la connaissance de l'environnement aquatique en vue de sa préservation et de sa protection ainsi que le Centre National de Gestion de l'information et de donnée océanographique de Côte d'Ivoire (CNDO-CI). Cette journée, comme partout ailleurs, devrait être une occasion pour tirer la sonnette d'alarme et se pencher sur les problèmes liés au milieu marin en Côte d'Ivoire et surtout permettre aux ivoiriens de mieux connaître ce qu'ils possèdent mais négligent...

Cet océan Atlantique joue pourtant un important rôle dans l'économie ivoirienne. L'essentiel des échanges commerciaux du pays avec le reste du monde se fait par voie maritime. En outre, plus de 90% du poisson est pêché en haute mer. Tout comme, on accorde un grand intérêt à la réhabilitation des routes, il doit en être de même pour la préservation du patrimoine marin ivoirien. ■

Ossène Ouattara

Sources : [leblogfinance.com](http://leblogfinance.com) ;  
[ipetrolenews.info](http://ipetrolenews.info) ; [fratmat.info](http://fratmat.info)



## GRANDE NOUVELLE : MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE EN CÔTE D'IVOIRE.



**L**e Docteur Rémi Allah Kouadio, pharmacien et anciennement ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique, qui occupa aussi le poste de ministre de la production animale et des Ressources halieutiques dans un gouvernement précédent, est le premier ministre de l'Environnement et du développement durable de Côte d'Ivoire.

La création de ce ministère montre que la Côte d'Ivoire s'est engagée résolument sur la voie du développement durable.

A HUMANITERRE, nous jubilons.

Akwaba, Monsieur le ministre, nous vous attendions avec impatience !

## CULTURE : MARCHÉ DE L'ARTISANAT À L'INSTITUT FRANÇAIS D'ABIDJAN



Madame Ouattara Diaby Massiamy

Un marché de l'artisanat a eu lieu du lundi 17 octobre au 02 novembre 2011, à Abidjan, sur l'initiative du centre artisanal Suleïh Mode, un centre d'apprentissage et de perfectionnement au métier de l'artisanat au profit des jeunes filles et des femmes.

Ce marché qui en est à sa deuxième édition, vise, selon l'initiatrice, Mme Diaby Ouattara, la promotion de l'artisan en vue de donner un second souffle à l'artisanat africain. Mme Diaby Ouattara Massiamy est pas une styliste-designer qui promeut la confection de vêtements, d'objets de décoration et d'accessoires de mode en toile de jute recyclée colorée, en reste de Calebasses et coquillages. Fondatrice du centre artisanal Suleïh Mode, spécialisée dans l'éducation de l'art lié à l'environnement, elle encourage l'apprentissage de l'artisanat auprès des femmes et des jeunes filles pour un développement et une paix durable. Elle a reçu ses dernières années de nombreux prix, aussi bien en Afrique qu'en Europe. Elle est lauréate de la Côte d'Ivoire au concours LABEL d'excellence 2007 de l'UNESCO. La galerie marchande de l'artisanat a lieu à l'Institut français de Côte d'Ivoire et se tient autour du thème « Artisanat africain et marché mondial ». Ce sera l'occasion d'une rencontre

multiculturelle d'artisans ivoiriens et de la sous-région, a souligné l'initiatrice de cette exposition-vente qui sera marquée un défilé de mode et deux conférences. Le directeur de l'Institut Français, anciennement Centre culturel français, Christian Hoquet a rappelé le rôle fondamental que joue l'artisanat dans le développement économique, notamment moteur de développement économique et un secteur créateur d'emplois et qui s'exporte. Il a par ailleurs salué les efforts du gouvernement pour le développement de ce secteur d'activité. Pour le ministre de l'Artisanat et de la Promotion des PME, Konaté Sidiki qui procédait à l'ouverture de ce marché, cette exposition, la première après la crise, marque « le début du printemps de l'artisanat africain ». Il a décliné les missions de son département ministériel au profit de ce secteur. Le ministre a, ainsi, évoqué la question de la formalisation de l'économie du secteur, de l'encadrement et de la recherche d'opportunités d'affaires. Le ministre a par ailleurs révélé que des études sont en cours en vue de créer un centre de formation, afin de regrouper tous les artisans compétents pour la formation de jeunes artisans. Plusieurs artisans de pays de la sous-région prennent part à cette exposition-vente, notamment le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Ghana et le Niger. L'on enregistre aussi le soutien du directeur général du Salon international de l'artisanat de Ouagadougou. Un billet d'avion sera remis au meilleur artisan grâce à une compagnie aérienne partenaire de cette galerie marchande, note-t-on.

Source Agence Ivoirienne de Presse (AIP)  
Sources : [www.projet-samatiguila.org](http://www.projet-samatiguila.org)

## COMMUNIQUÉ D'INTERDICTION DE VENTE D'ALIMENTS À CIEL OUVERT



« En raison des risques d'épidémie liés au mode de conservation des aliments et boissons, le Gouverneur du District d'Abidjan,

légume et légumineuses, etc.) contenus dans des boîtes vitrées est désormais autorisés sur l'ensemble du territoire du district d'Abidjan. Dorénavant, les aliments et boissons vendus à ciel ouvert par voie de conséquence sont formellement interdits. Ce présent communiqué prend effet à compter de sa date de signature. »



M. Beugré Mambé

Robert Beugré Mambé, informe les populations, tenanciers de commerces et vendeurs ambulants que seule la vente des aliments et boissons (eau, gnamankou, bissap, tomi, lait, sirop, gâteau, beignet, arachides, petit-pois, aloco ou igname frit, attiéké, riz, poisson, viande,

Publié le mercredi 29 juin 2011





LA CHUTE DE YUNUS, "PRIX NOBEL" DU MICROCRÉDIT.



Les fidèles partisans du professeur Yunus ont cru jusqu'au bout à une sortie honorable pour le pionnier du micro-crédit. Mais, le mercredi 2 mars 2011, Muhammad Yunus a été démis de ses fonctions de directeur de la Grameen Bank, "la banque des villages", qu'il avait conçue dès 1976, avant d'en poser officiellement la première pierre en 1983.

La Cour suprême du Bangladesh a confirmé la décision du gouvernement, dirigé par Mme Sheik Asina, Premier ministre du pays, pour détournement d'argent. La bataille pour le limoger a commencé lorsqu'il a semblé t-il commencé à avoir des ambitions politiques.

Muhammad Yunus a reçu le prix Nobel de la paix 2006 pour son action au sein de la Grameen Bank et au bénéfice de millions de pauvres du Bangladesh. Mais au delà de ce navrant lynchage, il y a plus grave. Leurs auteurs n'ont sans doute pas conscience de ce qui de fait se joue de par le monde, pas plus d'ailleurs que certains investisseurs mercantiles, qui ces dernières années ont pu faire dévier une petite partie de la micro finance dans des voies contraires à celles de sa vocation sociale originelle... A des fins politiques ou financières, tous sont en train de gravement salir l'image de la micro finance et de peser lourdement sur son avenir

PNUE : 2 % DU PIB MONDIAL POUR DÉVELOPPER DURABLEMENT NOTRE PLANÈTE.



Le rapport du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) du lundi 21 février 2011, prône le développement de politiques publiques durables, et appelle à davantage d'investissements en faveur d'une évolution mondiale vers une économie verte.

Investir 2 % du PIB mondial dans dix secteurs clés pourrait amorcer une transition vers une économie plus verte, d'après le PNUE.

Cela représenterait un investissement global d'un milliard trois-cents millions de dollars (1 300 000 000 \$) par an dans les domaines des transports, des déchets, de l'agriculture, de la construction, de la pêche, des forêts...etc.

Contrairement aux idées reçues, l'économie verte est un catalyseur essentiel de croissance et d'éradication de la pauvreté. Les solutions présentées concernent aussi bien les pays riches que les pays en développement, où jusqu'à 90 % du PIB peut être issu uniquement de l'exploita-

tion irraisonnée du capital naturel (eau, forêts, etc.).

Achim Steiner, Directeur exécutif du PNUE, a déclaré : « Les nations ont repris le chemin de Rio, mais dans un monde très différent de celui du sommet de la Terre de Rio de 1992 ». Et a ajouté : « L'épuisement rapide des ressources naturelles et l'accélération des changements environnementaux, depuis la perte des récifs coralliens et des forêts jusqu'à la pénurie croissante de terres productives, du besoin urgent de relancer les économies aux impacts probables de changements climatiques non maîtrisés, constituent la toile de fond de Rio 2012 ».

FORÊTS : LE JUJUBIER RÉINTRODUIT AU SAHEL.



Tree-Nation", spécialiste de l'écologie, continue ses efforts en faveur de la reforestation. De nombreux projets, dont la réintroduction du jujubier, sont menés au Sahel.

L'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT) de Niamey (Niger) a acquis la conviction qu'il fallait réintroduire le jujubier : plante produisant des fruits aux propriétés nutritives grandes.

En effet, la jujube était traditionnellement réservée comme nourriture

des chèvres, peut-être parce les fruits n'étaient pas assez gros.

Or les chercheurs ont réussi, par des techniques de sélection et de croisement à obtenir des fruits 3 fois plus sucrés et plus gros.

C'est cette nouvelle variété que Tree Nation et les villageois plantent désormais. Dans cette région où la malnutrition est fréquente, l'innovation est plus que bienvenue.

En plus de ses valeurs nutritives, le jujubier permettra le reboisement dans le Sahel.

CHRISTIE'S RÉCOLTE 1,4 MILLION DE DOLLARS POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.



Pour la seconde année consécutive, la maison de ventes aux enchères Christie's a organisé sa "Green Auction", une vente verte dont les bénéfices sont reversés à des associations de protection de l'environnement. C'était le 29 mars dernier, aux Etats-Unis. Quelque un million quatre-cents mille dollars ont été récoltés.

L'argent sera donné à quatre organisations de défense de l'environnement: le Central Park Conservancy, la Conservation International, le Natural resources defense council et Oceana.

En 2010, cette "Green Auction" a permis de récolter deux millions quatre-cents mille euros.



### La société Cargill West Africa distribue plus de 1 milliard de FCFA de primes de certification aux planteurs Ivoiriens.



M. Lionel Soulard, DG de CARGILL félicitant un producteur.

Conformément à son engagement de faire une priorité de la durabilité de la cacao culture et de l'amélioration du niveau de vie des producteurs, la société Cargill West Africa (CWA) distribue un montant global de plus de 1 milliard de francs CFA en primes de certification UTZ, Rainforest Alliance aux planteurs ivoiriens au cours de ce mois de juin 2011.

Ces primes récompensent les coopératives agricoles pour leur adhésion à la politique de développement durable engagée par Cargill West Africa depuis 2008.

Pour Lionel Soulard, Directeur Général de CARGILL Côte d'Ivoire: "Ce programme connaît un véritable succès. Aujourd'hui, CARGILL Côte d'Ivoire finance près de 500 champs école, et forme 26.500 producteurs aux bonnes pratiques agricoles. Notre volonté est de continuer à développer nos programmes afin de professionnaliser les coopératives et augmenter le revenu des planteurs"

La certification des coopératives est le résultat d'un programme de formation intensif de 10 mois dirigé par CARGILL en partenariat avec l'ANADER pour les coopératives et leurs membres. Ce programme a vu son succès couronné par l'augmentation considérable des revenus des planteurs, notamment grâce à une hausse de 47% des rendements, l'amélioration de la qualité des récoltes et la distribution des primes.

Actuellement 41 coopératives agricoles sont concernées par ces programmes de certification. 21 coopératives sont déjà certifiées, 20 le seront avant le début de la prochaine campagne et une trentaine de coopératives commenceront le programme au début octobre 2011.

Depuis le début de la campagne en cours, 350 millions de primes ont déjà été distribués par CWA en primes de certification. Une grosse partie des sommes est directement versée aux planteurs en fonction des livraisons de cacao certifié. Le reste est utilisé par les coopératives pour le renforcement de leurs capacités et l'assistance nécessaire à l'ensemble de leurs membres.

Aujourd'hui, les primes versées correspondent aux livraisons de cacao certifié par les coopératives entre le 1er octobre 2010 et le 31 mai 2011. Ce sont ainsi plus de 20 000 tonnes de cacao certifié qui ont été livrées depuis Octobre 2010 à CARGILL, conformément aux objectifs fixés pour la campagne, et ce, malgré la crise. L'objectif de CARGILL est de parvenir à 100 000 tonnes de cacao certifié d'ici 2015.

Des cérémonies de remise des primes de certification sont organisées au sein des 21 coopératives certifiées dans toute la zone cacaoyère du 15 juin au 1 juillet 2011.



#### À propos de Cargill Cacao & Chocolat

Installée depuis 1998 en Côte d'Ivoire, CARGILL n'a cessé d'investir et de créer de la valeur ajoutée sur place. La division CARGILL Cacao & Chocolat offre à l'industrie alimentaire mondiale un vaste gamme de cacao et d'ingrédients de chocolat tant standards que personnalisés, utilisés dans la boulangerie, la confiserie et les produits laitiers dans le monde entier.

#### À propos de CARGILL

CARGILL Inc. est une société familiale au rayonnement international spécialisée dans la commercialisation, le traitement et la distribution de produits et services des secteurs agricoles, alimentaires, financiers et industriels. Lorsque CARGILL a été fondée dans l'Iowa en 1865, ce n'était à l'époque qu'un silo à grain. Aujourd'hui CARGILL, dont le siège se situe à Minneapolis dans le Minnesota, emploie plus de 135 000 collaborateurs à travers 66 pays, tous voués au même objectif: devenir le premier fournisseur alimentaire au monde.

[www.cargill.com](http://www.cargill.com) / [www.cargill.fr](http://www.cargill.fr)





# DIVERS

- Annonces classées
- Humour quand tu nous tiens
- Actu Culture
- Requiem
- Carnet de route

**HUMANITERRE**<sup>®</sup>  
Le Magazine de l'Humanitaire et du Développement Durable

*" Redonnons à la vie, sa valeur ! " ©*



MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE



UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL

### DU 26 AU 29 SEPTEMBRE 2011 / ABIDJAN - PLATEAU :

- L'ATELIER DE VALIDATION DE LA STRATEGIE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT DURABLE ;
- LA PREMIERE REUNION DU CONSEIL NATIONAL DU DEVELOPPEMENT DURABLE.

Le lundi 26 septembre 2011, à la Salle de Conférence du Ministère des Affaires Etrangères, Abidjan.

Le Ministère de l'environnement et du développement durable organise du lundi 26 au jeudi 29 septembre 2011, un atelier de validation de la stratégie de développement durable. Cet atelier sera précédé du lancement de la première réunion de la commission Nationale du développement durable le lundi 26 septembre à 9H à la Salle de Conférences du Ministère des Affaires Etrangères, Abidjan, Sous la Présidence et la Présence effective du Premier Ministre Soro Guillaume.

Siège CNDD - Ministère de l'Environnement et du Développement durable - 20 BP 650 Abidjan 20

Contacts : M. Napari YÉO, Sous-Directeur chargé des Politiques et Stratégies

Téléphone : 00 225 20 21 38 30 / 00 225 66 19 49 81 / 00 225 20 21 21 91 / 00 225 05 02 21 78

### 10 - 11 OCTOBRE 2011 / GENÈVE

Conférence - Forum Economie verte et développement durable : réintroduire la dimension sociale

→ Organisation : Institut de Recherche des Nations unies pour le développement social (UNRISD), dans le cadre du processus de préparation du sommet "Rio + 20"

### 08 - 09 NOVEMBRE 2011 / BORDEAUX

Atelier annuel de l'Observatoire national des agendas 21 locaux et pratiques territoriales de développement durable

→ « L'Atelier de l'Observatoire s'intéressera aux enjeux de la participation dans les agendas 21 locaux, son apport pour un développement durable des territoires, ses modalités et mise en pratique.

→ Deux journées pour questionner, partager, apporter des solutions pratiques et innovations à travers plénières, agoras, ateliers d'échanges (...) »

### 28 NOVEMBRE - 09 DECEMBRE 2011 / DURBAN (AFRIQUE DU SUD)

17<sup>ème</sup> Conférence des parties de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques et 7<sup>ème</sup> Conférence des parties au Protocole de Kyoto

### 04 - 06 JUIN 2012 / RIO (BRESIL)

Conférence Rio + 20

→ « L'objectif de la Conférence est d'assurer un engagement politique renouvelé pour le développement durable, d'évaluer les progrès à ce jour et les lacunes qui subsistent dans la mise en œuvre des résultats des grands sommets sur le développement durable, et de relever les défis nouveaux et émergents.

→ La Conférence se concentrera sur deux thèmes : (a) une économie verte dans le contexte du développement durable et l'éradication de la pauvreté, et (b) le cadre institutionnel du développement durable. (...) »

## AVIS GÉNÉRAL DE PASSATION DE MARCHÉS



GRUPE DE LA BANQUE AFRICAINE  
DE DEVELOPPEMENT

### PROJET DE GESTION INTEGRÉE DU BASSIN VERSANT DU GOUROU PHASE D'URGENCE

La République de Côte d'Ivoire a reçu du Fonds Africain de Développement un don en vue du financement du Projet de gestion intégrée du bassin versant du Gourou - Phase d'urgence.

Ce projet vise les principaux objectifs suivants : (i) Réduire rapidement les pertes en vies humaines et les dégâts matériels du fait des inondations qui surviennent sur le carrefour de l'Indénié lors des pluies, (ii) Élaborer un plan de gestion intégrée du bassin du Gourou, prenant en compte tous les aspects liés à l'hydrologie, l'assainissement, la voirie, l'urbanisation et à l'occupation des sols pour une résolution définitive des problèmes sur le bassin en général et le carrefour de l'Indénié en particulier, Réhabiliter le réseau d'assainissement existant.

Le projet comporte les volets suivants : (A) Infrastructures (Travaux): Construction de 4 barrages écrêteurs des crues dans le bassin versant du Gourou, Construction d'ouvrages de drainage au niveau de l'ancienne casse d'Adjamé, Réhabilitation de 3 barrages écrêteurs des crues dans le bassin versant du Gourou, Réhabilitation et construction d'ouvrages de drainage dans les quartiers Marché Gouro et Fraternité-Matin-Edipress / Contrôle et supervision des travaux de construction des barrages écrêteurs, des ouvrages de drainage et des travaux de réhabilitation des barrages dans le bassin versant du Gourou / Développement IEC : Etude de milieu pour la mise en oeuvre de l'IEC, Développement de supports techniques pour la sensibilisation, Sensibilisation des leaders d'opinion et des populations sur les objectifs du projet, les questions d'occupation des emprises des ouvrages, des rejets des déchets, de l'hygiène et de la salubrité - (B) Réalisation d'une Etude Globale : Identification des problèmes du bassin du Gourou, Définition des solutions prenant en compte tous les aspects transversaux, Elaboration d'un programme d'investissements à court et moyen terme, Organisation d'une table ronde des bailleurs de fonds du secteur - (C) Appui institutionnel - (D) Gestion du projet y compris le recrutement du Chef et des experts de l'Unité de Gestion du Projet.

L'acquisition des biens et travaux se fera conformément au Règles et Procédures du Groupe de la Banque Africaine de Développement en matière d'acquisition des biens et travaux, Edition Mai 2008. L'acquisition des services de consultants se fera conformément au Règles et Procédures du Groupe de la Banque Africaine de Développement en matière d'utilisation des consultants, Edition Mai 2008. Les dossiers d'appel d'offres devraient être disponibles en décembre 2011.

Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires et devraient confirmer leur intention, à l'adresse suivante :

Direction Générale de la Construction, de l'Assainissement et de l'Architecture :

Adresse : Cité Administrative Plateau (Abidjan), Tour D 6<sup>ème</sup> Etage, Porte 42 - Personne à contacter : Monsieur BAMBA Anzoumana

Téléphone : (225) 20 21 07 06 - Fax : (225) 20 21 06 99 - Courriel: bambanzoum@yahoo.fr

NB : Pour vos annonces, vous pouvez nous contacter au 22 47 33 25, au 07 44 56 92,  
au 01 94 42 94 ou par e-mail à humaniterre@ymail.com ou actisco@gmail.com

Nous diffusons aussi ces annonces sur notre site internet : [www.humaniterre.net](http://www.humaniterre.net) et sur notre page facebook.com/HUMANITERRE.





> **Enquête mondiale**

Une enquête mondiale a récemment été réalisée. Elle contenait la question suivante :

"S'il vous plaît, quelle est votre opinion sur la pénurie d'aliments dans le reste du monde ?

Cette enquête fut un échec total car :

- En Afrique, personne ne savait ce qu'étaient des "aliments"
- En Europe occidentale, personne ne savait ce qu'était une pénurie
- En Europe de l'Est, personne ne savait ce qu'était une opinion
- En Amérique du Sud, personne ne savait ce que signifie "s'il vous plaît"
- Aux Etats Unis, personne ne savait ce qu'était le reste du monde.

> **Banane braisée**

Un jeune homme à la pharmacie : son médicament lui est servi et il doit payer 5145 fcfa. Il remet à la caissière un billet 5000 fcfa et une banane braisée.

La caissière lui dit: Ahiii, c'est quoi ça? Le jeune homme lui rétorque:

- C'est pas vous qui donnez bonbons aux gens en disant : "y'a pas monnaie" ?

Aujourd'hui là, moi aussi je n'ai pas monnaie!!!



> **Un touriste ivoirien**

Un touriste ivoirien à Moscou a envie de faire pipi. Ne trouvant pas de toilettes publiques, il se tourne vers un arbre, mais un policier s'approche:

- Monsieur, vous ne pouvez pas faire ça ici!

L'Ivoirien dit tristement:

- Mais j'ai très envie de pisser!

- Venez avec moi.

- Le policier l'amène dans un parc bien entretenu, avec un immeuble



couleur crème, et dit:

- Voilà, vous pouvez y aller.

Le touriste se tourne vers le mur, fait ses besoins et dit au policier:

- Merci, c'était parfait! Est-ce que c'est ça l'hospitalité russe?

- Non, c'est l'ambassade ivoirienne

> **Le fonctionnaire**

Le fonctionnaire c'est un super mari ! Quand il rentre le soir il n'est pas fatigué et il a déjà lu le journal

> **Ici le Phare**

Conversation radio enregistrée au cours d'opérations navales par le porte-avions Clémenceau :

#1: "Déviez votre route de 15 degrés vers le nord pour éviter une collision."

#2: "Vous, déviez plutôt votre route de 15 degrés vers le sud pour éviter une collision."

#1: "Ici le vice-amiral De la Forterie. J'ai dit de dévier VOTRE route !"

#2: "Non, je répète, déviez votre route."

#1: "Ce message vous vient du porte-avions Clémenceau ! Déviez votre route MAINTENANT !"

#2: "Ce message vous vient d'un phare."

> **Soldat**

Un deuxième classe se plaint :

- J'ai des douleurs terribles à l'abdomen.

- Vous voulez sans doute dire que vous avez mal au ventre, le reprend sévèrement le médecin militaire. Apprenez que l'on ne commence à souffrir de l'abdomen qu'à partir du grade de sous-lieutenant.

> **L'Adjudant-Chef**

Un adjudant est au pied d'un arbre où sont embusqués des soldats.

- Combien êtes-vous là-haut? demande-t-il.

- Trois, mon adjudant.

- Bien, que la moitié descende.

> **100 baisers**

Un mari en mission pour l'ONU envoie ce message à sa femme :

« Ma chérie, ce mois-ci, je ne peux pas t'envoyer mon salaire, aussi je t'envoie 100 baisers. Tu es mon amour.

Ton époux, Allan. »

Voici la réponse de sa femme quelques jours plus tard:

« Mon amour, merci pour ces 100 baisers. Je t'envoie le détail des dépenses :

1. Le laitier a accepté 2 baisers pour le lait du mois.
2. L'électricien a seulement été d'accord après 7 baisers.
3. Le bailleur vient tous les jours et prend 2 ou 3 baisers en lieu et place du loyer.
4. L'épicier n'a pas été d'accord pour des baisers uniquement, alors, je lui ai donné plus que des baisers,
5. Les autres dépenses ont coûté 40 baisers...

S'il te plaît, ne t'inquiète pas pour moi, il me reste encore 35 baisers et j'espère pouvoir les utiliser pour les autres dépenses du mois.»





### GENRE ET CONSTRUCTION D'UNE PAIX DURABLE EN AFRIQUE

Commentaire pour inscrire la violence et la haine dans les sociétés post-conflit



### LE LIVRE : GENRE ET CONSTRUCTION D'UNE PAIX DURABLE EN AFRIQUE

de **Diabaté Ténin TOURE**

Le contexte de cet ouvrage est la violence physique et psychologique comme manifestation de la haine dans le contexte de l'Afrique actuelle. L'échantillon sur lequel, l'auteur a focalisé son attention n'est autre que le district d'Abidjan, une zone très représentative de la sous-région. Pour elle, la femme joue un rôle primordial dans la chaîne de la paix. Qu'elle soit salariée ou qu'elle évolue dans un milieu rural, la femme reste en effet, le nombril de la société. C'est aussi la raison pour laquelle la femme, objet de violences, paie un lourd tribut en cas de conflit. En zone de conflit, "le corps de la femme devient un véritable champ de bataille", explique, par ailleurs, la sociologue-économiste Diabaté Tenin Touré, en ce sens que les viols et autres souillures su-

bies par les femmes du camp ennemi visent à saboter les fondements même de leur société. C'est pourquoi, dans sa volonté de contribuer à la construction d'une Afrique tolérante et prospère, l'auteur définit trois axes: le développement humain durable, la femme productrice, notamment dans le secteur informel, et les jeunes, qui constituent 45% de notre société. Le cas des alliances ethniques qui ramènent à un passé commun est également abordé par notre sociologue. "Si vous contribuez à créer des êtres violents, vous allez récolter la tempête", avertit l'auteur qui n'en est pas à son premier essai. "Genre et construction d'une paix durable en Afrique" est un ouvrage de 400 pages édité par les Editions du Cerap. Mme Diabaté est titulaire d'un Doctorat en sociologie

économique. Elle est Enseignante-chercheur à l'Université d'Abidjan Cocody. Professeure de Management (dans les cycles DESS et Master) et Formatrice en management des Ressources Humaines, de projets, en cohésion sociale et en Prévention et gestion des conflits. A ce titre, elle est depuis 1989 Consultante pour des organismes tels que le PNUD, l'UNICEF, l'UNFPA, la FAO, le FIDA, le PAM, le BIT, la Banque Mondiale, dans le domaine des études, de l'évaluation des programmes de développement et du renforcement des capacités des ressources humaines.

Edgar Kouassi



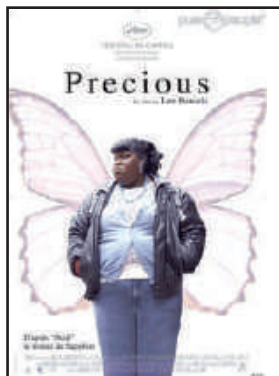
### LE LIVRE : LOIN DE MON PÈRE de Véronique TADJO

Véronique Tadjo raconte, dans un roman fortement autobiographique, la Côte d'Ivoire d'aujourd'hui. Un livre qui est comme une lettre à cet homme disparu dont elle découvre son esprit polygame, et de nouveaux frères et sœurs, par la même occasion. Le roman est court mais brasse une variété de thèmes impressionnants : quelle est la place de la femme dans la famille africaine ? Comment vivre entre deux cultures (Véronique Tadjo, comme son héroïne, Nina, a une mère française) ? Que représentent ses racines quand on vit exilée depuis longtemps ? Des questionnements d'autant plus douloureux que la Côte d'Ivoire, après la guerre civile, est un

pays exsangue, en perte de repères et d'identité. Loin de mon père n'est pourtant pas un roman larmoyant, bien au contraire, c'est une tragédie-comédie, écrite avec beaucoup de recul et dans un style délié, qui dit la confusion, aussi bien des êtres que d'un pays entier, le rapport aux traditions ancestrales, la corruption du pouvoir etc. Un livre dense et lumineux, comme un témoignage au cœur d'un continent, l'Afrique, qui essaie de se frayer un chemin, escarpé, vers un semblant d'espoir en des jours meilleurs. Véronique Tadjo a reçu le Grand Prix littéraire d'Afrique noire 2005 pour "Reine Pokou". "Loin de mon père" a été publié aux éditions Actes Sud en

2010. Poète, romancière, peintre et auteur de livres pour la jeunesse qu'elle illustre elle-même, elle déclare dans une interview publiée dans Amina en novembre 2010 : « Je veux les [enfants africains] sensibiliser à la lecture et les humaniser par la culture. Faire lire les enfants, c'est finalement avoir l'espoir que la littérature africaine ne s'en portera que mieux, mais aussi miser sur un avenir plus serein et pacifique dans un monde souvent abandonné aux conflits armés et sanglants. »

Source : bibliosurf.com



### LE FILM : PRECIOUS de Lee Daniels

Inspiré du roman autobiographique « PUSH » de Sapphire

**RESUME :** Harlem, 1987. Claireece "Precious" Jones, adolescente obèse, s'évade dans ses rêveries pour oublier sa vie misérable. Victime depuis l'enfance des abus sexuels de son père, elle vit maintenant avec sa mère Mary, une assistante sociale toujours scotchée devant la télé, qui l'asservit, la bat et l'humilie au quotidien. Lorsque la direction de son école découvre qu'elle est enceinte d'un second enfant, l'adolescente est redirigée vers une école alternative qui met l'accent sur l'écriture. Au contact de son institutrice dévouée, d'une travailleuse sociale compréhensive et d'un infirmier attentionné, Precious trouve

le sens de la parole et le courage nécessaire, pour se confronter à ses démons. Precious est un film poignant qui touche du doigt l'univers clos de l'inceste, y sont abordés aussi des thèmes forts comme l'analphabétisme ou le SIDA. Dès les premières images, nous sommes happés dans un univers étouffant et malsain avant de découvrir par petites touches le drame que vit cette adolescente... Gabourey SIDIBE, actrice américaine d'origine sénégalaise y est bluffante de naturel, elle a reçu le prix d'interprétation féminine au festival de Sundance. **Date de Sortie:** Novembre 2009 **Réalisateur :** Lee Daniels

**Acteurs :** Gabourey "Gabby" Sidibé, Mo'Nique, Paula Patton, Lenny Kravitz, Mariah Carey, Sherry Shepherd



L'actrice Mo'Nique a reçu l'Oscar de la meilleure actrice dans un second rôle pour son interprétation incroyable de l'ignoble mère de Precious



### LE FILM : MYSTIC RIVER de Clint Eastwood

Jimmy, Sean et Dave sont trois amis d'enfance. Un jour Dave est enlevé par deux pédophiles sous les yeux de ses amis. Ces deux criminels abuseront de Dave pendant quatre jours jusqu'à ce que ce dernier réussisse à s'échapper. Trente ans plus tard les amis d'enfance qui ont fondés des familles; ne font désormais plus que se croiser. Vingt-cinq ans plus tard, l'assassinat de la fille de Jimmy oblige les trois hommes à se retrouver. Avec Mystic River qui loin d'être l'illustration de la fatalité d'un traumatisme, Clint Eastwood explore l'univers du silence qui entoure un traumatisme. Ce film est une narration des drames que peuvent entraîner la douleur muette.

et son environnement. **Réalisateur :** Clint Eastwood **Acteurs :** Sean Penn, Kevin Bacon, Tim Robbins, Laurence Fishburne, Marcia Gay Harden, Laura Linney **Date de Sortie :** Octobre 2003



Mystic River est une tragédie qui s'interroge sur les marques que laisse un acte de violence sur sa victime



Jimmy (acteur Sean Penn) apprend que le corps de sa fille a été retrouvé par la police.



### LE FILM : VENUS NOIRE de Abdellatif KECHICHE

Saartjie est née en 1789 dans une tribu d'éleveurs et de chasseurs en Afrique du Sud. Victime d'une hypertrophie des hanches, des fesses et du sexe, la jeune enfant est arrachée à sa terre natale par un fermier vénal et emmenée en Europe. En échange, l'escroc lui promet une compensation financière dont elle ne verra jamais la couleur. Elle devient une bête de foire, Gardée en cage pendant plusieurs années, au cœur de la capitale britannique, les gens se pressent pour dévisager "la bête curieuse" Elle sera emmenée dans les capitales européennes. Saartjie meurt à 25 ans, seule, abandonnée dans un vulgaire bordel. La dépouille de Saartjie est restituée à l'Afrique du Sud le 29 avril 2002. Ses restes sont inhumés dans sa province natale du Cap où un dernier hommage lui

a été rendu par son peuple. **Date de sortie :** 2011 **Réalisateur :** Abdellatif Kechiche **Acteurs :** Yahima Torrès, André Jacobs, Olivier Gourmet, Elina Löwensohn, François Marthouret, Michel Gionti, Jean-Christophe Bouvet



Portrait de la Vénus Hottentote, de son vrai nom: Saartjie Baartman (1790 - 29 décembre 1815 à Paris)





## Liste non exhaustive des victimes des crises en Côte d'Ivoire de 1999 à 2011



**1999-2000** : 57 corps découverts dans un charnier à Yopougon, le 27 octobre 2000, suite à des violences postélectorales. 303 morts et 65 disparus, selon un rapport officiel (Abidjan.net du 15 juin 2011).

2000-2002 : entre 80 et 90 morts à Abidjan, dans les combats du 19 septembre 2002, selon l'AFP.

**Octobre 2002** : Plus de 50 civils tués à Daloa.

**6 octobre** : 131 personnes assassinées à Bouaké.

**Du 6 au 9 octobre**, un charnier constitué de 2 fosses a été signalé dans le cimetière communal de Dar-es-Salam. Des témoins ont affirmé qu'il contiendrait environ 90 corps.

**Début de novembre** : 35 jeunes tués à Sémien, village proche de Bouaké, lors d'une descente des ex-rebelles. Toujours en novembre, 120 morts à Monoko Zohi. Pendant l'occupation de la ville de Man en décembre, des dizaines de civils sont massacrés.

Cette liste n'est pas exhaustive. Le Mouvement Ivoirien des Droits de l'Homme (MIDH) a pu documenter environ 300 assassinats suite aux événements du 19 septembre 2002 (voir L'Intelligent d'Abidjan du 17/12/2004).

2002-2003 :

**Mars 2003** : 60 personnes tuées à Bangolo, d'après le rapport de Human Rights Watch d'octobre 2004.

**Le 23 juin**, 7 cadavres découverts à Yaopleu, sur l'axe principal Danané et Zouan-Hounien. 50 civils tués par des hélicoptères de combat toujours dans l'Ouest.

**Le 5 octobre**, 11 cadavres découverts dans un charnier, à la sortie nord de Duékoué.

**Le 21 octobre** : assassinat d'un journaliste français Jean Hélène (Christian Baldensperger), Correspondant de RFI.

2004 :

**24, 25, et 26 mars** : la Commission d'enquête du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme avance le chiffre de 120 morts à l'issue de la répression de la marche du G7 (coalition de partis politiques de l'opposition, aujourd'hui RHDP).

**Le 16 avril**, disparition du journaliste franco-canadien Guy-André Kieffer.

**Les 20 et 21 juin Korhogo** : Affrontement entre factions rebelles rivales : 99 corps retrouvés dans 3 charniers. Le 5 juillet.

**En novembre**, des morts dans des manifestations politiques à Abidjan, et dans des villes de l'intérieur : 67 morts devant l'Hôtel Ivoire ; 9 à Duékoué ; 7 à Gagnoa ; 1 à Abobo ; 7 à Yopougon.

**2005 : Le 1er juin**. 51 personnes massacrées Petit-Duékoué et Guitrozon ; 73 morts à Diapahi.

**2007 : le 29 juin**, attentat contre l'avion transportant Soro Kibafiori Guillaume. à Bouaké : 4 morts.

**2010-2011** : environ 3 000 morts dans les violences postélectorales, d'après les rapports de l'ONU et plusieurs organisations humanitaires.

Sources : Human Rights Watch - sangonet.com  
globalsecurity.org - abidjantalk.com

### Quelques victimes de la crise, par pays

#### LE MALI

**8 juillet 2011** : Parmi les 3 000 000 de maliens vivants en Côte d'Ivoire, l'on dénombre 239 sinistrés dont 215 tués et 24 disparus.

**Le 23 décembre 2010** : Une liste provisoire de 10 maliens morts et formellement identifiés est établie.

**Le 22 février 2011** : 17 maliens de plus sont annoncés morts et, M. Fangoro David, dénonce la disparition, le 04 janvier 2011 à Adjamé de 18 jeunes maliens dont il avait la charge. Ils sont tous originaires de Bakassa, Bandiagara et Koro.

**21 juillet 2011** : On dénombre en tout, 600 maliens ayant péri dans la crise ivoirienne entre le 28 Novembre 2010 et le 11 Avril 2011.

#### Liste provisoire de 10 victimes de nationalité maliennes établie le 23 décembre 2010 :

**Ousmane Coulibaly**, (né vers 1980 à Barbé C/ Mopti, tué par balle de la police le 30/ 11/ 2010) ;

**Oumar Konta**, (né vers 1966 à Mopti, il trouva la mort dans sa boutique le 04/12/2010 à Dabou) ;

**Odou Koné**, (né vers 1993 à Badou. Apprenti menuisier, il trouva la mort à Dabou dans la banlieue Abidjanaise) ;

**Amadou Konta**, (né vers 1996 à Koumassi/Abidjan. Il fut tué par une grenade lacrymogène dans la commune de Koumassi le 04/04/2010) ;

**Yaya Samaké**, (tué par balle à Abobo Anador, le 04/12/2010, il est né vers 1958 à Bougouni) ;

**Ibrahim Cissé**, (né vers 1978 à Yadia/arrondissement de Banikane, cercle de Niafunké, tué à la machette et jeté à l'eau à Jacquville) ;

**Yacouba Samaké**, (environ la cinquantaine, serait ressortissant de Sikasso. Il a été égorgé dans son champ dans le village de Konédougou dans le Département de Soubéré) ;

**Amadou Bamba**, (né à Kokodio/ Koumantou C/ Bougouni a été tué par balle à Abobo PK18 le jeudi 16 Décembre 2010. Il a laissé deux épouses éplorées et des enfants) ;

**Aweited Dicko**, (né à Sévaré : Mopti, tué par balle à la gare d'Adjamé le jeudi 16 Décembre, au moment où il attendait un véhicule pour le Mali) ;

**Amidou Sangaré**, (né le 24/05/2002, a été tué par une balle perdue, le jeudi 16 décembre 2010 dans la commune d'Abobo).

#### LE BURKINA FASO

##### AVANT LA CRISE

**En 1999** : des centaines de burkinabé sont violentés, tués et chassés de leur plantation à Tabou.

**Mi-novembre 1999** : 2000 burkinabés sont expulsés de leurs terres, par les kroumen.

##### PENDANT LA CRISE

**Le 25 mars 2011** : Une organisation burkinabé de la société civile dénommée « le Tocsin », déclare 33 burkinabés morts

www.malikounda.com - www.maliweb.net - www.ledestindelafrique.com - www.maliweb.net  
www.africatime.com - www.politique-africaine.com - www.guineenews.org - leral.net  
www.lexpress.fr - www.nouvelles.abidjantv.net - www.xalimasn.com - www.gouv.ci - www.lebanco.net  
www.ledestindelafrique.com

par balle ou brûlés vifs, 39 blessés et 35 disparus.

#### LA GUINEE

**5 Mars 2011** : Le bilan provisoire des responsables de l'Association des guinéens de Côte d'Ivoire présentait une liste de 40 guinéens tués entre le 4 décembre 2010 et le 11 avril 2011.

A ceux-ci, s'ajoutent les 9 victimes toutes tuées par des balles perdues, dans la commune d'Abobo.

#### LA MAURITANIE

Aidée par l'OIM (Office Internationale des Migrations), l'ambassade de la Mauritanie en Côte d'Ivoire, a pu rapatrier plus de 4000 mauritaniens vers leur pays d'origine. Le PAM a veillé à ce que les migrants soient correctement nourris, pendant que l'OMS, appuyée par l'INHP s'est chargée des visites médicales et des vaccins d'avant départ. Cependant, certains migrants sont restés enfermés pendant deux semaines au sous-sol de leur ambassade, sans nourriture, ni eau, ni air frais, lorsque les combats se sont faits plus intenses, entre le 1er et le 14 avril 2011. Découverts par des agents d'ONG, ils étaient mal en point, mais ont eu la vie sauve.

Aucune source ne mentionne des mauritaniens qui seraient morts pendant la crise.

#### LE SENEGAL

**12 mai 2011** : 200 à 300 sénégalais tués dont 7, brûlés vifs à l'aide de pneus. Révélation faite pendant une interview réalisée au Sénégal sur Radio sud Fm, avec un sénégalais rescapé des exactions commises en Côte d'Ivoire.

Officiellement, le Sénégal et La Côte d'Ivoire parlent de dizaine de sénégalais morts pendant cette crise.

#### LE BENIN

Officiellement, des dizaines de victimes béninoises pendant la crise ivoirienne. Parmi ceux-ci, on signale l'enlèvement et la disparition de M. Raoul Adéossi (Groupe SIFCA) enlevés avec 3 autres personnes à l'hôtel Novotel pendant la crise.

NB : Aucun chiffre officiel.

#### LE GHANA

20 Ghanéens auraient été identifiés parmi les 68 corps découverts au total, dans 10 fosses communes à Yopougon.

L'Onuci a également pu identifier 6 gambiens et 3 Cap-Verdiens parmi les corps exhumés.



## YVES LAMBELIN

30 septembre 1942 à Casablanca  
Retrouvé mort le 02 juin 2011 à Abidjan



**N**é le 30 septembre 1942 à Casablanca, Yves LAMBELIN est diplômé à l'Ecole Nationale Supérieure de l'Industrie Alimentaire. A 36 ans, il débarque sur les bords de la lagune ébrié. Avant le groupe SIFCA, Yves LAMBELIN a exercé d'abord comme ingénieur chez Chocolat Meunier et APRIA. Ensuite il devient responsable au service agro-industrie à Creusot Loire Entreprise qui l'amène à de nombreuses missions en Afrique.

En 1978, Yves LAMBELIN intègre SIFCA où il contribue activement à l'édification de l'entreprise pour en faire le leader Ouest Africain de l'agro-industrie. Sous la direction d'Yves Lambelin, l'entreprise devient dans les années 1990, le premier exportateur mondial de cacao, une culture en forte expansion, qui fait vivre 4 à 5 millions de personnes dans le pays selon les estimations. Il développe aussi une activité de transformation du cacao, grâce à des usines en Côte d'Ivoire et en Europe, qui répondent partiellement au souhait du gouvernement ivoirien de transformer une part croissante de la matière premières sur place.

Aux commandes du groupe SIFCA depuis 1989, ce passionné d'art, de philosophie, de littérature mais aussi de l'aventure de la conquête spatiale est un grand travailleur qui a donné à SIFCA ses orientations et son envergure actuelle. Avec un talent indéniable, discret, courtois et souriant, Yves a réussi un recentrage de SIFCA dans des filières agro-industrielles (caoutchouc, huile de palme, et sucre), après la cession de ses activités historiques (café / cacao). En mars 2011, il est nommé président du conseil d'administration de SIFCA. Il aura consacré 33 ans de sa vie à la

*« Pour la première fois, je sentais qu'il se demandait jusqu'à quel point, il était devenu Ivoirien, lui qu'Houphouët Boigny avait qualifié d'être plus « Africain qu'Européen ». Il avait aimé une certaine Afrique et maintenant, il voyait cette autre Afrique, celle qui, du Libéria au Soudan, de la Sierra Léone à l'Angola aime se tuer, s'autodétruire comme si elle se haïssait, une Afrique où la vie humaine compte si peu, une Afrique où les africains aiment tuer les africains...[...] Dors bien, Yves ! L'aube nouvelle pointe déjà à l'horizon. Regarde le soleil levant. Oui, je vois ce sourire énigmatique éclairer ton visage. Merci de ta visite. »*

Hommage de Abdoulaye W. DUKULE - Conseiller à la Présidence du Libéria et Ami de M. Lambelin.

Côte d'Ivoire. Un pays dont il prendra la nationalité sous la présidence de Félix Houphouët BOIGNY, pour en faire sa seconde patrie et montrer son engagement au peuple ivoirien.

En 2007, Yves LAMBELIN se lance dans une démarche pour préserver l'avenir, avec la mise en place d'un programme triennal de développement durable. L'homme, sa sécurité, son bien-être est placé au centre de ses efforts. D'autres enjeux importants interviennent : la préservation de l'environnement, la lutte active contre le VIH /SIDA et le paludisme, la sécurité de ses employés au travail... A l'heure du bilan, le Groupe est l'un des pionniers à avoir pris en compte cette priorité dans son modèle de développement économique.

Proche de ses collaborateurs, Yves

**En 2007, Yves LAMBELIN se lance dans une démarche pour préserver l'avenir, avec la mise en place d'un programme triennal de développement durable. L'homme, sa sécurité, son bien-être est placé au centre de ses efforts. D'autres enjeux importants interviennent : la préservation de l'environnement, la lutte active contre le VIH /SIDA et le paludisme, la sécurité de ses employés au travail...**

LAMBELIN l'était aussi des communautés locales. Ivoirien d'adoption et amoureux de la Côte d'Ivoire, M Yves LAMBELIN vivait depuis plus de 20 ans à M'Pouto, aux cotés des chefs coutumiers. Il contribue au développement social, économique et culturel de ce village. En reconnaissance à ses actions, le peuple ébrié a intronisé Yves LAMBELIN en tant que membre de la classe

d'âge des « TCHAGBA GNANDO », le 5 septembre 2009.

*« Sa conscience professionnelle et son attachement à SIFCA étaient sans égal. C'est cette conscience professionnelle qui l'a conduit à l'hôtel pour pouvoir se rendre à la SIFCA sans encombre. La semaine qui a précédé sa disparition, il n'avait ainsi qu'à traverser le pont pour être au bureau. Jusqu'au bout, il a tenu la barre dans ces périodes troubles, rares sont les entreprises qui ont maintenu leurs activités et payés leurs employés. »*

M. Jean Louis BILLON - Président du Groupe SIFCA

Yves Lambelin fait partie des 4 personnes qui ont été enlevées le 4 avril 2011 dans l'hôtel Novotel situé sur les bords de la lagune, lors des violents combats qui ont marqué les derniers jours de Laurent Gbagbo à la tête du pays. Parmi elles, son collaborateur malaisien Chelliah Pandian, directeur général de Sania, filiale de Sifca, Stéphane Frantz di Rippel, le directeur du Novotel, et le Béninois Raoul Adéossi, assistant d'Yves Lambelin. Il a été retrouvé mort le 2 juin 2011 dans un port de Côte d'Ivoire avec Stéphane Frantz di Rippel\*.

M. Yves LAMBELIN, s'en est allé, laissant derrière lui un grand vide dans le cœur de sa famille, de ses proches mais avec un riche patrimoine à pérenniser.

*NDLR\* : Seuls ces 2 corps ont été formellement identifiés, les autres personnes enlevées ; Messieurs Raoul ADEOSSI et Chelliah PANDIAN sont considérés comme « disparus ».*

Sources: SIFCANEWS- SPECIAL  
JUIN 2011 & Wikipedia



Source: www.jeanlouisbillon.net





## ZAHRA ABIDI

Décédée le Jeudi 31 mars 2011 à l'âge de 34 ans



ANALYSTE DE L'INFORMATION AU CENTRE  
CONJOINT DES OPÉRATIONS DE L'ONUCI.

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), a le regret d'annoncer la mort de Zahra Abidi, personnel civil déployée au sein de la mission en tant qu'analyste de l'information au Centre conjoint des opérations. Mademoiselle Abidi, de nationalité suédoise, est décédée le jeudi 31 mars 2011, des suites de blessures dues à une balle perdue.

Arrivée en Côte d'Ivoire le 6 avril 2009, Melle Abidi était célibataire et âgée de 33 ans. Elle avait servi pendant 2 ans à la Division de l'Assistance électorale de l'ONUCI en tant que conseiller électoral. L'ONUCI présente ses sincères condoléances au gouvernement Suédois, ainsi qu'à la famille éplorée.

Source: Service de l'Information de l'Onuci

## KATOUCHA

La vie de la princesse meurtrie.

30 décembre 1960 à Conakry - 1<sup>er</sup> février 2008 à Paris



Fille de l'historien guinéen Djibril Tamsir Niane, Katoucha Niane, surnommée dans le milieu de la mode La Princesse Peule a vu le jour le 30 décembre 1960 à Conakry. Katoucha est devenue l'un des premiers tops models noirs.

Sa carrière remarquable lui a permis de devenir l'égérie de maisons de couture mondialement reconnues. On peut noter Yves Saint-Laurent et Christian Lacroix.

Pour son amour pour la mode, elle décide de créer sa propre ligne de vêtements en 1994. La même année, elle présente sa collection "Katoucha" lors d'un défilé de mode à l'espace Cardin à Paris. Depuis 2005, l'innovation de Katoucha, "Ebène Top Model" donne l'opportunité aux jeunes filles noires et métisses d'embrasser une carrière de Top Model.

Femme de coeur et mère dévouée, Katoucha défile en Smalto pour l'association de la princesse Kata Mari pour venir en aide aux enfants burundais.

Victime d'abus sexuels puis de l'excision à l'âge de 9 ans, elle publie en septembre 2007, *Dans ma chair*, son autobiographie, elle y fait le récit de la grande fragilité que cette mutilation créa dans son corps et dans son âme de femme. La publication de son témoignage marque pour elle,

le début d'une lutte ouverte et acharnée contre ces pratiques douloureuses et ancestrales. Une manière pour elle de dire l'indicible et d'aider toutes les femmes victimes de l'excision de sortir de l'ombre pour donner, dans la foulée, elle crée sa propre association : KPLCE (Katoucha Pour la Lutte contre l'Excision) pour dire non à cette mutilation et soutenir les victimes. KPLCE travaille en synergie avec les associations impliquées dans la même cause, son cri de guerre "Ouvrons le débat sur ce sujet tabou, rompons le silence, donnons-lui un écho international et participons à sa disparition annoncée en divulguant les réalités religieuses, médicales, psychologiques et sociales de cette pratique ancestrales".

Elle est portée disparue dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 février 2008, alors qu'elle rejoint son domicile, la Petite Vitesse, une péniche amarrée en bord de Seine à Paris. Le 28 février, son corps est repêché dans la Seine à Boulogne-Billancourt. Les enquêteurs ont conclu à une mort accidentelle. Mais sa famille a déposé une plainte pour meurtre. Elle a été inhumée le 14 mars 2008 à Conakry.

Nous laisserons le dernier mot à Imane Ayissi, un ami de Katoucha :

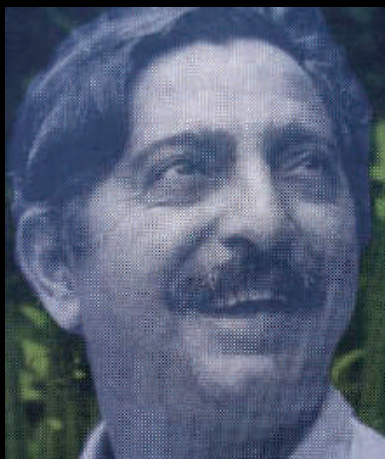
« Une reine reste une reine quoiqu'il arrive et Katoucha reste Katoucha, la fée des podiums, qui a fait rêver le monde entier. Une silhouette de gravure de mode avec un port de tête sublime, mais dotée d'une grande générosité, d'une immense humanité qui l'illuminait. Katoucha est née avec une étoile de reine sur son front, pour régner en toute beauté et une reine ne meurt jamais

## CHICO MENDES

15 DÉCEMBRE 1944 À XAPURÍ AU BRÉSIL

22 DÉCEMBRE 1988 - ASSASSINÉ

« Au début, je pensais que je me battais pour sauver les hêvéas ; puis j'ai pensé que je me battais pour sauver la forêt amazonienne. Maintenant, je sais que je me bats pour l'humanité ».  
CHICO MENDES



Chico Mendes a été assassiné à l'âge de 44 ans, chez lui à Xapurí, devant sa famille, par des tueurs à gages payés par un riche propriétaire terrien, éleveur de bétail. Deux ans plus tard, en décembre 1990, l'éleveur Darcy Alves Pereira et son fils Darly Alves ont été condamnés à 19 ans de prison pour avoir fomenté l'assassinat de Mendes.

Le meurtre de Chico Mendes a ému le monde entier. En partie, grâce à l'attention des médias internationaux, suite à son assassinat ; des réserves forestières ont réellement été créées dans la région où il vivait. Il en existe aujourd'hui plus de 20, couvrant plus de 8 millions d'hectares (80000 km<sup>2</sup>). ■

IN MEMORIAM  
23 ANS DÉJÀ !



## ELIZABETH TAYLOR

27 février 1932 à Londres (GB)  
23 mars 2011 à Los Angeles (USA)



« Je viens devant vous, non comme une actrice mais comme le porte-parole de ceux qui vivent le Sida.

Je suis l'avocat de l'enfant qui meurt dans un pays pauvre, la voix du toxicomane d'un quartier défavorisé au cœur de la ville, le témoin de la prostituée abandonnée sur un trottoir. »

La voix de celle qui déclara ceci lors d'une soirée à Cannes s'est éteinte à jamais à l'âge de 79 ans. Cette soirée marquera le début d'une tradition cannoise, le célèbre gala de l'AmFar que Sharon Stone continue de perpétuer encore chaque année.

En 70 ans de carrière et près de 50 films, Elizabeth Taylor était le dernier Géant de l'âge d'or hollywoodien. Symbole du glamour et de la sensualité au cinéma, celle qui prêta sa beauté et ses yeux violets à Cléopâtre, s'engagea dès les années 80 dans la lutte contre le Sida. Anoblie par la reine d'Angleterre en mai 2000, Dame Elizabeth Taylor aura inlassablement utilisé son charisme, son énergie et sa notoriété au service de ce qu'elle appelait son « engagement pour la vie ». Son legs le plus durable sera sans doute sa lutte sans relâche contre le Sida, tant elle contribua ainsi à améliorer la vie de millions de personnes dans le monde et surtout à les sortir de l'ombre et de la honte. Liz Taylor aura été la première artiste à s'engager publiquement pour réveiller les consciences et organiser la lutte contre le Sida. Elle ouvrit ainsi la marche, suivie ensuite par d'autres célébrités comme la princesse Diana, le chanteur Bono et d'autres.

En 1985, c'est la mort de son ami et partenaire au cinéma Rock Hudson, emporté par cette maladie, qui lui fait l'effet d'un électrochoc. « Je regardais toutes les actualités sur cette nouvelle maladie et je me demandais pourquoi personne ne faisait rien. Ensuite, je me suis rendu compte que j'étais comme eux. Je ne faisais rien pour aider... » Elizabeth Taylor sait que la cause sera difficile à défendre. Ni la lenteur des pouvoirs publics à réagir, ni la panique qui s'installe dans

Notre pays traversait des moments tragiques, le 23 mars 2011, cependant, il ne nous était pas possible de faire l'impasse sur la disparition d'une femme qui par la fougue d'un engagement sans faille, a réussi à braquer les projecteurs du monde entier sur une épidémie qui fait encore tant de ravages chez nous. Requiem pour la plus grande activiste de la lutte contre le SIDA.

les esprits, ni les attitudes de rejets sur les victimes ne la décourageaient. Elle a l'idée géniale de mobiliser les artistes. Malgré la peur d'être associé à une maladie aussi terrifiante à l'époque, elle finit par gagner Hollywood à sa cause. Fin 1985, elle fonde avec Kevin Frost l'American Foundation for AIDS Research : Amfar. Elle entraîne dans sa lutte l'adhésion du public et des médias, apparaît dans des spots Tv pour sensibiliser le plus grand nombre. La ligne

eux, eut un impact phénoménal", souligne M. Krauss.

Tout est bon pour récolter de l'argent. En 1991, elle vend les photos de son huitième mariage pour un million de dollars, intégralement reversé à l'Amfar. La même année, elle crée sa propre organisation, The Elizabeth Taylor Aids Foundation. Non contente de soutenir ces collectes effectuées par ses associations, elle profite du rayonnement international du Festival de

LIZ TAYLOR AURA ÉTÉ LA PREMIÈRE ARTISTE À S'ENGAGER PUBLIQUEMENT POUR RÉVEILLER LES CONSCIENCES ET ORGANISER LA LUTTE CONTRE LE SIDA. ELLE OUVRIT AINSI LA MARCHÉ, SUIVIE ENSUITE PAR D'AUTRES CÉLÉBRITÉS COMME LA PRINCESSE DIANA, LE CHANTEUR BONO ET D'AUTRES.

de front était constituée "de chercheurs, de militants et d'Elizabeth Taylor", souligne Kate Krauss, directrice de programme de lutte contre le Sida. Elizabeth Taylor, qui a longtemps soutenu que le Sida n'était



pas incurable, était très engagée dans la recherche de remèdes contre le Sida. Elle a tout fait pour convaincre les législateurs de financer les soins pour les malades et n'a pas hésité à critiquer George Bush père, pour son peu d'efforts dans ce domaine. "Votre politique est mauvaise, terriblement mauvaise, et vous le savez !" À Vancouver, à propos des trithérapies qui commencent à prendre leur essor, elle s'en prend au gouvernement canadien qui refuse de les mettre à disposition: « Franchement, j'attendais vraiment mieux d'un pays riche et développé ! » En 1989, elle se rendit en Thaïlande, où le Sida se propageait rapidement, pour visiter un hôpital. Une photo la montrant serrant la main d'un malade fit le tour du monde. "Le fait de ne pas traiter les malades ou les séropositifs comme des parias, de les toucher, de les embrasser, de se faire photographier avec



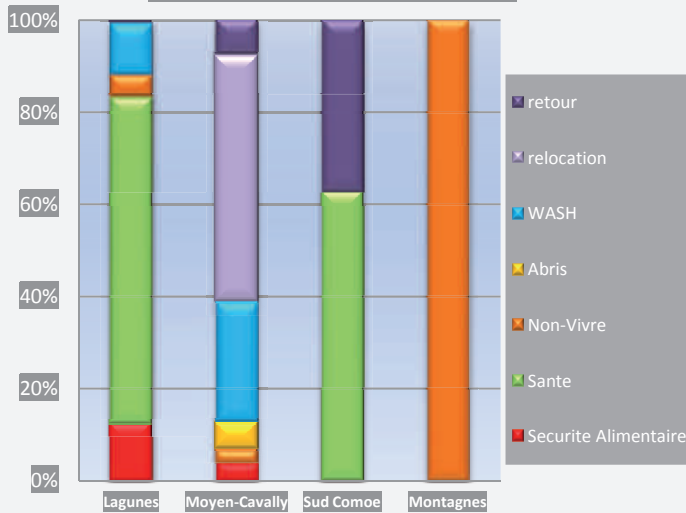
Cannes pour animer galas et soirées privées. En 1993, elle organise une projection spéciale du film avec Sylvester Stallone, Cliffhanger, au Palais des festivals, puis un dîner de gala au Moulin de Mougins auquel se précipite le gotha du cinéma. En 1995, elle met aux enchères la robe qu'elle portait pour présenter l'oscar du meilleur film en 1969, adjudgée 167.000 dollars. Somme immédiatement remise à l'Amfar. Celle dont la passion pour les bijoux de haute lignée était de notoriété publique, alla jusqu'à vendre certaines pièces de sa fabuleuse collection comme le Krupp Diamond de 33,19 carats (6,64 grammes), ou encore le Taylor-Burton Diamond de 69,42 carats en forme de poire qui lui a été offert par son mari Richard Burton. Il est vendu aux enchères en 1978 pour la somme de 5 000 000 dollars US, qui sont utilisés pour construire un hôpital au Botswana. On estime à 50 millions de dollars (35 millions d'euros) la somme qu'elle aurait permis de récolter pour nourrir les fonds de recherche contre le Sida. Liz Taylor lèvera pas moins de 270 millions de dollars pour la recherche contre la maladie ! Quelques jours après sa mort, il a été annoncé que sa collection de bijoux (estimée en 2002 à environ 109,5 millions d'euros, soit 150 millions de dollars) sera vendue aux enchères aux profits de la Elizabeth Taylor AIDS Foundation et de l'AmfAR, c'étaient ses dernières volontés ! Par-delà la mort, elle continue ainsi de lutter contre cette maladie, on vous l'avait dit...INFATIGABLE ! ■

Cassandra Konan

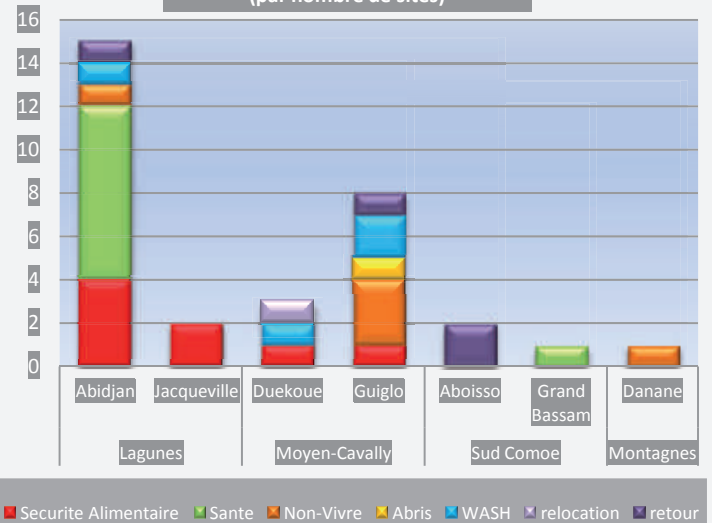


## Besoins dans les sites

Premiers besoins dans les sites (en % de PDIs par regions)

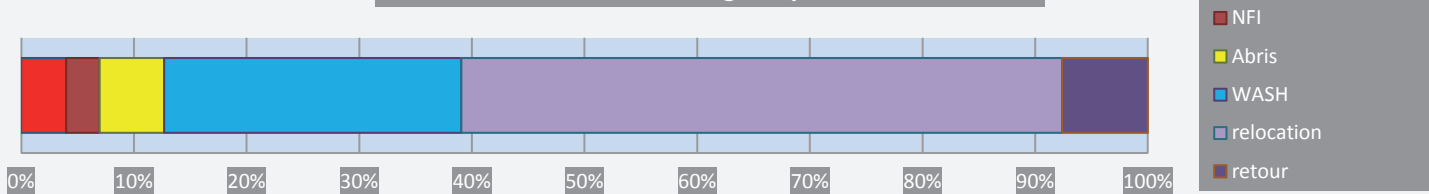


Premiers besoins dans les sites (par nombre de sites)

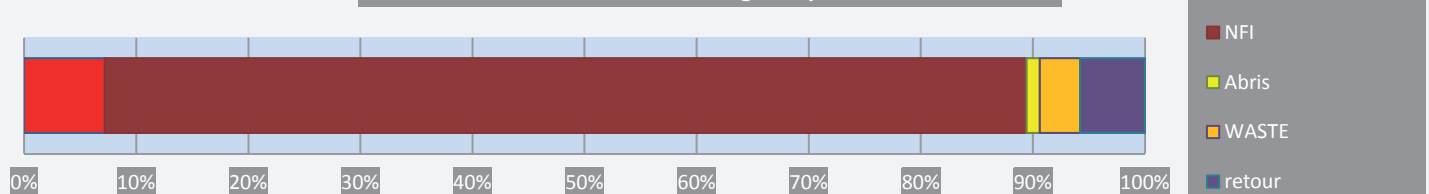


- En pourcentage de population, le premier besoin pour la région des Lagunes et d'Abidjan correspond a une assistance en santé. Pour la région du Moyen Cavally, le besoin est celui de l'aide au retour et a la relocalisation et pour le Sud Comoé, les besoins sont lies a la sante. Au mois de septembre, le besoin d'aide au retour s'accroit, cela vient également des travaux d'intension de retour menés par les gestionnaires de site.
- Sur la zone de l'Ouest, la couverture sectorielle est grande, cependant les besoins des populations sur sites restent importants. Ainsi, en besoin secondaire celui des Non-vivres est le plus important. Les PDIs sur sites ayant encore besoin de savons, kit de cuisine, moustiquaire, kit d'hygiène, couverture, matelas, nattes, etc.
- En Analysant les besoins sur les sites geres par l'OIM, on se rend compte de l'ampleur de la demande d'aide au retour. Celle-ci doit s'accompagner du support materiel et financier, comme les entretiens aupres des PDIs l'ont montre. Pour la zone Ouest la nouvelle saison agricole explique l'accroissement du besoin d'aide au retour.

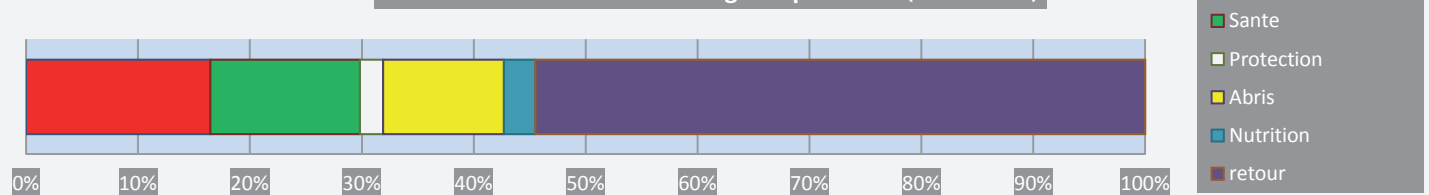
Premiers besoins sur les sites geres par l'OIM (en % de PDIs)



Besoins secondaires sur les sites geres par l'OIM (en % de PDIs)



Besoins tertiaires sur les sites geres par l'OIM (en % de PDIs)



---

# REMERCIEMENTS

---





## ÉTENDUE DE LA PROTECTION DE HUMANITERRE LISTE DES PAYS

### OAPI

La protection s'étend à l'ensemble des Etats membres (16) de l'OAPI.

Ce sont :

- Côte d'Ivoire
- Cameroun
- Benin
- Guinée Bissau
- Burkina Faso
- Guinée Equatorial
- Mali
- Centrafrique
- Mauritanie
- Congo
- Niger
- Sénégal
- Gabon
- Tchad
- Guinée
- Togo

### BURIDA

La protection concerne le territoire ivoirien. Mais les droits des auteurs sont de par leur protection au Burida étendus au monde entier. **L'œuvre est automatiquement protégé dans le monde entier parce que protégé par le Burida et ce en vertu des différentes lois et conventions régissant les différentes structures (Burida et tous les autres structures de protection des œuvres à travers le monde). L'enregistrement à l'OAPI renforçant cette protection.**

Ainsi l'auteur KONE Aminata Ange Annick - (ACTIS.CO SARL) est l'exclusif propriétaire de HUMANITERRE à travers le monde.

Source : Mme PALE (service de la Documentation du BURIDA)



**HUMANITERRE**  
Le Magazine de l'Humanitaire et du Développement Durable

Rubriques à venir...

- De bon coeur
- Psycho
- Premiers soins (BD)
- Chronogramme
- Courrier des lecteurs

HUMANITERRE



Emmanuel Adebayor  
Ambassadeur itinérant  
de l'ONUSIDA

Ensemble, nous pouvons stopper  
la transmission du VIH de la mère  
à l'enfant à l'horizon 2015 et offrir  
aux mères un bel avenir.

De  
Soweto  
à Rio de  
Janeiro,  
donner un  
**CARTON  
ROUGE** au  
**SIDA** pour  
prévenir  
l'infection à  
VIH chez  
les bébés.

[www.unaids.org](http://www.unaids.org)



**ONUSIDA**  
PROGRAMME COMMUN DES NATIONS UNIES SUR LE VIH/SIDA

HCR  
UNICEF  
PAM  
PNUD  
UNFPA  
UNODC  
OIT  
UNESCO  
OMS  
BANQUE MONDIALE